



Table des matières

| | |
|---------------------------------------------------------------------|----|
| Edito..... | 3 |
| Les enquêtes..... | 4 |
| Journalistes tout-terrain..... | 4 |
| Couvrir la guerre en Syrie : le dilemme des rédactions..... | 4 |
| Droit à l'information en Iran : entre espoir et désillusion..... | 9 |
| Le journalisme embarqué: une histoire de point de vue?..... | 13 |
| Précaires Sans Frontières..... | 18 |
| Presse et pouvoir..... | 25 |
| Guerre au Mali : l'information sous pression..... | 25 |
| Football et journalisme : les liaisons dangereuses..... | 28 |
| Communication au Vatican : la voix et la manière..... | 31 |
| Au Maroc, une presse libre mise entre quatre murs..... | 35 |
| Roi d'Espagne : la fin d'un tabou médiatique ?..... | 42 |
| L'affaire Mediator : le serment hypocrite du journalisme santé..... | 46 |
| Juppé - Feltesse : l'illusion d'un duel médiatique..... | 52 |
| Les défis du journalisme..... | 57 |
| France : presse(que) libre ?..... | 57 |
| Quand le grand reportage fait des bulles..... | 63 |
| LOL (L'information Ou L'humour)..... | 69 |
| Les médias français aveuglés par l'Obamania ?..... | 73 |
| L'Open Data : entre illusion et réalité d'un État transparent..... | 77 |
| Journaliste tunisien : l'heure de tourner la page..... | 81 |
| 100% images..... | 92 |

Edito

Écrit par Morgane Thimel et Jérémy Jeantet

Pour cette 5^e édition de la Fabrique de l'Info, nous, les étudiants en master 2 de l'Institut de Journalisme de Bordeaux Aquitaine, nous sommes emparés des problèmes de la censure, l'autocensure et la manipulation, vaste sujet au menu de la 3^e édition des Tribunes de la Presse.

Du 17 au 19 octobre, elle se déroulait à l'IJBA et au TNBA de Bordeaux. La manifestation était organisée par le Courrier International, au moment où sa rédaction était en grève pour protester contre un plan de licenciements initié par la direction. Malgré les difficultés internes, ses journalistes étaient présents pour animer ces débats, ateliers et conférences.

Pendant trois jours, nous avons sondé, restitué les propos des différents journalistes, nationaux et internationaux et des communicants présents. Un travail de reportage "à chaud", en collaboration avec les master 1. Le métier de journaliste est passé au crible, face aux narcotrafiquants mexicains, face aux censures du régime chinois, face aux bouleversements liés à Internet...

Nous avons poursuivi cette première étape au travers d'enquêtes. Une semaine pour approfondir la réflexion et rendre un panorama du métier aujourd'hui.

Un environnement auquel les journalistes doivent se confronter. Il leur faut être **tout-terrain**. Faire face aux difficultés du droit à l'information en Iran, travailler dans la précarité qui suit l'exil. Les rédactions ne sont pas non plus épargnées, elles font face au dilemme d'envoyer ou non leurs journalistes en Syrie.

Prendre en compte les liens qui unissent **la presse et le pouvoir** : une nécessité pour le journaliste. Il pourra ainsi contourner les pièges : les tabous comme autour de la famille royale en Espagne, le discours des communicants à l'image de l'armée, verrou de l'information en temps de guerre, et la proximité avec les gouvernants pour éviter la connivence avec les élus locaux.

Face à ces **nombreux défis**, la profession cherche à se renouveler. Traiter l'actualité à travers de nouveaux supports, comme la bande-dessinée. Trouver le juste équilibre entre information et humour. Redorer le blason de la liberté d'informer en France...

Autant de questions que se posent les journalistes, alors que les problèmes économiques poussent les rédactions à se restructurer, voire à fermer. En attendant le remède miracle, l'information doit vivre, circuler, évoluer. Alors que nous nous apprêtons à intégrer le monde professionnel, c'est le moment idéal pour porter un regard critique sur ces problématiques.

Journalistes tout-terrain

Couvrir la guerre en Syrie : le dilemme des rédactions

Amandine Sanial 2015-04-10



Envoyés spéciaux ou freelance, les journalistes risquent tous leur vie en Syrie. Derrière, ce sont les rédactions que l'on fustige.

Accusés tour à tour d'envoyer leurs reporters au casse-pipe ou d'exploiter les pigistes, les médias nationaux se défendent, et reviennent sur leur mode de couverture du conflit.

“Compte-tenu de ce qui est arrivé à Marie Colvin, nous avons décidé de ne plus demander à aucun journaliste de couvrir la guerre en Syrie. Ceci pour ne pas les encourager à prendre des risques inconsidérés”. En quelques mots, Graham Paterson, chef du service international du Sunday Times, a mis fin au travail des pigistes pour le journal britannique. Dans un article du magazine professionnel [PressGazette](#), elle justifie la nouvelle politique du journal en arguant le danger que courent les journalistes. En Syrie, [les indépendants sont au coeur du danger](#), et le Sunday Times a décidé de prendre le problème à bras-le-cors, peu après [la mort d'une de ses journalistes](#).

En 2012, le Sunday Times disposait pourtant d'une correspondante permanente à Damas, Hala Jaber. *“Nous avons nos propres reporters sur place, ce n'est donc pas que nous ne voulons pas couvrir le conflit. Nous savons que c'est important. Mais nous ne voulons plus d'effusion de sang”*.

“Un refus du journalisme”

Choix héroïque pour certains, scandaleux pour d'autres. Ousmane Ndiaye, chef de la rubrique Afrique pour Courrier international et lui-même freelance au Mali, juge cette politique être le comble de l'hypocrisie. *“Que l'on arrête de se mentir : la prolifération des freelance pour couvrir les conflits est la conséquence d'un refus des rédactions d'assumer leurs responsabilités”*.

Pour lui, si comme d'autres rédactions, le Sunday Times a choisi de refuser les articles et photos de journalistes indépendants, c'est surtout pour ne pas avoir de sang sur les mains. *“Si elles avaient le souci de la sécurité de leurs journalistes, les rédactions feraient tout pour les mettre dans de bonnes conditions”*. Une manière de se dédouaner, mais aussi un choix économique. *“Les rédactions économisent les coûts de matériel et d'assurance, et laissent les pigistes se débrouiller tout seuls”*. En cause, la perte de pouvoir des services internationaux au sein des rédactions : l'actualité internationale n'est plus la priorité, les rédactions cherchent donc à diminuer les coûts. Certaines chaînes de télé iraient même jusqu'à demander aux pigistes de monter leur propre boîte de production sur place, pour ne pas avoir à payer d'assurance. *“C'est une sorte de refus du journalisme. L'engagement devrait être plus important en terrain de conflit. En réalité, c'est tout l'inverse”*.



Un homme prie face à un bus détruit, utilisé comme barricade à Alep (Photo : Ammar Abd Rabbo)

Le terrain avant tout

Envoyé spécial ou journaliste indépendant ? Certains médias n'ont pas voulu choisir. Sans se passer du travail de pigiste, quelques rédactions françaises privilégient encore le terrain et prennent le risque d'envoyer leurs propres équipes.

En 2012, Guillaume Aguerre s'est rendu trois fois en Syrie. Grand reporter pour TF1, il a eu la chance de partir avec une équipe, une assurance, et un réseau de combattants sur place. Alors que la majorité des médias occidentaux ne s'y risquent plus, TF1 refuse de céder. *“Aujourd’hui, TF1 continue d’envoyer des équipes, mais seulement à Damas”*, explique le reporter. Les envoyés spéciaux sont toujours sur le coup, et refusent de laisser le ‘sale boulot’ aux freelance. *“Ce n’est pas la politique de la chaîne. Je trouverais scandaleux qu’une rédaction refuse d’envoyer sa propre équipe et décide de faire appel à des freelance. De toute façon, si ça venait à se produire chez nous, on s’y opposerait”*.

L'enlèvement, risque n°1

Malgré une soif de terrain et une évidente volonté de faire appel à des journalistes chevronnés, les rédactions se heurtent depuis peu à certaines limites, celle de l'enlèvement en tête de liste. En un an, la situation a changé de manière radicale en Syrie. *“La direction refuse que l’on y aille autrement que par la voie officielle ; pas à cause de la mort de certains journalistes, mais à cause des enlèvements”*. Étant passés chez les rebelles, Guillaume et son équipe sont maintenant *persona non grata* côté régime. Et la direction préfère ne prendre aucun risque. *“Pour avoir parcouru les routes syriennes dans tous les sens, je sais qu’il y a toutes les chances de tomber sur un groupe qui t’enlève”*, avoue-t-il. Une seule équipe de TF1 est donc désormais autorisée à pénétrer le territoire. À la rédaction du Monde, même combat : Natalie Nougayrède, la directrice du journal, n'imagine pas la couverture du conflit sans des reporters sur place. *“On a le souci d’être le plus possible sur le terrain, c’est notre politique”*. Mais pour la sécurité des journalistes du Monde qui entrent clandestinement en Syrie, impossible de savoir quand ni où partent les envoyés spéciaux.



Des civils à la frontière des deux parties de la ville d'Alep (Photo : Ammar Abd Rabbo)

Indispensables pigistes

Quand il s'agit de couvrir tout un pays, la question du recours aux pigistes ne se pose même plus. Avec toutes les conséquences que cela entraîne. [Quand le photographe indépendant Olivier Voisin est mort en février 2013](#), de nombreux journalistes ont tenu l'Agence France Presse pour responsable. Patrick Baz, directeur photo de l'AFP pour l'Afrique et le Moyen-Orient, tient à mettre les choses au clair : *“Comme Edouard [Elias], Olivier avait déjà travaillé pour l'AFP, mais il n'y était pas rattaché. Il n'avait aucun engagement”*.

L'AFP reste la seule agence à avoir encore un bureau à Damas. Mais depuis quelques semaines, que l'on soit envoyé spécial ou freelance, plus personne ne va côté rebelle. *“Je n'envoie personne en Syrie. Si des indépendants décident d'y aller, c'est leur responsabilité. Ils me proposent des photos, je dis oui ou non, mais ça ne nous engage à rien”*.

Patrick Baz l'avoue : pour continuer à rapporter la guerre, les pigistes sont nécessaires. *“Le conflit est essentiellement couvert par des Syriens, mais cela ne veut pas dire que l'on profite d'eux ou qu'ils ne sont pas compétents”*. D'ailleurs, il s'occupe lui-même de former des jeunes Syriens à la photographie, et veille à la protection de ses pigistes : en plus de respecter [les nouvelles procédures édictées par l'AFP](#), chaque freelance doit fournir une copie de son assurance Reporter Sans Frontières, être équipé d'un gilet pare-balle et d'un casque.

"Prendre des risques, c'est notre boulot"

Aujourd'hui au centre des débats, ce genre de pratiques ne datent pourtant pas d'hier. *“On a toujours travaillé avec des pigistes, insiste Patrick Baz. Quand on envoie des staffs, on nous critique, quand on envoie des freelance, on nous critique... Il faut être conscient que prendre des risques, c'est aussi notre boulot”*. Patrick Baz a d'ailleurs lui-même fait ses armes en photo sur les champs de bataille. *“J'ai commencé en tant que pigiste au Liban. Si j'ai réussi, c'est parce que Jean, Jacques et Paul n'étaient plus là pour faire le boulot”*.

Et quand Jean, Jacques, Paul ou les pigistes ne peuvent témoigner ? La dernière solution reste encore de compter sur les citoyens. France 24, par exemple, n'envoie plus d'équipe professionnelle sur le terrain. Mais pour continuer à couvrir le conflit, ils ont choisi de donner aussi la parole aux Syriens. *“Sur notre site Internet, des observateurs, des citoyens syriens peuvent nous envoyer leur témoignage, leurs photos...”*, explique Douglas Herbert, journaliste correspondant de France 24. *“De toute façon, le conflit est tellement difficile à couvrir de manière objective. Ce sont plusieurs guerres, dans une même guerre”*.

Sophie Nivelles Cardinale, journaliste indépendante et lauréate du Prix Télévision des Correspondants de guerre à Bayeux : "*Personne ne m'a obligé*"

Combien de fois as-tu couvert la Syrie en tant qu'indépendante ?

Je me suis rendue plusieurs fois en Syrie depuis le début du conflit. L'été 2012, je suis restée près d'un mois et demi quand la plupart des journalistes avait quitté le pays. C'est là que j'ai tourné *Au coeur de la bataille d'Alep*, pour lequel on m'a attribué le Prix Bayeux cette année.

Tu risques ta vie sans garantie de parution, et n'es pas assurée par les rédactions. Est-ce un manque de responsabilité de leur part ?

Il n'y a pas que des grandes rédactions qui profitent de pauvres petits indépendants... De toute façon, les bombes ne font pas de distinction. Que l'on soit staff ou pas, on risque tous notre vie. J'y vais de mon plein gré, personne ne m'a jamais forcé. La véritable hypocrisie, c'est celle dont ont fait preuve certains journaux, qui sont allés jusqu'à demander aux photographes freelance de sortir d'abord de Syrie avant de leur acheter leurs photos.

Pour toi, la présence des freelance en temps de guerre est-elle indispensable ?

Souvent, ce sont les indépendants qui restent. A Syrte, en Libye, nous avons couvert la fin du conflit. Si nous n'avions pas été freelance, nous ne serions pas restés. Nous n'avons pas les mêmes moyens ni le même encadrement que les journalistes salariés mais nous avons la richesse et la liberté de l'indépendance.

Journalistes tout-terrain

Droit à l'information en Iran : entre espoir et désillusion

Cyrielle Bedu 2015-04-10



3 août 2013. Le guide suprême d'Iran approuve l'élection du nouveau président de la République islamique, Hassan Rohani. Le religieux modéré succède ainsi au très controversé Mahmoud Ahmadinejad, qui a fait de l'Iran une des premières prison au monde pour les journalistes.

Pour beaucoup d'Iraniens, le nouveau pouvoir ira dans le sens d'une liberté de la presse retrouvée dans le pays.

Comme son prédécesseur, Hassan Rohani a le sourire facile. Le mardi 24 septembre 2013, il est assis dans un studio à New York, face à la journaliste de CNN Christiane Amanpour. Il s'apprêtait à fêter dix jours plus tard, les deux premiers mois de sa présidence. *"Mes efforts sont destinés à ce que mon peuple puisse avoir confortablement*

accès à l'information globale, comme il en a le droit", a-t-il déclaré au cours de l'entretien. Une déclaration forte venant du nouveau chef d'État d'un des pays où la censure sévit le plus au monde.

Revenons quatre ans auparavant. Le 13 juin 2009, Mahmoud Ahmadinejad se déclare grand vainqueur de l'élection présidentielle et se dit prêt à entamer son second mandat. C'était sans compter sur de nombreuses manifestations organisées dans les rues de Téhéran pour dénoncer ce que ses participants considéraient être une fraude électorale massive. Les partisans d'Ahmadinejad et ceux du candidat de l'opposition, Hossein Mousavi se font face pendant près de six mois, entraînant une répression violente et de nombreux morts.

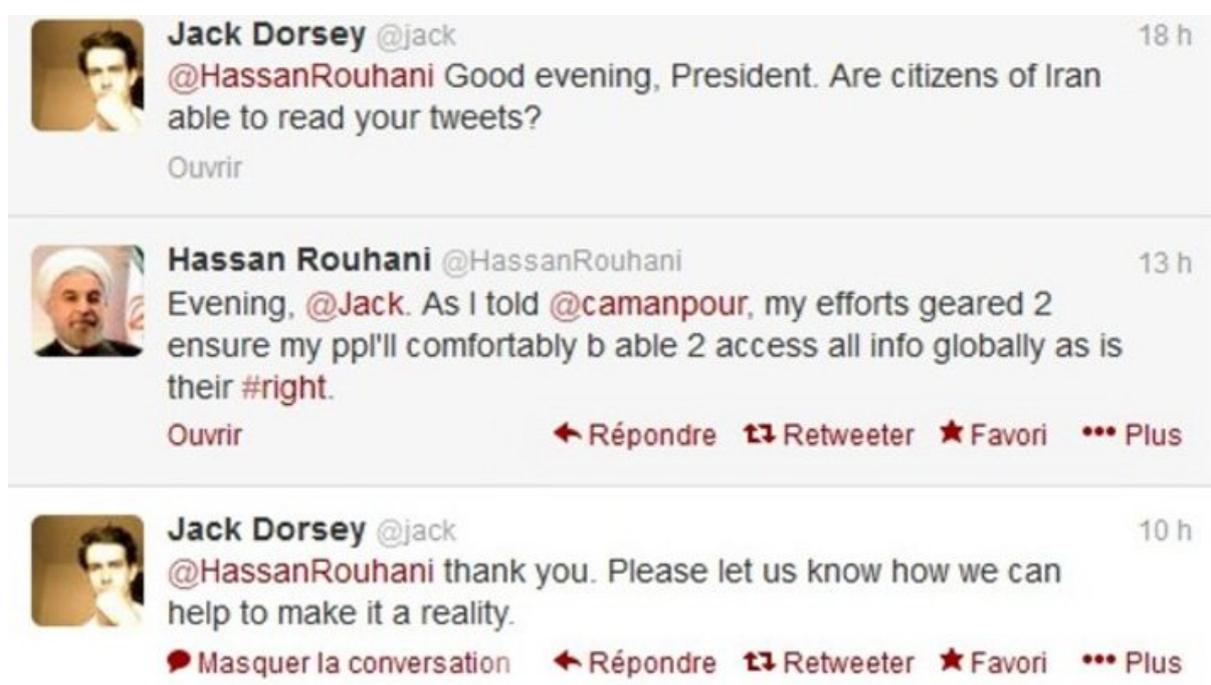
Mais les violences ont lieu à l'abri des regards du monde. Car dès le début de l'insurrection, les journalistes internationaux sont écartés du pays par les autorités iraniennes. *"Des bureaux d'agences de presse ont été fermés et des journalistes arrêtés, se souvient le dessinateur de presse Kianoush, présent au moment de la contestation. Les reporters étrangers se sont quant à eux vus refuser des visas pour entrer en Iran"*. C'est après les premières diffusions sur le web d'images et de vidéos prises par les manifestants que la censure a véritablement pris forme. *"Avant ce mouvement, le gouvernement d'Ahmadinejad sous-estimait le pouvoir des smartphones et d'internet. Cela s'est retourné contre lui"*, explique Kianoush. *"Quand il a pris la mesure du phénomène, les fournisseurs d'accès internet, quasiment tous affiliés au pouvoir, ont coupé le web"*. Sans oublier les forces de sécurité installées dans les rédactions encore ouvertes pour observer les journalistes au travail. *"Tout ce qui ne leur plaisait pas était censuré"*, déclare Reza Moini, responsable de l'Iran pour Reporters sans Frontières.

Journalistes et blogueurs sont alors nombreux à s'exiler, quand ils ne sont pas arrêtés avant. *"La répression envers les acteurs de l'information a été sans précédent, pire qu'après la révolution de 1979"*, continue Reza Moini. *"Près de 300 journalistes et blogueurs ont été arrêtés et condamnés à des peines allant de 1 à 20 ans"*. Certains d'entre eux, comme le journaliste Ahmad Zeydabadi ont même été interdits d'écrire, à vie. Le mouvement terminé, la cyber armée dirigée par les gardiens de la révolution est devenue plus importante. Composée des meilleurs informaticiens d'Iran, elle s'occupe de ficher les 25 200 000 internautes du pays et d'identifier ceux qui n'acceptent pas la censure. Quand elle ne bloque pas carrément l'accès au Net. *"Quand le contournement des blocages est devenu facile, l'autre moyen utilisé par la cyber armée a été le ralentissement de la borne passante"*, déclare Maxime Pinard, directeur du site [Cyberstrategia](#). Ainsi, comme le constate RSF, la vitesse de la borne passante est alors devenue un indicateur de la situation politique et du degré de surveillance par les autorités iraniennes.

Mais au quotidien, les Iraniens n'ont pas peur de critiquer vertement le gouvernement. Blogueuse exilée en Allemagne depuis 2007, Farnaz Seifi a quitté son pays lors du premier mandat d'Ahmadinejad. *"Les Iraniens ne se sont jamais tus, explique-t-elle. Dans les cafés, les commerces, tout le monde a toujours critiqué l'ancien président. Le véritable tabou, ce n'était pas lui, mais le guide suprême, l'ayatollah Ali Khomeini"*.

Un compte Twitter symbole d'un nouveau style

Peu de chance a priori pour que le nouveau président Hassan Rohani change cette donne. Religieux modéré, il a été élu sur ses promesses de faire lever les sanctions économiques du pays, mais aussi sur des déclarations laissant espérer davantage de libertés sociales et un renforcement du droit à l'information. Quelques jours après son entretien pour CNN, Hassan Rohani a eu une conversation téléphonique historique avec le président américain, Barack Obama. Hassan Rohani s'est alors empressé de relayer l'information via le compte Twitter qu'il a ouvert peu après sa prise de fonction. Mais la population iranienne et les journalistes n'ont eux toujours pas officiellement accès aux réseaux sociaux. Paradoxe que Jack Dorsey, le fondateur de Twitter, n'a pas manqué de souligner au nouveau président.



Le 1er octobre 2013, le fondateur de Twitter Jack Dorsey a interpellé Hassan Rohani sur l'interdiction du peuple iranien à avoir accès à son site de micro-blogging.

Traduction:

Jack Dorsey: - Bonsoir, M. Le Président. Est-ce que les citoyens d'Iran ont la possibilité de lire vos tweets ?

Hassan Rohani: - Bonsoir, @Jack, comme je l'ai dit à @camanpour (Christiane Amanpour, journaliste à CNN, NDLR.), mes efforts sont destinés à ce que mon peuple puisse avoir confortablement accès à l'information globale, comme il en a le droit.

Jack Dorsey: - Merci. Faites nous savoir comment nous pouvons vous aider à mettre cela en œuvre.

"Avec Twitter, Hassan Rohani ne fait pas les choses n'importe comment, explique Maxime Pinard, directeur de Cyberstrategia. Il a une équipe de communicants solide derrière lui et

surtout, il tweet en anglais : ses messages sont donc avant tout destinés à se racheter une image auprès de la communauté internationale".

Pour la blogueuse Farnaz Seifi, cette ouverture reste un bon signe : *"même si cela n'est fait que pour amadouer les étrangers, cela commence à avoir des répercussions positives sur le peuple iranien".* La preuve en serait la libération en grande pompe en septembre dernier de plusieurs journalistes emprisonnés pendant le contestation de juin 2009. Le début d'un printemps perse ? Pas si sûr.

Depuis le début du mois d'octobre 2013, les médias sont réduits au silence et se voient refuser le traitement médiatique de protestations dans la province d'Homozgan, au Sud de l'Iran.

"À RSF, nous essayons de mettre la lumière sur ce qui se passe dans cette province, où les médias iraniens et internationaux ne relaient pas l'information, par peur de représailles, explique Reza Moini, responsable du bureau iranien. La décision d'Hassan Rohani de séparer cette province a conduit à des manifestations puis à des arrestations de citoyens et de journalistes".

Difficile donc de cerner les réelles motivations d'Hassan Rohani en matière de liberté de la presse.

Journalistes tout-terrain

Le journalisme embarqué: une histoire de point de vue?

Charles Voissier et Christina Chiron 2015-04-10



La guerre menée par l'armée française au Mali en janvier 2013 a été largement couverte par des journalistes embedded. Embarqués par des troupes armées, cette méthode suscite la controverse. Des reporters l'ayant vécu témoignent de ses limites et contraintes. Décryptage.

Olivier Santicchi est grand reporter à TF1. Il a couvert l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, le Niger, et récemment le Mali. Le embedded, il en connaît les limites, les contraintes. La

guerre c'est avant tout une prise de risque pour soi-même : *"ou on est prêt à risquer sa vie et on ne part qu'avec l'armée, ou on considère qu'une info ne vaut pas la vie. In fine, si tu mets les choses sur le même plan, tu te rends compte que risquer sa vie au nom de la liberté de l'information, c'est extrêmement chevaleresque. Il faut vraiment avoir cette foi dans le métier, ce sacerdoce pour accepter ce risque monumental. Peu de nos confrères sont prêts à prendre ce risque"*.

Ousmane Ndiaye, chef de rubrique Afrique au Courrier International, décide de rester huit mois au Mali en tant qu'indépendant. Il ne rentre pas dans les rangs de l'armée lors de l'opération militaire appelée « Serval ». Une frappe éclair, 15 jours, suivie par plus de cinq cent journalistes embedded. Un choix qu'il conteste : *"Le journaliste ne se met pas en danger. Zéro prise de risque, c'est contradictoire avec l'esprit du journalisme"*. Ousmane Ndiaye ne se présente pas comme un journaliste de guerre: *"J'y vais pas parce que c'est la guerre. Je vais dans un pays ou un espace parce que ça m'intéresse, parce que j'ai des atouts, je suis capable de comprendre"*.

Embedded ?

Le embedded, ou le journalisme embarqué est une pratique de plus en plus utilisée par les armées d'occident lors d'un conflit. Les journalistes sont à côté des militaires pour une durée déterminée et dans une zone définie par ces derniers. Autorisés à les suivre, les reporters montrent ce que les militaires acceptent de leur faire partager.

Aimé-Jules Bizimana est chercheur en Sciences Sociales au Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur la Communication, l'Information et la Société (GRICIS) à Montréal. Historiquement, *" dans le contexte américain, le terme embedded est officiellement associé à la guerre en Irak de 2003, rappelle Aimé-Jules Bizimana. Mais il avait été utilisé auparavant sans retenir l'attention. Durant la deuxième guerre mondiale, des milliers de journalistes occidentaux ont suivi des troupes. La seule différence c'est qu'à l'époque, il y avait la censure officielle et les reporters devaient soumettre leurs articles aux censeurs militaires avant de les publier"*.

Journalistes embarqués, journalistes prisonniers ?

Les contraintes du terrain limitent la marge de manœuvre des grands reporters. Distance géographique, manque de nourriture et de matériel, *"la guerre c'est toujours un état d'exception"*, souligne Ousmane Ndiaye. Pour pallier à ces manques, l'embedded est une solution. *"Dans un pays comme le Mali, deux fois et demi plus grand que la France, remarque Olivier Santicchi, avec peu d'infrastructures routières, des contraintes de déplacements énormes, la logistique c'est la première contrainte du journaliste. Parfois le seul moyen d'accéder à un pays c'est l'armée. Tu peux traverser des villages sous domination islamique depuis un an, il n'y a pas de commerce, pas d'eau, pas de nourriture"*.

Une explication qui exaspère Ousmane Ndiaye car il défend le courage journalistique. *"Ton rapport à l'espace change quand tu es entouré de mecs avec des Guns qui te protègent. Il m'est arrivé de rouler quatre heures, tu ne vois pas une âme qui vive, ça*

change ton rapport à l'espace, tu es en veille. Quand une feuille tombe, tu l'entends, parce que t'es en danger. Quand t'es embarqué, t'es en sécurité".

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense, prône le journalisme embarqué. *"Le embedded, ce n'est jamais qu'un compromis dans les situations où le journaliste n'a pas d'autre solution pour aller au plus près des contacts et des combats éventuels, que de passer par l'armée".* Ousmane Ndiaye sourit. Selon lui, cette prise de position écarte la prise en compte des enjeux économiques actuels qui imposent de nouveaux choix aux journalistes. Qui veut encore assumer le coût financier d'une équipe de reporters sur un terrain de conflit ? Surtout pas les grandes rédactions selon le journaliste indépendant. Il pose la question de la fonction journalistique : *"aujourd'hui, il y a une forme de paresse. Pire, une forme de renoncement. Ily a un choix, c'est le journalisme embarqué. C'est pratique pour les rédactions".* Olivier Santicchi préfère parler *"d'emprisonnement de l'immédiateté"*. Les grands médias se sont enfermés dans l'idée que l'information doit aller vite. Une idée provoquée par ces enjeux financiers. Il l'admet : *"Oui, couvrir un conflit demande du temps, mais ce temps, ce n'est pas notre modèle économique"*.

Une source d'information unique

L'embedded repose sur l'encadrement des reporters. Les troupes armées imposent des itinéraires. Les images et les interlocuteurs que le journaliste rencontre en sont le reflet. *"On est avec les militaires français, rapporte le journaliste de TF1, donc tributaires de leur bon vouloir, de leur hébergement, de leur transport, etc. Parfois c'est une rançon incontournable. On est obligés d'être captif, parce que le seul point d'entrée c'est eux qui le tiennent"*. Antoine Estève, grand reporter pour la chaîne d'information I-Télé, complète : *"Les rencontres avec la population en embedded sont un peu réglées, dirigées par les militaires. C'est normal, c'est leur boulot"*.

L'embedded crée donc une relation particulière entre journalistes et militaires. Le chercheur Aimé-Jules Bizimana décrypte : *"L'évolution majeure rapportée par plusieurs chercheurs est le passage d'un contrôle basé sur la censure comme durant la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre du Golfe à un contrôle plus souple et subtil. Il ne s'agit plus de réprimer mais de gérer la présence des médias. En Irak, rappelle le chercheur, les journalistes ne pouvaient pas quitter leur unité et revenir. Il pouvait se passer quelque chose d'intéressant à quelques kilomètres avec une autre unité mais le journaliste était prisonnier de son unité"*.

Prisonnier d'une unité, embarqué avec les militaires dans la complexité d'une guerre, le journaliste devient dépendant. Alors, doit-on accorder de la crédibilité aux sources procurées ou facilitées par l'armée ? Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense, n'y voit aucun problème : *"Il y a une forme de snobisme chez certains journalistes qui considèrent qu'aller avec les militaires c'est se compromettre"*. *"Ce n'est pas par snobisme, rétorque Olivier Santicchi, c'est qu'on est dépendants d'une source d'information unique. Si on s'en tient à cette unicité, très honnêtement, on n'est précisément pas objectifs. On n'a pas d'autres sons de cloche"*. Le chercheur en Sciences sociales Aimé-Jules Bizimana parle de « soda straw view » : *"on ne voit que ce qui est devant soi. Dans l'embedded, c'est cette perspective qui domine"*

sans la possibilité d'avoir une vue d'ensemble". Antoine Estève l'accorde, "si on veut montrer ce qui se passe de l'autre côté, chez les citoyens, les habitants, sur l'économie locale, sur la société, l'embedded n'est pas le plus facile". Pour Olivier Santicchi, c'est l'angle du reportage qui fait les choix. Cela peut parfois justifier d'être dans le pas des militaires : "Au Mali, on voulait parler de la difficile progression de l'armée, sa difficulté à avancer au travers du théâtre malien. Ce n'est pas pas parce que tu n'as pas le son de cloche des Djihadistes qu'on nuit à la description de cette chevauchée mi-fantastique, mi-pathétique".

" L'intégration est une stratégie de communication "



Le journaliste indépendant et chef de rubrique Afrique au Courrier International Ousmane Ndiaye face au général Bernard Barrera, commandant de l'opération Serval au Mali. (photo: Ophélie Le Piver)

Militaires ou journalistes, la stratégie de communication serait-elle le véritable enjeu de l'embedded ? " Le gouvernement ou l'Etat va avoir à cœur de justifier telle intervention auprès de la société française, analyse le reporter de TF1 Olivier Santicchi. Il ne faut pas être naïf, le militaire est aux ordres du politique. Il y a une porosité de ce volontarisme politique qui consiste à dire "ça se passe bien" ". Son confrère d'I-Télé Antoine Estève en convient : " Quand c'est arrangé, qu'il y a un général qui va venir serrer la main devant nos caméras à un chef local juste pour dire "voilà on fait la paix, tout le monde travaille ensemble", on sait que cette image est très importante pour eux ". Le Général Bernard Barrera, chef de l'opération Serval au Mali n'adhère pas à cette idée de la manipulation dans ce conflit. Selon lui, rien n'a été caché aux journalistes, l'armée a joué la transparence : " En tant que général, j'ai toujours considéré que l'on devait dire ce que l'on faisait. La population doit savoir ce que l'armée fait avec les armes du pays ".

" La plupart du temps, les approximations ou mensonges de l'armée, c'est par omission, pense Olivier Santicchi. Ils savent très bien que c'est grave de mentir. Dans leur formation, on leur dit, ne mentez pas, mais par contre vous n'êtes pas obligé de tout dire, vous pouvez rester dans un registre général ". Selon Aimé-Jules Bizimana, pas de doute, le journalisme embedded est un outil de communication pour les forces armées. Le chercheur appuie son propos sur l'analyse faite à posteriori de la relation entre les médias et l'armée en Irak: "Pour les américains en Irak, il y avait nécessité de contrer la propagande de Saddam Hussein. Ils voulaient s'assurer de dominer le terrain de l'information avec des journalistes qui allaient relayer en force le point de vue de l'armée américaine. L'intégration est donc une stratégie de communication par médias interposés. Il fallait par contre s'assurer de contrôler l'accès sur le front. Seuls des médias triés sur le volet comme CNN ou ABC ont suivi de véritables opérations de combat avec les colonnes de tête de l'armée".

Alors, manipulés les médias ? Pas forcément. Pour contourner ces limites, se documenter peut aider le journaliste, comme le conseille Olivier Santicchi : *"Quand tu es en vallée Afghane, tu ne peux pas te permettre de partir un peu comme Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier pour demander ce qu'ils pensent en face. La seule façon de compenser, c'est de lire, de te renseigner sur la partie de la société à laquelle tu n'auras pas accès parce que tu seras avec les troupes françaises".* Le journaliste doit travailler hors cadre militaire. L'objectif : avoir d'autres visions du terrain que celles des militaires. *"Dans la vallée de la Kapisa, on était en embedded, raconte Antoine Estève. Il y avait une réunion et les villageois expliquaient que l'armée avait construit des puits, réouvert l'école pour les enfants. Un mois après, on est revenu sans l'armée. L'école, il n'y avait pas de professeur et le puits ne fonctionnait pas".* Olivier Santicchi est sorti lui aussi du dispositif militaire au Mali. *"L'avantage c'est que tu te retrouves avec des gens qui composent la société. Tu prends le temps de discuter avec l'homme de la rue, des élus, des universitaires, et tu mesures à quel point la situation peut être complexe, bien plus que ce que bien te dire un militaire. Pas nécessairement parce qu'il est malhonnête, mais parce qu'il te dit juste ce qu'il sait, ou ce qu'il veut te dire".*

Journalisme embarqué ou non, sur un terrain de guerre, l'une de ces pratiques ne doit pas se substituer à l'autre et inversement. Aux journalistes de voir quelle est la plus adaptée à la situation, et d'avoir conscience des limites de chacune d'entre elles.

Journalistes tout-terrain

Précaires Sans Frontières

Antony Milanesi et Malik Teffahi-Richard 2015-04-10



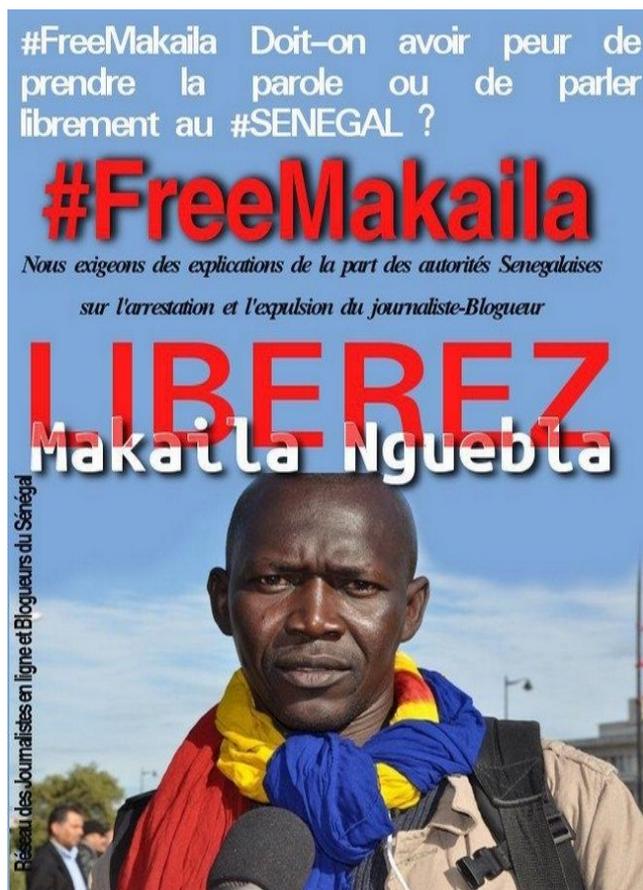
Près de 90 journalistes se sont exilés cette année dans le monde, mais seule une poignée parviendra à retrouver un poste dans une rédaction. Souvent perçu comme une libération, l'exil n'est en fait que le début d'un long parcours du combattant. Portraits.

Sa cellule, glaciale, est éclairée en permanence par de gros projecteurs pour le priver de sommeil. Il est entièrement nu, ne peut aller aux toilettes pour uriner, n'a le droit pour seul repas qu'à deux bananes et deux comprimés de paracétamol. Chaque nuit, il se fait réveiller et traîner jusqu'à la chambre de tortures, où on le « traite » jusqu'au petit matin. *“Mes bourreaux me ligotaient comme une bête prête à rôtir, me faisaient tourner autour d'une barre, et des coups de barre de fer à béton pleuvaient sur mon dos.”*, s'indigne-t-il aujourd'hui. Puis, on lui passe un chalumeau à quelques centimètres des blessures pour en raviver la douleur. Enfin, on le fait sautiller sur du gravier en le forçant à chanter l'hymne national. *“Chère patrie, terre chérie, tu es notre seul et vrai bonheur.”*

Du 5 au 12 février 2010, Simon Hervé Nko'o, reporter camerounais de l'hebdomadaire Bebela, a ainsi été détenu par les services secrets. Après une parodie de procès, à huis clos, sans avocat ni témoins, il a été condamné à 15 ans de prison. Le journal Bebela a été interdit de publication. En cause ? La détention de documents jugés confidentiels impliquant des hauts responsables de l'État camerounais dans une affaire de détournement de fonds. Grâce au soutien de ses confrères et de nombreuses organisations (Reporters Sans Frontières, le Committee to Protect Journalists, la [Fédération Internationale des Journalistes](#)), son supplice a été limité à une semaine. Il a pu s'enfuir en Guinée équatoriale. Après avoir traversé le Nigeria, le Niger, la Libye et l'Algérie, Simon Hervé Nko'o parvient à rallier la France. Il demande l'asile politique à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Au bout de cinq mois de procédure, il obtient le statut de réfugié. *“L'asile ne se prépare pas. On fait un pas après un autre. On avance sans réellement savoir où on va.”*, assure-t-il. Et l'on ne choisit pas vraiment où l'on arrive (*voir encadré*).

Six mois pour souffler

En septembre 2013, l'urgence de la situation de Simon Hervé Nko'o est enfin reconnue. Cela lui permet de trouver refuge à la Maison Des Journalistes (MDJ), à Paris. Fondée en 2002, la MDJ est un endroit unique au monde qui héberge gratuitement des journalistes exilés de toutes nationalités, pour une durée de six mois. Il peut enfin souffler, se remettre de ses traumatismes : *“Je présentais des signes inquiétants : un effondrement psychologique évident caractérisé par des regards craintifs, des silences prolongés, et une démarche claudicante jusqu'à ce jour”*. Pour ce genre de cas, une psychiatre bénévole est disponible sur demande, mais selon Shirin Wertime, chargée de mission à la MDJ, son utilité est relative. Elle affirme : *“Franchement, en un an, j'ai dû la voir trois fois”*. *“[La MDJ] demeure le premier endroit où le soleil s'est levé avant moi depuis mon départ du Cameroun, confie Simon Hervé Nko'o. On m'a appris ici à ne plus vivre sur le qui-vive.”* Pour le moment, il survit avec le RSA, 430 euros par mois. En février prochain, il devra quitter la MDJ et trouver un logement, mais il doit avant tout réapprendre à vivre : *“Je communique avec les autres réfugiés. Nous sommes une communauté de vie et de destins liés”*.



Grâce à la médiatisation de son cas, Makaila Nguebla a évité son extradition vers le Tchad.

Depuis trois mois, le blogueur tchadien Makaila Nguebla fait lui aussi partie des 14 élus hébergés à la Maison des Journalistes. Il milite pour le respect des droits de l'homme au Tchad. Mais suite aux pressions du régime autoritaire d'Idriss Déby, il a été chassé de la Tunisie où il était parti étudier, puis du Sénégal où il travaillait comme journaliste. Tout comme Simon Hervé Nko'o, c'est grâce au soutien d'organisations internationales (Reporters sans frontières, Amnesty International) et de personnalités françaises, qu'il parvient à s'en sortir. Makaila n'est pas renvoyé au Tchad, mais en Guinée-Conakry. De là, il parvient à gagner la France, et est accueilli à la Maison des Journalistes.

Deux difficultés majeures attendent Simon Hervé Nko'o et Makaila Nguebla à leur sortie de la MDJ. Frédéric Roy, responsable de l'action sociale et de l'hébergement à la MDJ explique : *"C'est clair que c'est très compliqué. Je ne peux pas mettre la pression aux exilés en leur disant qu'il faut trouver un logement, un travail, mais en même temps il faut essayer de les préparer à la suite. Les six mois passent très vite"*.

Journaliste ou pas, même combat

Frédéric Roy prévient : *"Seulement 5 à 10% des journalistes qui sortent de nos murs trouvent un logement. Le plus souvent, il ne s'agit que d'un hébergement. Une solution*

temporaire.” Ceux qui ne trouvent pas de logement peuvent espérer trouver une place dans un Centre d'accueil de demandeurs d'[asile](#) (CADA). Mais là encore, les demandes sont deux fois plus nombreuses que les places disponibles. *“Beaucoup de réfugiés dorment à la rue ou dans les aéroports, parfois pendant des mois. Les journalistes n’ont pas un statut privilégié par rapport aux autres réfugiés, ce sont les mêmes procédures. Certains finissent malheureusement par connaître le même sort.”*, déplore Shirin.

La difficile réinsertion

D’après le Committee to Protect Journalists (CPJ), seuls 21% des journalistes exilés parviennent à continuer à exercer leur métier. Makaila se dit confiant pour l’avenir : *“Je suis en train de déposer des CV un peu partout. J’espère pouvoir trouver une tranche horaire pour animer la même émission que je faisais à Dakar”*. Cependant, sa vision peut paraître naïve. *“D’une manière générale, les journalistes qui arrivent en France pensent que tout va devenir plus facile et que leur situation sera réglée d’ici trois mois, explique Frédéric Roy. Mais ils finissent vite par comprendre que ce n’est que le début d’un long parcours du combattant.”*

Simon Hervé Nko’olo et Makaila Nguebla sont francophones. La langue reste un critère de sélection cruel. La Maison Des Journalistes offre des cours de français pour préparer la réinsertion, mais ce ne sont que des notions. *“Les journalistes non-francophones n’ont aucune chance de trouver un travail de journaliste en France”*, reconnaît Shirin Wertime.

La censure s’exile aussi



Bannie de l’Iran en 2007, Farnaz Seifi regrette que son pays soit encore l’une des premières prisons pour journalistes au monde (photo : Anthony Michel)

Farnaz Seifi, blogueuse iranienne très investie sur la question du droit des femmes, parle anglais et surtout : persan. Exilée en Allemagne, elle en a fait une force. Elle travaille pour le service multimédia de la Deutsche Welle (le service international de diffusion de l'Allemagne) *“Cela me permet de garder contact avec mon pays, grâce aux citoyens et aux journalistes.”* assure-t-elle. Elle peut échanger facilement avec ses sources qui lui envoient des photos et lui permettent d'écrire sur son blog des faits vérifiés sur place. Cela dit, lorsqu'il s'agit de continuer à écrire des billets pour son blog, Farnaz n'est pas pour autant totalement libre de ton. *“Difficile de s'empêcher de s'auto-censurer”* explique-t-elle. Afin de protéger sa famille restée en Iran, elle se montre très prudente. *“J'écris comme si j'étais encore là-bas, en me disant que pour chaque article, je pourrais être interrogée par des agents du gouvernement”* avoue la blogueuse. Sa chance, ce sont toutes les possibilités d'échanges offertes par internet. Elle a réussi à garder ses contacts iraniens, et parvient aujourd'hui à informer le monde sur la situation de son pays avec presque autant d'efficacité que si elle était restée.

Pour le journaliste et éditorialiste chinois, [Chang Ping](#), également exilé en Allemagne, internet s'avère primordial. Après avoir titillé le pouvoir chinois sur la question taboue du Tibet, il a dû démissionner de son poste de rédacteur en chef. D'abord réfugié à Hong Kong, Chang Ping décide de s'installer en Allemagne à la suite d'une invitation pour une conférence de la fondation allemande Henrich Böll. Malgré tout, le chinois ne se considère pas “en exil”. *“Je n'aime pas trop mettre l'accent sur cette question d'exil. J'espère retourner un jour en Chine, assure-t-il. Je n'ai pas demandé l'asile politique en Allemagne. J'ai simplement un permis de séjour.”* Sa femme et ses enfants l'ont suivi, Chang Ping ne serait *“jamais parti sans eux”*.

A distance, Chang Ping poursuit son combat. La Chine ne connaît pas la [crise](#) et offre encore beaucoup d'opportunités d'emplois. Grâce à ses 20 ans d'expériences dans les plus grands périodiques chinois et de ses nombreuses sources restée sur place, l'éditorialiste écrit pour des journaux hongkongais ([le South China Morning Post](#) et [Apple Daily](#)), taïwanais, pour la presse chinoise diffusée en Allemagne.

Chang Ping a simplement dû adapter les angles de traitement de ses sujets : *“Bien sûr, je ne peux plus écrire directement sur les faits, donc j'écris surtout des analyses. Mais il m'arrive aussi de faire des interviews de personnes exilées, par exemple.”* En complément de revenu, Chang Ping se charge aussi de la relecture, de l'édition, etc. Un jour, Chang Ping découvre que son compte Gmail a été piraté : ses mails étaient redirigés vers une adresse inconnue. Il relaie l'affaire sur Weibo, l'équivalent chinois de Twitter. Plusieurs de ses sources coupent alors les ponts avec lui. Ils ont peur que leurs messages soient espionnés. Peur d'être arrêtés pour avoir échangé avec lui. La deuxième fois que sa boîte mail a été piratée, Chang Ping n'a pas relayé l'affaire. La censure s'exile aussi.



Exilé en Allemagne depuis 2011, Chang Ping se compare au poète chinois Su Dongpo du XIe siècle, envoyé en exil sur l'île de Huizhou pendant trois ans. Comme lui, il dit bien vivre son exil et y avoir trouvé un nouvel élan d'inspiration (photo : Anthony Michel)

Chassé de prison

Ricardo Gonzalez Alfonso, journaliste cubain dissident, fait partie du "groupe des 75" journalistes emprisonnés lors de la vague de répression sans précédent dite du "Printemps noir" lancée en mars 2003 par le gouvernement cubain. Il a été condamné à 20 ans de prison pour avoir exercé son métier. En 2010, des mouvements civiques et des pressions diplomatiques de pays occidentaux contraignent le régime de Raúl Castro à négocier avec l'Eglise catholique et le ministère des Affaires Etrangères espagnol. Après sept ans et quatre mois de détention, Ricardo Gonzalez Alfonso est "chassé de prison" avec 50 de ses confrères, directement de la prison à l'aéroport. Direction : Madrid. Ses deux enfants et son ex-femme partent avec lui.

A Madrid, Ricardo Gonzalez Alfonso avoue avoir "joui d'un certain prestige et eu beaucoup plus de facilités" pour piger pour de très nombreux journaux prestigieux tels que The New York Times, le Miami Herald (Etats-Unis), Le Monde (France), El Periodico (Espagne) ou Politiken (Danemark). Mais depuis, il sombre peu à peu dans l'oubli et "se sent abandonné à son sort". La crise espagnole avec ses 30% de chômage l'ont touché de plein fouet. Il n'a aucun travail fixe régulier et survit avec le RMI espagnol, 430 euros par mois, pour trois.

Le non-choix du pays d'accueil

Le "règlement Dublin" contraint les réfugiés en Europe à déposer leur requête dans le pays de délivrance du visa ou, en cas d'entrée d'illégale, dans le premier pays traversé. Des pays comme l'Italie, la Grèce ou la Pologne ont ainsi la responsabilité de l'accueil de beaucoup d'exilés. Et, si la demande est rejetée dans un des pays de l'Union européenne, il devient impossible de demander l'asile dans un autre pays. Les attaches familiales ou professionnelles ne suffisent pas à renverser les règles strictes du règlement et les exceptions aux dispositions de Dublin sont très rares.

Shirin Wertime, chargée de mission à la Maison Des Journalistes, explique : *"Souvent, la France n'est pas un choix. Je connais un journaliste qui voulait s'exiler au Danemark, mais comme il est entré en Europe par la France, il a été reconduit à Paris".*

Au-delà des divergences en matière d'accueil (certains pays européens n'accordent ni accès au séjour ni hébergement aux demandeurs d'asile), les chances d'obtenir le statut de réfugié peuvent grandement varier pour une nationalité donnée en fonction des pays. Ainsi, le Ciré (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) note *"qu'en 2008, un demandeur afghan avait 0% de chance d'obtenir une protection en Grèce. En Belgique, ses chances montaient à 14% et en Allemagne ses chances dépassaient les 40%."*

Presse et pouvoir

Guerre au Mali : l'information sous pression

Yoann Boffo et Jean-Yves Paillé 2015-04-10



Informersur un conflit est difficile. Lorsque l'armée engagée et les journalistes partagent la même nationalité, les obstacles se multiplient. Pressions, autocensure : le conflit malien est un cas d'école.

En relatant une mésentente entre soldats français et burkinabés, Ousmane Ndiaye, correspondant de guerre pour Le Monde, s'est attiré les foudres de l'officier de communication posté à Tombouctou. Accusé de « saper le moral des troupes », le reporter est tenu à l'écart des opérations françaises dans la ville. Symbolique d'une armée qui a pour objectif de soigner son image afin que l'intervention reste justifiée aux yeux de l'opinion publique.

Au début du conflit, Reporters sans frontières s'était [ému de la mise à l'écart de la plupart des journalistes](#). Seuls quelques-uns étaient embarqués avec les troupes. Pierre Bayle, directeur de la communication de l'armée (DICod) le justifie par « *une priorité donnée à l'acheminement des troupes. L'armée n'est pas une agence de voyage.* »

Dans l'article [L'emprise de la communication de guerre](#), l'universitaire Michel Mathien explique que « *les modalités de fonctionnement des médias [...] ont accentué l'importance de la communication officielle et celle des acteurs présents sur le terrain* ». Olivier Santicchi, grand reporter à TF1, s'en plaint : « *Les officiers de communication sont là pour nous casser les pieds. Ils cherchent à aiguiller les propos des personnes présentés, à vérifier leur bonne tenue, qu'ils restent dans leur domaine d'attribution.* » Des jeunes officiers sous contrat « *qui ont tout à perdre* » : à la première bourde, leur engagement pourrait ne pas être renouvelé. « *Ils sont plus royalistes que le roi* », renchérit-il. Des soldats fatigués, torse nu sont autant d'images proscrites par la communication. Ousmane Ndiaye, également correspondant pour TV5, confirme : « *Durant Serval, les officiers de communication nous disaient comment prendre nos plans* ».

Des pressions tous azimuts sur le terrain

Si le travail des journalistes déplaît, le risque de perdre la confiance des militaires est grand. Une liste noire existe-t-elle ? Pas officiellement, mais tous les journalistes n'ont pas la possibilité de partir en immersion avec les unités. La communication de l'armée le justifie par des critères de diversité des médias, une bonne condition physique. Des conditions opaques pour certains envoyés spéciaux. Ousmane Ndiaye confie « *ne jamais les avoir comprises* ». D'autres croient en une black list. Depuis la diffusion de [armée française : où va l'argent ?](#), Jean-Baptiste Rivoire, rédacteur en chef adjoint du magazine TV Spécial Investigation, affirme ne plus pouvoir travailler avec l'armée. Vincent Floreani, directeur adjoint de la communication du Ministère des Affaires étrangères se veut plus nuancé : « *il n'existe pas de liste noire au quai d'Orsay, seulement des relations de confiances construites sur la durée* ».

Certains journalistes font le choix de plus de libertés, en refusant l'[embedding ou journalisme embarqué](#). « *Un travail d'enquête est impossible dans le giron de l'armée.* », selon Ousmane Ndiaye. Ils n'échappent pas à l'emprise de la communication. Se déplacer dans un pays en guerre relève du défi. C'est un dédale administratif : à chaque check-point, une nouvelle autorisation est nécessaire. « *Il faut parer à toutes les éventualités en collectionnant les autorisations administratives, sinon, tous les prétextes sont bons pour expulser le journaliste des zones de combat.* », ajoute Ousmane Ndiaye. Correspondante pour l'AFP et l'Express, Dorothee Thiénot, expulsée de Gao en avril 2013, [en a fait les frais](#).

Les militaires rejettent la faute sur les forces maliennes accusées de « *bloquer les routes* ». Pour progresser rapidement, une seule solution s'offre aux journalistes : avancer avec l'armée française.

L'argument sécuritaire s'il s'avère justifiable constitue aussi un outil de pression. « *Avec AQMI, les journalistes sont devenus des cibles, il n'est plus possible de passer d'un camp à l'autre* », argue le Général Barrera, commandant de l'opération Serval. Et de poursuivre : « *Les journalistes sont libres mais doivent nous avertir de ce qu'ils font. La liberté de la*

presse oui, mais un chef militaire a un devoir de protection. ». Une façon de renvoyer les journalistes au risque d'être pris en otage. Ousmane Ndiaye y voit quant à lui « *une infantilisation et un prétexte pour empêcher un accès libre aux zones tenues par les djihadistes* ».

Un constat que Michel Mathien établissait déjà à propos de la première guerre du Golfe : « *La tentation est de contrôler l'information des médias en émettant des recommandations allant dans le sens de la responsabilisation, favorisant l'autocensure.* » Grand reporter de guerre à TF1, Patricia Allémonière évoque un tournant similaire d'« *une communication spontanée à une communication maîtrisée* ».

« Des engueulades du Ministères des affaires étrangères »

Les pressions vont parfois plus loin. Suite à l'interview d'un colonel de Serval sur un audit de l'armée malienne, Ousmane Ndiaye en a fait l'expérience. Après la publication de l'entretien dans le journal Le Monde, l'officier se rétracte : il envoie un communiqué à l'Agence France Presse (AFP) dans lequel il nie avoir été interrogé. La rédaction en chef du Monde reçoit un appel d'un chargé de communication dénonçant les méthodes de travail du correspondant, et l'enjoignant de rompre sa collaboration avec lui. Face aux preuves audios, l'armée fait finalement machine arrière.

Des pressions émanant du sommet de l'État ? Olivier Santicchi avoue ne pas être au courant : « *Si de telles pratiques existent, elles touchent le haut de la hiérarchie, et sont justifiées auprès de nous par des changements d'angles ou des impératifs financiers* ». Patricia Allémonière, elle, n'y croit pas.

Du côté du Ministère des Affaires étrangères, Vincent Floreani, porte-parole adjoint, reconnaît des appels aux rédactions « *pour demander des éclaircissements, des explications sur des articles jugés inexacts ou pour démentir des informations* ». Moins nuancé, un haut responsable de la communication militaire évoque sans ambage « *des engueulades du Quai d'Orsay* » auprès des rédactions.

À la nécessité d'informer se heurte les impératifs des militaires. « *Pour l'armée, les reporters français font partie de la mission, ils doivent être de leur côté.* », regrette Ousmane Ndiaye. Et d'ajouter : « *En réalité, il ne faut pas avoir de parti pris* ». À l'inverse, le général Barrera considère que « *sur un théâtre d'opération, tout le monde est forcément impliqué. Il n'y a pas d'un côté les bleus, de l'autre les rouges avec les journalistes neutres au milieu.* »

Presse et pouvoir

Football et journalisme : les liaisons dangereuses

Ludovic Ferro et Nicolas Bach 2015-04-10



Avènement des attachés de presse, discours uniformisés, starification et sommes colossales pour les droits téléés. Les relations entre les acteurs du monde du football et ceux qui le couvrent se complexifient.

L'info a fait jaser. Cet été, l'Olympique de Marseille a décidé de coucher sur un [règlement](#) des mesures bafouant la liberté de la presse et l'indépendance des journalistes. Et pourtant, ces mesures ont été prises par Thierry Muratelle, auparavant à La Provence et depuis peu au service de l'OM. « *En tant que journaliste, je suis totalement contre ces pratiques. Le plus insupportable c'est que quelqu'un surveille l'interview !* », s'emporte Clément Chaillou, pigiste au Parisien et à So Foot. Et le club bucco-rhodanien est loin d'être une exception. Un exemple avec l'émission [Cash Investigation](#) sur France 2 diffusée le 11 septembre 2013. (à 5 min 48), où il est impossible pour le journaliste de parler du contrat d'Eliaquim Mangala, un joueur français du FC Porto. Toujours cette idée de contrôler l'information. Une pratique pas encore complètement généralisée. Interrogé sur ce phénomène, l'attaché de presse de l'AS Nancy-Lorraine (ASNL), Emmanuel Lafrogne, tend à prouver le contraire : « *Quand c'est une grande interview qui va paraître de l'entraîneur ou d'un joueur dans l'Est Républicain, ils le font en tête-à-tête sans que ce soit un problème.* » A l'ASNL, il n'y a même aucun contrôle sur la parole donnée. « *Hormis*

l'année dernière, où on a eu un problème avec un journaliste de L'Équipe qui a modifié des propos tenus en conférence de presse, on a une relation de confiance avec les personnes qui couvrent l'actualité du club, admet-il. Si un joueur fait une déclaration contre le club à un journaliste et qu'il la publie, on ne va pas lui bloquer l'accès au club. On laisse les joueurs complètement libres, il n'y a aucun contrôle. »

Les joueurs lisent la presse

Tout de même, aujourd'hui, pour contacter un joueur de foot, et même plus largement un sportif quelle que soit la discipline, il est de plus en plus rare de l'appeler personnellement pour réaliser une interview. « *Pour les grands clubs, il faut toujours passer par l'attaché de presse, rappelle Clément Chaillou. C'est désormais le fonctionnement.* » D'une part, car passer outre l'attaché de presse peut « griller » le journaliste à l'avenir. Et, d'autre part, car il n'y a aucune certitude que le joueur accepte de transgresser ce code de conduite érigé par son club. Dès lors, quand la parole tend à s'uniformiser, le travail d'information journalistique peut se compliquer.

Et si jamais un article vire à la critique, la dimension de confiance peut s'arrêter nette. Sigamaray Diarra, footballeur à l'AC Ajaccio, l'admet à [France Football](#) : « *Les papiers foot de L'Équipe comptent dans la reconnaissance dans laquelle on aspire. Et évidemment on appréhende un mauvais papier.* » Même son de cloche du côté de David Ducourtioux, joueur de Valenciennes : « *Le danger c'est que l'appréciation médiatique prenne plus d'importance que celle de l'entraîneur. D'autant que certains papiers peuvent être aussi ravageurs qu'une vanne de Pierre Ménès (journaliste à Canal Plus).* » Il y a donc des têtes d'affiche. Des journalistes, à la voix et à la plume qui portent. Au risque de compliquer le travail d'un des leurs, victime de la gouaille de ses confrères ? Oui, selon Clément Chaillou : « *Il y a un risque d'assimilation du journaliste aux "animateurs", Pierre Ménès ou Daniel Riolo, de la part du grand public et des joueurs, cela peut compliquer la tâche de tous leurs confrères.* »

Pas d'autocensure, mais un ton moins libre

La solution est-elle alors de céder à la tentation des sirènes de la communication et de l'autocensure pour préserver le sport qu'on couvre ? Pour Didier Roustan, journaliste à L'Équipe et chroniqueur sur L'Équipe 21, la qualité de la parole s'est réduite : « *Je trouve qu'il y a une moins grande liberté de ton, notamment chez les chaînes qui ont les droits téléés. Les enjeux sont tels que c'est quasi impossible sur TF1 de dire que l'équipe de France joue affreusement mal alors que moi, dans les années 80, j'en ai commenté quelques-uns et il n'y avait pas de malaise pour dire que le jeu était mauvais.* » Clément Chaillou confirme cette idée : « *Il y a une forme d'autocensure. Si tu veux pas te griller tu es obligé d'être nuancé, tu peux pas t'acharner auprès d'un joueur ou un club.* »

A l'inverse, du côté de Canal Plus, on veut prouver le contraire. Eric Besnard, directeur du football de la chaîne cryptée, confie : « *Même du temps où Canal était actionnaire du Paris Saint-Germain (1991-2006), nous étions parfois la chaîne la plus critique à l'égard du*

PSG. A l'heure d'Internet et des réseaux sociaux, nous ne pouvons plus être à la remorque d'informations parfois "dérangeantes" pour le milieu du football. Les buzz et polémiques nés de certains de nos reportages au Canal Football Club ou à Enquêtes de foot, aujourd'hui, le prouvent. »

Testament journalistique

Alimenter une machine avec une actualité continue faite de langue de bois, qui ne vit que pour le buzz, la phrase choc au détriment du fond, pour certains c'en était trop. C'est le cas d'Imanol Corcostegui, ancien responsable du site Rue89 Sport, dans son [testament](#) au journalisme sportif publié le 8 octobre 2013. Alors qu'il vient d'apprendre que son contrat ne sera pas renouvelé, il s'exprime sur l'état de son métier. Ses mots sont durs : « *Les médias pourraient bousculer ce petit monde un peu plus fort. C'est comme si personne n'avait vraiment envie de salir l'objet qui passionne et qui nourrit.* » Et d'ajouter : « *La communication est de plus en plus fade. "La star, c'est l'équipe", on l'entend même en cinquième division.* » Franck Dumas, alors entraîneur de Caen, assurait que « la presse [était] en train de tuer son métier » et rêvait de réserver toutes ses interviews au site officiel du club. Un journalisme autour du football qui tend donc à faire de la complaisance, qui peine à se sortir de son petit confort, à se renouveler. Et dont les quelques "stars" peuvent nuire aux 3135 confrères qui couvrent ce sport. Pour faire face à cela, l'idée est peut-être de chercher de nouvelles idées afin d'outrepasser les nouveaux codes. Trouver des formats pour éviter « *de tourner en rond* » comme le reconnaît Emmanuel Lafrogne, l'attaché de presse de Nancy.

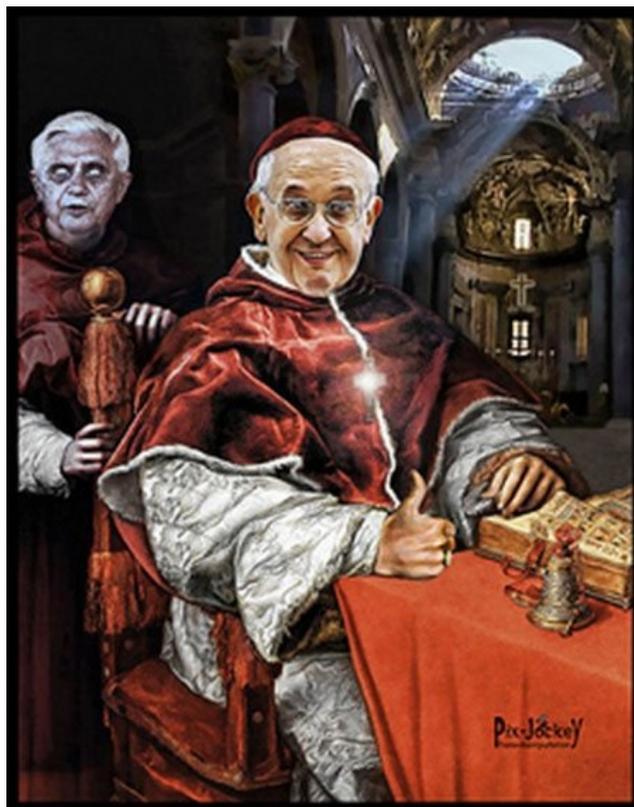
L'exemple italien : Paolo Condò, journaliste à la Gazzeta Dello Sport

“Je peux témoigner que le consentement de l'entreprise est depuis longtemps nécessaire pour procéder à une interview, à moins que le prestige de l'intervieweur et l'interviewé est si élevé qu'elle oblige le club, à contrecœur, à renoncer à ce droit. Je suis ami depuis de nombreuses années de Roberto Mancini, Capello, Ancelotti, Allegri et d'autres entraîneurs aujourd'hui très importants. J'ai fait leur connaissance et sympathisé avec eux du temps où ils étaient joueurs. Ils ne me refusent jamais (ou presque) une interview, mais à la fin ils me demandent d'appeler l'attaché de presse pour l'avertir. Et cela semble acceptable, parce qu'il est normal que les clubs ne découvrent pas l'entretien le lendemain en ouvrant le journal. En ce qui concerne la présence de l'attaché de presse, ça m'est arrivé à la fin de la période pendant laquelle je travaillais en Italie, dans une interview avec Vialli (un autre grand ami). Compte tenu nos relations, J'ai considéré la présence de l'attaché de presse comme un grave manque de délicatesse envers nous, parce qu'il supposait le fait que je pouvais inventer les réponses, ou que Vialli pouvait dire du mal sur le club. Comme je travaille désormais surtout à l'étranger, je ne peux pas dire si c'est maintenant la norme, mais je le crains.”

Presse et pouvoir

Communication au Vatican : la voix et la manière

Ludovic Ferro et Léa Gasquet 2015-04-10



Le 13 mars 2013, le monde catholique découvrait le visage de son nouveau pape, François. 7 mois et 172 tweets plus tard, les réformes se poursuivent au sein de l’Eglise, le ton est nouveau et la communication, directe. Décryptage.

Un vent de nouveauté souffle sur le Vatican depuis le mois de mars. Bien que les gardes Suisses promettent de garder leurs culottes rayées jusqu’à la fin des temps, l’arrivée à la tête de l’Etat pontifical de l’argentin Bergoglio a bouleversé bien des habitudes. Plus accessible, ce dernier n’hésite pas à modifier son emploi du temps et à surprendre son monde, au grand dam de ses collaborateurs les plus conservateurs. “Le changement est colossal”, assure Philippe Ridet, correspondant du Monde en Italie depuis 2008. “Il prend

son téléphone, appelle les journalistes et donne des interviews, ce qui n'était jamais arrivé auparavant", poursuit-il.

Accordée à la revue jésuite *Civiltà Cattolica*, la première en date remonte à septembre. Le pape François était alors apparu comme un homme davantage que comme un souverain pontife, racontant des anecdotes de son enfance et se considérant lui-même comme *"un humble pêcheur un peu rusé"*. Ce qui frappe par dessus tout c'est la libre parole de ce pape d'un genre nouveau. Preuve en est, *La Croix* titrait au lendemain de cet entretien peu ordinaire : *"Le pape François en toute liberté"*.

Peu de temps après, c'est à Eugenio Scalfari, fondateur et journaliste athée de *La Repubblica*, journal de centre-gauche italien, [qu'il se confiait](#). Pour Marco Tosatti, correspondant au Vatican pour *La Stampa*, *"c'est un événement très important pour démontrer que l'Eglise et le Pape ne sont pas opposés au dialogue avec ceux qui auraient des idées complètement opposées. Et même s'il n'est pas très habile en interview, il n'esquive pas le contact avec les journalistes"*. Pas très habile ? Le charisme de l'homme laisse pourtant à penser que ses petites phrases ne sont pas des maladresses. *"Le prosélytisme est une bêtise"*, *"la cour est la lèpre de la papauté"*, *"ne priez pas comme des perroquets"*, autant de courtes sentences qui font mouche dans les médias et chatouillent les pans les plus conservateurs de l'église catholique.

“Ça me rappelle la méthode Sarkozy”

Nouveau mode d'expression pour un pape plus médiatique que son prédécesseur et donc nouveau mode de communication. *"Je ne fais pas partie du cercle très privé des vaticanistes, je vois les choses de l'extérieur et le pape François communique beaucoup et souvent"*, constate Philippe Ridet. L'auteur de *"le Président et Moi"*, habitué aux stratégies de communication des hommes politiques tente même une prudente comparaison avec l'ancien président de la République : *"Toutes proportions gardées, cela me rappelle la méthode Sarkozy 'j'envoie une carte postale par jour'"*.

Outre les homélies quotidiennes, cette carte postale prend aussi la forme numérique du tweet. En 140 caractères, la parole papale est diffusée en 9 langues, quasiment tous les jours auprès de ses bientôt 10 millions de followers.

Certes, le compte twitter pontifical ne date pas de mars 2013. C'est Benoît XVI qui restera dans l'Histoire comme le premier Pape "connecté". Si la présence de l'ancien pape sur les réseaux sociaux était davantage le fait des ses collaborateurs et le résultat d'une stratégie de communication visant à moderniser l'image du théologien, celle de François semble plus logique. *"Cela s'inscrit dans sa volonté de proximité. Le pape François veut être plus proche des jeunes et aujourd'hui c'est là qu'on les trouve. C'est cohérent"*, estime Astrid, une jeune catholique de Bordeaux. Plus facile d'imaginer François que Benoît XVI consulter son fil d'actu Twitter. Le tableau fait sourire, mais *"l'Eglise catholique a toujours utilisé les moyens de son temps pour communiquer"*, rappelle Philippe Ridet, *"les messes télévisées dans les années 50 et à présent les réseaux sociaux. La communication de l'Eglise, c'est vieux comme la papauté"*.



Le Pape François a repris le compte Pontifex, ouvert par Benoît XVI (crédit : CC)

Du nouveau sans rupture

Avant François, le Vatican a connu d'autres papes dont la gouaille faisaient le bonheur des fidèles et des médias. On se souvient de Jean Paul II, le pape sympathique et sportif que l'on a vu dévaler les pentes des Alpes à ski, ou encore de Jean XXIII avec son gros ventre et son air bonhomme. *“Dans la politique de communication du Vatican, absolument rien n’a changé”*, assure le vaticaniste Andrea Torielli. *“Ce qui a changé, c’est que le nouveau pape n’a pas besoin d’interprète ou de responsable en com’, il communique très bien de lui même, les gens comprennent ses paroles”*, poursuit le journaliste de La Stampa. Tout le contraire de son prédécesseur, qui a jugé bon d’annoncer sa démission en latin, privilégiant la tradition à la compréhension du plus grand nombre. Les service de com’ reste le même. Federico Lombardi préside toujours la salle de presse du Vatican et Greg Burke, le journaliste américain à l’origine notamment du twitter papal, est toujours conseiller en communication. Mais leur rôle n’a plus la même portée, *“le pape se débrouille tout seul”*, constatent les spécialistes.

La communication du pape serait donc davantage une question de personnalité. Mais pour Philippe Ridet, *“la différence c’est que le Pape François fait cette communication au nom d’une plus grande transparence quand Jean-Paul II s’en servait plutôt pour détourner les journalistes des sujets délicats”*. Là non plus, rien de neuf. C’est sous le pontificat de Benoît XVI que cette politique de transparence avait été amorcée et les affaires de pédophilie mises au grand jour. L’année 2012 a été une année charnière pour le Vatican. Dans la tourmente de Vatileaks, Benoît XVI avait commencé à “assainir” l’Institut pour les

Oeuvres de la Religion en nommant le banquier italien Ettore Gotti Tedeschi à la tête de la Banque du Vatican. Mais ce “monsieur propre” des finances, comme l’avait surnommé les médias suscitait la controverse au point d’être limogé contre toute attente en mai 2012. *“Si l’on se penche sur les motifs de sa renonciation, on comprend qu’il n’a pas réussi à mener à bien sa mission pour apporter plus de transparence au sein de l’Église. Il a compris qu’il n’en avait pas la force, pas la carrure. Cela signifie bien qu’il y a des forces en présence au Vatican qui s’opposent à une plus grande transparence”*, analyse Philippe Ridet.

Le pape François reprend le flambeau avec un style nouveau. Son refus d’emménager dans les appartements du palais pontifical ou d’utiliser la limousine qui lui est réservée, ses messes quotidiennes depuis sa résidence de Sainte-Marthe, *“ce n’est pas de la poudre aux yeux”*, estime-t-on chez les vaticanistes. *“Le Vatican est en voie de réforme et pour l’Église cela signifie revenir aux origines, tout en étant plus adaptée au monde d’aujourd’hui”*, explique Andréa Tornelli. Transparence et communication directe : tel semble être le credo du nouveau Pape.

Il n’en reste pas moins des part d’ombre. Habile à manier les confidences, le Pape François sait conserver le mystère autour de ce qu’il veut tenir hors de la portée des journalistes. *“S’il veut garder un secret, c’est encore plus caché que sous Benoît XVI”*, affirme Ignazio Ingrao, journaliste à Panorama, l’un des hebdomadaires italiens les plus diffusés. Car le Vatican, pape affable ou non, restera toujours le Vatican.

L’Église catholique gazouille en Gironde

L’Église de Gironde a entamé sa Révolution numérique avant le Vatican. Avant tout pour des raisons pratiques. L’année 2012 fut synonyme de révolution numérique pour l’Église catholique. Quelques mois seulement après les débuts de ce que l’on appelait déjà Vatileaks et bien avant la création du compte Twitter papal @pontifex, les diocèses de France se sont lancés dans le microblogging. Jean-Michel Pétaux, rédacteur web pour le site du diocèse et Community Manager confirme : *“En Gironde, la réflexion était menée depuis deux ans déjà par Jean Rouet, le délégué épiscopal à l’archevêché de Bordeaux.*

Et le constat fut le même que pour tous les médias : la nécessité d’une révolution numérique”. Contrairement aux tweets de François, l’utilisation par les paroisses des réseaux sociaux a une portée vraiment concrète : annoncer une messe, un rassemblement ou un meeting. On l’utilise surtout à des fins pratiques, moins que pour toucher un nouveau public. Pour mettre tous les fidèles au courant, comme lors des événements de l’Aumônerie des étudiants de Bordeaux, tout (ou presque) passe par la toile. Une autre idée de l’Église Catholique 2.0. A la sortie de la grande messe étudiante de la rentrée, nous avons rencontré des jeunes catholiques du diocèse et le père Pierre Alain Lejeune. Ils nous parlent de leur usage des réseaux sociaux en lien avec leur foi et nous donnent leur avis sur le compte Twitter du pape. Outil d’évangélisation ou coup de com’, les avis divergent.

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/foi-et-r-seaux-sociaux-t>

Presse et pouvoir

Au Maroc, une presse libre mise entre quatre murs

H. R. 2015-04-10



L'affaire Ali Anouzla secoue actuellement le Maroc, son Palais Royal, sa presse. Une presse muselée, au point qu'un journaliste se voie privé de sa liberté de parole, de sa liberté tout court. Le directeur de Lakome.com dérangeait. Il a été emprisonné, pour des raisons qui font débat.

"C'est un vrai problème, un cauchemar, quelque chose d'intolérable". C'est sur ces mots que nous avons quitté Karim Boukhari, ancien directeur de la publication du magazine marocain *Tel Quel*, lors des dernières Tribunes de la presse. Il [réagissait sur l'arrestation de son confrère Ali Anouzla](#). Au Maroc, trois sujets sont sensibles : la religion islamique, l'intégrité territoriale et le régime monarchique. Quatre si on ajoute AQMI. Ali Anouzla a osé s'attaquer au Roi durant sa carrière, il en fait aujourd'hui les frais.

Retour sur les faits. Le directeur de la publication de la version arabophone du site Lakome est brusquement réveillé chez-lui par les autorités marocaines. Escorté jusqu'aux locaux de Lakome, il se fait confisquer ses outils de travail, ses données... Puis sa liberté. Le 17 septembre 2013, Ali Anouzla se retrouve derrière les barreaux, dans la prison de Salé, près de Rabat. Sept jours plus tard, le journaliste marocain est inculpé pour aide matérielle, apologie du terrorisme et incitation à l'exécution d'actes terroristes, sur la base de la loi antiterroriste de 2003. Il risque jusqu'à 20 ans de prison. La raison officielle de son arrestation : un article, qu'il avait publié le 13 septembre sur son site, renvoyant vers une publication du quotidien espagnol *El País*, dans laquelle une longue vidéo d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), faite de menaces contre Mohammed VI et son royaume, était diffusée. Ali Anouzla est resté incarcéré jusqu'au 25 octobre dernier et l'obtention d'une liberté provisoire. Malgré sa libération, les mêmes charges pèsent toujours sur lui. Faite de multiples rebondissements, cette affaire a dépassé les frontières du Royaume chérifien, tant son scénario a pris une tournure alarmante.

Au-delà de la censure

Depuis le 17 octobre, les sites francophone et arabophone de Lakome sont inaccessibles au Maroc. Et ce sont les géants de la télécommunication Maroc Télécom (privatisé par le royaume) et Inwi qui sont à l'origine de ce blocage sur l'ensemble du territoire marocain. Une sorte de punition pour Lakome, principal site d'information qui ose encore critiquer le régime. Média indépendant, Lakome paye son engagement parfois virulent envers le Royaume. Il permettait surtout de donner une importante visibilité à la lutte menée pour faire libérer Ali Anouzla.

Dans la foulée, le 18 octobre, le Makhzen (l'État marocain) a bloqué plusieurs sites nouvellement créés pour contrer la censure de Lakome, tels que les miroirs [fr.lakome.info](#) et [lako.me](#). Le média français [Reflets.info](#), qui avait lui aussi créé un miroir du site, a été mis hors service (uniquement chez les abonnés de Maroc Telecom, le fournisseur d'accès internet historique, et filiale de Vivendi). [Reflets](#) venait alors de mettre en ligne un article sur la possible utilisation de la part des autorités marocaines d'un système de surveillance et de blocage du trafic Internet.

Pour le moment, personne ne peut affirmer que ce système, vendu et mis en place au Maroc par la [société française Amesys](#), a été utilisé. Mais des pistes sont étudiées, et des doutes existent. Notamment du côté du groupe d'experts en sécurité informatique [DefensiveLab](#), qui héberge [Lakome.com](#) et qui, après analyse de ces blocages, conclut

"qu'il s'agit d'un blocage de type DPI (Deep Packet Inspection)". Ce système de surveillance du web a défrayé la chronique lors du printemps arabe. Mediapart, Reflets.info et [le Wall Street Journal avaient révélé](#) que ce système était vendu à des régimes autoritaires comme la Syrie ou la Libye de Khadafi, permettant de placer la population entière sous écoute et d'espionner plus facilement les opposants. Le Canard Enchaîné et Reflets avaient également révélé que la société française Bull et sa filiale Amesys, qui avaient vendu le logiciel Eagle à la Libye, étaient sur le point de vendre le même système au Maroc, sous le nom de code "projet Popcorn". Chose faite depuis. Toutefois, aucune preuve de son utilisation effective par les autorités marocaines n'a été démontrée.

Aboubakr Jamaï : "Ils nous virent par la porte, on revient par les fenêtres"

Aboubakr Jamaï est une figure emblématique du journalisme marocain. Journaliste d'investigation engagé, il a co-fondé et dirigé l'hebdomadaire francophone Le Journal Hebdomadaire, qui n'existe plus aujourd'hui car « asphyxié financièrement par le régime » selon ses fondateurs. Aujourd'hui co-fondateur de Lakome et directeur de la publication de sa version francophone, il décrit le paysage journalistique marocain et réagit à l'arrestation de son confrère Ali Anouzla. Extraits.

"En réalité la situation de la liberté n'a cessé de se dégrader depuis l'accession au trône de Mohammed VI. Le niveau de la liberté de la presse aujourd'hui est en deçà du pire niveau connu sous le règne d'Hassan II. C'est donc faux de dire qu'il y a eu une évolution.

Le pouvoir a attaqué le modèle économique de la presse indépendante, à travers un boycott publicitaire. C'est ce qu'il s'était passé avec Le Journal Hebdomadaire, qui a été poussé à la banqueroute. Ce qui a permis de donner l'exemple aux autres entreprises de presse, qui sont poussées à s'autocensurer.

On ne peut pas compter sur les autres médias, car ils s'autocensurent. L'existence de Lakome est donc vitale.

L'arrestation d'Ali Anouzla est une attaque contre le journaliste, et contre le site. Internet impose au régime un défi en termes de censure. Ils sont obligés de réprimer, stoppés par le modèle économique de la presse en ligne.

Les autorités sont en train de payer un prix très élevé. Alors que pour la presse écrite, ils ont pu agir de façon subtile et s'en sortir sans dommages, grâce notamment aux restrictions publicitaires...

Nous ne vivons pas grâce à un marché publicitaire. Lakome est financé par une ONG internationale danoise, qui s'appelle IMS (International média support), à hauteur de 80%. Nos serveurs sont à l'étranger. Contre ça, ils n'ont pas grand-chose à faire. A moins de revenir à des méthodes qui les desserviront. Comme ils sont en train de le faire avec l'arrestation d'Ali..."

Fortes pressions et coup de théâtre

Qui est réellement à l'origine de ce blocage ? La fermeture temporaire de Lakome au Maroc coïncide avec un coup de théâtre dans cette affaire : le retrait du quatuor d'avocats qui assurait la défense d'Ali Anouzla, et l'arrivée d'un nouvel avocat : Hassan Semlali. Un homme proche du pouvoir. Maître Semlali est un ami de l'homme politique marocain Ilias El Omari, et proche du PAM (parti authenticité et modernité), fondé par ce dernier aux côtés de Fouad Ali El Himma, actuel conseiller et ami intime du Roi Mohammed VI.

Selon le journaliste marocain Karim Boukhari, *"la polémique est venue du fait qu'Ali a changé brusquement d'avocat et décidé dans la foulée de suspendre son site. Ses partisans pensent que c'est une monnaie d'échange qu'offre Ali pour obtenir, éventuellement, une libération rapide (quitte à ce qu'il reste poursuivi mais en état de liberté)"*. Karim Boukhari avait vu juste, Ali Anouzla est aujourd'hui libre, provisoirement, et toujours poursuivi par la justice marocaine.

Une liberté survenue au terme d'un radical changement de stratégie de la part du directeur de Lakome. Maître Omar Bendjelloun faisait partie des quatre avocats d'Ali Anouzla : *"Je ne peux pas m'avancer sur les intentions d'Ali, mais cet avocat a dû être dépêché à la dernière minute pour gérer des formes de négociations que voudraient éventuellement entamer Ali et sa famille pour assurer sa libération"*. Négociations qui ont abouti à la fermeture du site Lakome. Qui a pris cette décision ? Ali Anouzla a-t-il été victime de pressions ?

Le 14 octobre, dans un communiqué diffusé sur le site marocain Goud.ma (et non sur Lakome), Ali Anouzla surprend tous ses partisans en demandant officiellement la fermeture provisoire du site Lakome.com, alors qu'il est la meilleure des vitrines dans le cadre de la lutte pour sa libération.

C'est là qu'Aboubakr Jamaï, déjà très actif pour faire libérer Ali Anouzla, entre en jeu. Co-fondateur de Lakome et directeur de la version francophone, il s'oppose à la fermeture du site, et retire à Ali Anouzla toute responsabilité en se nommant provisoirement directeur de la publication du site arabophone. Ce qui pousse maître Semlali et les autorités à prendre les choses en main. Selon une source proche du dossier, c'est le nouvel avocat d'Anouzla qui aurait ordonné la fermeture du site. Interrogé pour savoir si Ali Anouzla lui a explicitement demandé le blocage de Lakome, Hassan Semlali n'a pas voulu répondre.

Ali Anouzla ne peut ordonner la fermeture du site, car officiellement, il n'en est pas propriétaire, selon l'homme fort de Lakome, Aboubakr Jamaï : *"Ali demande la fermeture de Lakome, mais il n'a pas le droit de faire ça, déclare-t-il. Ni lui ni moi ne figurons sur les statuts de la société éditrice de Lakome. Nous ne sommes pas à même de fermer ce site. Lui et moi n'apparaissions que comme directeurs de la publication des sites de Lakome, pour des raisons de sécurité... Pour empêcher le régime de nous attaquer comme il l'a fait par le passé (procès, amendes faramineuses...). Maintenant, on se protège. Nous n'avons qu'un engagement verbal avec ceux qui gèrent tout"*. C'est Lakome média, dirigé par un ami français des deux associés, qui gère le site. En évoquant cette réalité, Aboubakr Jamaï fait comprendre qu'Ali Anouzla n'est nullement habilité à demander la suspension de Lakome.

"J'étais à l'étranger au moment de la publication du communiqué du 14 octobre, annonçant la décision d'Ali de suspendre le site", raconte Aboubakr Jamaï. "Une décision bizarre que je n'arrive pas à comprendre, sachant qu'Anouzla, depuis sa cellule de prison, encourageait l'équipe à continuer à travailler. C'est un moyen de pression, disait-il... Je ne sais pas ce qu'il s'est passé. Est-ce qu'il a été forcé à publier ce texte ?" s'interroge le journaliste marocain, aujourd'hui exilé en Europe, et qui parcourt le monde pour défendre la cause de son confrère et ami.

Selon lui, Ali reçoit visiblement des pressions de la part des autorités. *"C'est la manière de fonctionner du pouvoir lorsqu'ils sentent qu'ils vont dans une mauvaise direction... Ils ont perdu la guerre, mais essayent de gagner des batailles, à travers cette nouvelle stratégie."* Résultat : un changement de cap de 180 degrés de la part d'Ali Anouzla. Un comportement qu'Aboubakr Jamaï ne comprend pas. *"Il adopte une position qui ne nous ressemble pas, et qui est complètement différente de la campagne de sensibilisation qui est mondialement menée. Cette nouvelle stratégie de sa part peut nuire à toute cette campagne, qui a pas mal fait bouger les choses."*

Une mobilisation internationale

Plus de 50 ONG à travers le monde ont exprimé leur solidarité avec le journaliste, appelant les autorités marocaines à mettre fin à sa détention et à abandonner toute accusation. Parmi elles, *Amnesty International*, Human Rights Watch et Reporters sans frontières.

L'ONG française est très impliquée dans l'affaire Anouzla. *"Ce qui nous inquiète, c'est que les autorités marocaines emprisonnent un journaliste pour ses écrits. Son emprisonnement reste inadmissible pour un pays comme le Maroc"*, déclare Soazig Dollet, responsable du bureau Moyen-Orient et Afrique du Nord de Reporters sans frontières. Elle ajoute : *"Il y a une restriction de l'espace de la liberté de la presse au Maroc sur les dernières années. De moins en moins de médias indépendants existent, et d'autres subissent des pressions économiques et administratives. C'est une pratique monopolistique de la part du pouvoir marocain, avec une censure plus ou moins déguisée. [...] Cela fait un an que l'on attend le nouveau projet de loi sur le Code de la Presse, promis par le gouvernement marocain. Les réformes législatives n'ont pas toutes été menées."* La suppression des peines privatives de liberté avait notamment été demandée par Reporters sans frontières, dans une [lettre ouverte au premier ministre français Jean-Marc Ayrault](#).

A ce sujet, le Washington Post a publié un [édito](#) défendant la cause du journaliste marocain, le 2 octobre 2013. Cet édito, intitulé "Le Roi du Maroc renonce aux réformes", se remémore l'ouverture politique annoncée par Mohammed VI en mars 2011, et évoque un pas en arrière de la part du régime marocain avec des promesses non tenues et un retour à des "pratiques autocratiques". Avant de conclure : *"si le roi Mohammed VI souhaite préserver sa crédibilité en tant que réformateur, il donnera l'ordre de relâcher son détracteur"*.

Un journaliste qui dérange

Ali Anouzla est un journaliste connu pour ses éditos et ses prises de position critiques envers le Palais Royal. Selon Karim Boukhari, *"Ali Anouzla est emprisonné officiellement pour apologie du terrorisme, mais réellement pour ses critiques ouvertes à l'égard de la monarchie, via son site Lakome. Il a, entre autres, pointé le budget du palais royal (ou le coût de la monarchie au Maroc), les absences répétées du roi, et révélé le scandale de l'affaire Daniel, ce pédophile espagnol condamné à une lourde peine de prison mais qui a obtenu, l'été dernier, une grâce royale."*

Selon Aboubakr Jamaï, Ali Anouzla et Lakome ont embarrassé un régime qui cherche à travers ses médias à se donner une image positive : *"Lakome est le média qui a le plus enquêté sur le Daniel Gate. Nous avons également dévoilé l'affaire de l'octroi de licences dans des carrières de sable, et avons découvert qu'ils ont en réalité profité à des proches du Roi... Cette situation de presse libre coûtait trop cher au Royaume. On est face à un régime qui a besoin d'une bonne image à l'étranger, d'un pays qui montre qu'il se démocratise. Il a besoin de maintenir cette image d'ouverture. Ils ont considéré que Lakome était trop couteux pour eux. D'où cette répression envers le site, à travers l'arrestation d'Ali Anouzla."*



Ali Anouzla, directeur de la publication de la version arabophone de Lakome avant sa détention (crédit : DR)

Karim Boukhari rappelle cependant que dans ce pays, *"il faut faire attention à ce qu'on dit. Qu'on le veuille ou non, au Maroc, il y a un respect du Roi à avoir. On peut le critiquer, mais il ne faut pas franchir la limite imposée par le Code de la Presse et porter atteinte à sa personne."* L'ancien directeur du magazine Tel Quel ajoute : *"sur Internet, il y a plus de*

liberté et moins de contraintes. Avec un site Internet, on n'est plus dans le cadre d'une entreprise de presse, mais dans du blogging amélioré. Les sites sont une bonne chose pour le pays, mais l'information n'est pas tout le temps vérifiée. Il s'agit d'un journalisme encore amateur et qui s'institutionnalise."

Le Maroc est un pays particulier, une monarchie. Avec des règles établies, des interdits à ne pas franchir. Les journalistes sont au courant de ces limites, mais n'arrivent pas à les définir. Trop parler et mettre en danger l'intégrité du Roi et la sienne au risque de se faire réprimer, ou se taire ? Un dilemme récurrent pour les médias marocains. Selon Karim Boukhari, les journalistes sont plus libres sous Mohammed VI que sous Hassan II : *"Ce que je me permets de dire aujourd'hui va de plus en plus loin que ce que je pouvais dire hier. Avec Hassan II, on n'osait pas dire les choses. Il est donc normal qu'on était moins réprimés sous son règne. Aujourd'hui, on sent qu'on est de plus en plus embêtés. Mais en même temps, on s'exprime de plus en plus pleinement. Le degré de censure grimpe en même temps que l'usage de la liberté augmente."*

Le Maroc occupe aujourd'hui la 136e place sur 176 pays dans le [dernier classement mondial de la liberté de la presse](#), tout juste publié par Reporters sans frontières, pour qui *"il ne s'agit en aucun cas d'un indicateur de la qualité de la presse"*. Un classement qui, l'an prochain, risque de changer. Le Maroc risque de perdre quelques places suite à l'affaire Anouzla. Le journaliste est aujourd'hui libre, provisoirement, en attendant d'être jugé. La liberté d'expression, elle, ne sait toujours pas de quel côté des barreaux se placer.

Témoignage : Laurent Bailly

Journaliste français, à Arte, France Télévisions, LCP Assemblée nationale, La Tribune, Stratégies... Et rédacteur en chef de l'émission Éclairages sur la chaîne marocaine 2M. Il donne son point de vue sur le sujet.

"Vu de l'extérieur, le Maroc surveille sa presse de très près. Je laisse de côté l'information à la télévision, sous contrôle du pouvoir. Côté presse écrite, la plus surveillée est la presse arabophone. C'est la plus lue, celle qui s'adresse au peuple alphabétisé et aux classes moyennes, potentiellement la plus explosive pour le régime. La presse francophone, elle, a su conquérir une plus grande liberté de ton qui reste toutefois fragile, témoin entre autres le parcours chaotique et la fin peu glorieuse du virulent "Journal hebdomadaire" (alors dirigé par Aboubakr Jamaï, ndlr), où les censures dont Tel Quel a pu faire l'objet.

Le Journal, Al Massae, Nichane, Actuel... et aujourd'hui Lakome : fermetures et disparitions de titres, incidents, rappels à l'ordre, prison pour plusieurs directeurs de journaux, exil pour d'autres, interdictions, harcèlement, censure font partie du paysage de la presse marocaine.

On a pu noter au fil des années des hauts et des bas pour la liberté de la presse. Deux pas en avant, un pas en arrière, difficile de discerner la tendance de fond... Avec à la clé un Code de la Presse moderne toujours promis, jamais advenu, et de toutes façons quatre lignes jaunes immuables à ne jamais franchir : le respect de la monarchie et de la figure du roi, le respect de la religion, la marocanité du Sahara occidental (et l'intégrité du territoire en général), et l'opposition à AQMI".

Presse et pouvoir

Roi d'Espagne : la fin d'un tabou médiatique ?

Andde Irosbehere 2015-04-10



"Pas touche à la famille royale" : durant des années, les médias espagnols ont appliqué cette règle implicite relevant quasiment de l'autocensure. Aujourd'hui, le silence médiatique qui entourait la monarchie semble enfin se briser. Décryptage.

Il y a eu les [parties de chasse à l'éléphant de Juan Carlos](#), au cours de luxueux safaris, très mal perçues dans une Espagne frappée par la crise. Mais aussi l'accident du petit fils du roi, qui s'est tiré une balle dans le pied alors qu'il n'avait pas l'âge légal pour porter une arme. Sans oublier les rumeurs d'infidélités du souverain, et surtout, [l'affaire Nóos](#), une enquête visant le gendre de Juan Carlos, Iñaki Urdangarin, pour détournement de fonds, et dans laquelle l'infante Cristina, mise en examen début avril 2013, serait également

mêlée. Autant de scandales et de polémiques qui ont contribué depuis deux ans à [ternir l'image de la monarchie espagnole](#), autrefois populaire.



Le gendre du roi Juan Carlos, Iñaki Urdangarín, a fait l'objet de nombreuses caricatures depuis sa mise en examen pour corruption (photo : Flickr – CC)

D'un point de vue médiatique, c'est aussi une nouvelle donne qui s'est installée: très peu critique envers la famille royale jusqu'alors, la presse a largement couvert toutes ces affaires et a enchaîné les révélations. *"Avant, les journaux s'intéressaient assez peu à la famille royale"*, raconte Mathieu de Taillac, journaliste français en Espagne correspondant du Figaro et de Radio France. *"Ils en parlaient soit de manière complaisante, soit sous l'angle de la « prensa rosa », c'est-à-dire la presse people. Il y avait en tout cas très peu de critiques. Le tabou a été sauté avec les soupçons de corruption portant sur Urdangarín. Depuis, le roi lui-même a été mis sous le feu des critiques, tout est passé à la loupe. Les parties de chasse, la possibilité d'avoir une maîtresse... je pense qu'il y a quelques années, ce genre d'info n'aurait pas été publié dans des journaux sérieux ou de référence"*.

Un roi intouchable

Depuis la mort de Franco, les médias espagnols n'avaient en effet jamais osé s'en prendre à Juan Carlos, eu égard aux services qu'il avait rendu à la fin de la dictature.

"C'est une figure qui a toujours été respectée, et dont le rôle a été essentiel durant la transition démocratique", explique Guillermo Altares, rédacteur en chef des pages internationales d'El País. "Les médias ont considéré que la monarchie était une institution qu'il fallait respecter. Au sein même de notre rédaction, le sujet a toujours été délicat".

Jusqu'à ce que ce surgissent les premiers soupçons de corruption, l'accord tacite établi entre médias et pouvoir a donc prévalu, limitant ainsi la liberté d'expression des journalistes concernant le sujet. "On peut sans aucun doute parler d'auto-censure", estime Guillermo López García, professeur de journalisme à l'Université de Valence. "Les journaux étaient tout à fait conscients que s'ils parlaient du roi en mal, toute la famille royale pouvait leur tomber dessus". Et si un journaliste osait émettre la moindre critique ou raillerie envers la monarchie, la censure était quasi automatique. A titre d'exemples, Guillermo López García se souvient de la fois où l'humoriste El Gran Wyoming fut écarté par la télévision publique pour laquelle il animait, dans les années 90, un programme intitulé *El peor programa de la semana*. "Il avait décidé d'inviter un écrivain catalan qui s'était montré critique envers la famille royale. Juste avant l'interview, la chaîne décida la suppression pure et simple de l'émission".

Plus récemment, en 2007, c'est l'hebdomadaire satirique *El Jueves* qui a fait les frais d'une attitude trop irrévérencieuse. A cœur de la polémique, un dessin en couverture du journal montrant le prince héritier Felipe et son épouse Letizia Ortiz en plein acte sexuel. On y voit le fils du roi s'exclamer : "Tu te rends compte? Si tu tombes enceinte... Parmi ce que j'ai fait dans la vie, c'est ce qui ressemblera le plus à un travail!" Dès sa parution, la caricature fut saisie par la justice espagnole pour injure à la famille royale, et [les deux auteurs durent payer une amende](#).



En 2007, l'hebdomadaire satirique *El Jueves* fut condamné par la justice espagnole pour injure à la famille royale, après la parution en couverture de cette caricature (photo Flickr – CC)

Des langues qui se délient... lentement

Le temps où s'attaquer à la monarchie relevait du défi semble désormais révolu. Un revirement qui peut s'expliquer pour plusieurs raisons, mais selon Guillermo López García, l'élément déterminant est celui du contexte économique. *"Avec la crise, les Espagnols sont devenus beaucoup plus exigeants envers la monarchie. Ils n'acceptent pas que le roi soit loin de leurs préoccupations."* La pression de l'opinion publique aurait ainsi incité les médias à critiquer davantage le souverain. *"Soit par opportunisme, soit par une véritable prise en compte de cette opinion"*, analyse Mathieu de Taillac.

Le tabou n'est cependant pas totalement levé selon lui. *"J'ai l'impression qu'il y a un décalage entre l'opinion publique qu'on entend dans la rue et celle publiée dans les journaux. Les gens sont de plus en plus exaspérés par les abus, les scandales, et certains commencent à remettre en cause l'idée même de monarchie. Les journaux, eux, ne vont pas aussi loin. La succession du roi ou même sa démission sont évoquées, mais il n'y a pas vraiment de débat très ouvert sur la monarchie en elle-même"*.

Pour Guillermo López García, les médias sont encore partagés sur la manière dont ils doivent traiter des affaires royales. *"Il y a ceux qui restent dans le statu quo, comme les chaînes de télévision publiques dans lesquelles vous n'entendrez jamais aucune critique envers la famille royale. Et puis il y a les médias nouveaux, présents notamment sur Internet, et qui se permettent davantage d'attaquer le souverain. Mais ceux-là raisonnent avant tout en termes d'audience, ils savent qu'en critiquant la famille royale, ils seront plus lus, et auront plus de présence sur les réseaux sociaux"*.

Toujours est-il que la parole des journalistes à l'égard du roi semble plus libérée qu'avant. Une liberté d'expression qui pourrait n'être que passagère, selon Guillermo López García. *"Je crains qu'une fois que la crise sera terminée, tout ne redevienne comme avant. Les Espagnols pourraient se montrer moins exigeants envers la famille royale, et les médias moins critiques"*.

Presse et pouvoir

L'affaire Mediator : le serment hypocrite du journalisme santé

Marine Ditta, Mélanie Le lion, Alice Pozycycki et Jenny Stenton 2015-04-10



En 2010, le scandale du Mediator éclate. Les journalistes épinglent les instances publiques et le laboratoire Servier. En presse écrite, dans les radios et télévisions, des journalistes santé traitent au quotidien des sujets médicaux. Pourtant, eux n'ont rien vu venir. Nous nous sommes posées la question : pourquoi ?

L'affaire Mediator en quelques dates

1976 : les laboratoires Servier commercialisent le Mediator, un antidiabétique. 1997 : la revue *Prescrire* est la première à critiquer l'efficacité du médicament et à s'interroger sur les risques cardiovasculaires.

2007 : Irène Frachon, pneumologue, alerte les autorités sanitaires des risques de problèmes cardiaques, liés à la prise du Mediator.

2009 : l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé (AFSSAPS) retire le médicament. 300 000 personnes sont alors traitées par le Mediator. 7 millions de boîtes ont été vendues depuis sa commercialisation représentant un chiffre d'affaires de 300 millions d'euros.

Mai 2010 : Irène Frachon publie *Mediator, 150 mg : combien de morts ?* Le scandale éclate quelques mois plus tard.

Novembre 2010 : le chiffre de 500 morts est confirmé officiellement par la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

2012-2013 : procès de Jacques Servier

2013 : mise en examen de l'Agence du Médicament.

“L'affaire Mediator a été un échec pour le journalisme”. Alors que nous l'interrogeons dans le cadre des Tribunes de la presse, Vincent Nouzille, journaliste et écrivain, nous interpelle sur ce dossier médiatique. Un échec ? Il nous semblait pourtant que les médias avaient couvert l'affaire de long en large, jusqu'à saturation. Intriguées, nous avons décidé de revenir sur le traitement du dossier Mediator dans les médias français et de prendre le pouls du journalisme santé.

“Il fallait mettre les mains dans le cambouis”

Remontons les archives. Avant le déferlement médiatique, seule une revue spécialisée, *Prescrire*, s'était interrogée dès 1997 sur les dangers liés à une utilisation détournée du médicament. Malgré des articles d'analyse pointue alertant sur les risques encourus par les patients, l'information sera oubliée du reste du monde médiatique pendant plus de 10 ans.

Nos recherches se poursuivent et un article du [Figaro](#) attire notre attention. Il est daté du 13 octobre 2010 et affirme qu'une étude de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) chiffre à au moins 500 le nombre de décès dus au Mediator. Cet article étant le déclencheur du scandale sur la place publique, nous décidons d'appeler Anne Jouan, son auteur. *“Lorsque j'ai reçu le livre d'Irène Frachon en mai 2010, j'ai tout de suite pensé qu'il y avait quelque chose à creuser et j'ai commencé à enquêter de mon côté. En septembre, je me suis procurée l'étude sur le nombre de morts”*, explique la journaliste.

“Dès le lendemain de la parution, on s'est pris en pleine figure les démentis de la CNAM, de l'Afssaps et de Servier. Les autres médias ont repris bille en tête les communiqués officiels qui démentaient l'information du Figaro, alors qu'il existait bien un rapport qui confirmait noir sur blanc nos affirmations. Le site Arrêt sur Images avait en revanche [pigé le coup des communiqués](#)”, poursuit Anne Jouan.

“Le même jour à midi, j’ai eu la numéro deux de l’Afssaps au téléphone qui m’a affirmé qu’il n’existait pas d’étude. Je lui ai dit : “Vous vous foutez de ma gueule? Vous l’avez reçu ce rapport, il est sur votre bureau depuis le 28 septembre !”

Deux jours plus tard, Le Figaro maintient son information [dans un second article](#). Il faudra attendre un mois et demi - et un remaniement ministériel - pour que la fameuse étude de la CNAM soit rendue publique et que la véracité des faits avancés par Le Figaro soit confirmée.

Comment les journalistes santé ont-ils pu passer à côté d’un tel scandale ?

Florence Rosier, journaliste collaboratrice au *Monde* pour le cahier Sciences & Médecine, s’interroge : *“Il n’y a pas eu une prise de conscience générale suffisante à ce sujet, il y a eu un retard et les journalistes ont sans doute une part de responsabilité”*.

Le constat d’Anne Jouan, lui, est révélateur/sans appel : *“Les règles du jeu ont été distribuées à tous les journalistes, spécialisés et généralistes. Le livre d’Irène Frachon est passé entre les mains de toutes les rédactions. Le sujet était encore en friche, et les autres journalistes n’ont pas assez cherché l’information. Parce qu’à la base, l’affaire Mediator, c’est de la pharmacologie, c’est hyper ténu, le sujet est particulièrement complexe. Il fallait mettre les mains dans le cambouis et ça en a dégoûté plus d’un ”*. Corinne Lalo, journaliste santé à TF1 et auteur du *Livre noir du médicament*, abonde également dans ce sens. *“Pour une affaire comme celle-là, il faut retourner à la source. J’ai du étudier les molécules, leur dessin, leur construction, pour pouvoir m’y référer dans mon enquête”*.

Les journalistes spécialisés, parfois issus des filières médicales ou pharmaceutiques, seraient-ils plus armés pour traiter rapidement et exhaustivement des informations complexes ? Pas si sûr...

“Les gens qui travaillent depuis longtemps en rubrique santé sont trop proches des laboratoires pour la plupart, raconte Corinne Lalo. Ils perdent leur sens critique. Quand un scandale éclate, ce ne sont jamais les spécialistes qui les sortent”. Selon elle, ce manque de recul ne date pas de l’affaire Mediator. *“Quand l’affaire du sang contaminé a éclaté, c’est le service d’information générale qui a sorti l’affaire”*.

Des conflits d’intérêts à peine voilés

Des journalistes “trop proches” des laboratoires ? Au cours de notre enquête, nous découvrons que certains effectuent des “ménages”, des prestations rémunérées par des industries pharmaceutiques. [Une pratique pointée du doigt dès 2009 par Nolwenn Le Blevenec](#), journaliste à Rue89.

Il y a une dizaine d’années, alors qu’il était chroniqueur sur France Info, Michel Cymes animait des congrès pour des industriels. De son côté, Alain Ducardonnet, “monsieur santé” à TF1/LCI, intervient dans des formations mises en place par les laboratoires. *“Les journalistes qui font des ménages avec les laboratoires sont nombreux, c’est une pratique courante”*, déplore vivement Anne Jouan. Elle ajoute : *“Je pense qu’on ne peut*

pas être rubricard de quelque chose et percevoir de l'argent de ce quelque chose. Quelle crédibilité peut-on avoir quand on fait ça ?”

L'affaire Mediator révèle l'opacité des liens entre médecins, laboratoires et instances de santé. Le journalisme médical est-il épargné ?

En 2011, une journaliste de la presse spécialisée, Virginie Bagouet, dénonce la censure dont elle aurait fait l'objet au sein de la rédaction d'*Impact Médecine*. *“Les articles faisant la promotion des produits Servier étaient envoyés pour relecture et modifiés par les équipes du laboratoire”*, témoigne-t-elle lors de [son audition devant le Sénat en mai 2011](#). Au moment de l'affaire Mediator, ces pratiques auraient déjà été en place au sein de la rédaction. *“Nous n'avons publié qu'un seul article sur l'affaire du Mediator [...] Les informations ont été données dans l'article final, mais les parties les plus gênantes sur la stratégie de Servier pour cacher ce qu'était réellement le médicament ont été supprimées”*, poursuit-elle.

Pourquoi une telle allégeance aux laboratoires ? *“Il y a des contingences dans la presse professionnelle à cause des revenus publicitaires essentiellement issus des laboratoires pharmaceutiques*, explique Paul Benkimoun, journaliste santé au Monde depuis 1999, auparavant passé par la presse spécialisée. *Lorsque je travaillais à Impact Santé Quotidien, un laboratoire a coupé tous les budgets publicitaires à cause d'un article qui lui avait déplu”*, ajoute le journaliste.

Une dépendance financière accrue par la crise de la presse, et qui peut devenir une pression insupportable pour certains titres économiquement fragiles. *“Ces pressions existent malheureusement partout à partir du moment où vous avez un pouvoir économique*, justifie Anne Prigent, ex-rédactrice en chef d'*Impact Médecine*, aujourd'hui pigiste au *Figaro*. *Plus on va mal, plus on est sensible aux pressions”*. Le titre disparaîtra d'ailleurs fin 2012 après une liquidation judiciaire.

La presse généraliste n'est pas épargnée

La presse spécialisée n'évoquerait pas de sujets polémiques en raison de la pression financière exercée par les laboratoires. Quel rôle, alors, ont joué les journalistes santé de la presse généraliste ?

Bien que le pouvoir financier de l'industrie pharmaceutique soit moins important que dans la presse spécialisée, au sein des grandes rédactions aussi, les pressions existent. *“Les labos ne veulent pas répondre, ou ils répondent n'importe quoi. Et puis, quand ça ne leur plaît pas, ils mettent fin à l'interview*, explique Corinne Lalo, journaliste santé à TF1. *Par exemple, je trouvais intéressant de savoir que la Belgique n'avait jamais autorisé le Mediator. Quand j'ai interrogé le groupe Servier là-dessus, la porte-parole a coupé net l'interview”*.

Si la censure par l'industrie n'a rien d'étonnant, elle peut aussi s'exercer à l'intérieur des rédactions. *“A TF1, il est arrivé qu'un sujet me soit destitué pour qu'un autre journaliste s'en occupe*, regrette Corinne Lalo. *Nous sommes plusieurs à la rubrique santé, et nous n'avons pas tous la même façon de voir les choses”*.

De son côté, Anne Jouan tempère : *“J’ai toujours pu faire tous mes papiers, il n’y a eu aucune censure de la part de ma hiérarchie, alors même que le frère d’Etienne Mougeotte (Dominique Mougeotte, ndlr) était directeur financier chez Servier”*. La rédaction a aussi protégé ses journalistes d’autres formes d’intimidations. Lors de la publication d’articles incriminant le laboratoire Servier, Anne Jouan se souvient du soutien dont les journalistes ont fait l’objet : *“la rédaction ne nous a pas parlé de tous les coups de fil qu’elle a reçu, et heureusement d’ailleurs”*.

Les journalistes doivent jouer collectif

Au cours de nos entretiens avec les journalistes médicaux, la revue spécialisée *Prescrire* apparaît à chaque fois comme une source fiable. Ses atouts ? Une indépendance financière, puisque les seuls revenus proviennent des abonnements, et une indépendance intellectuelle. *“Nos rédacteurs signent un engagement d’absence de conflit d’intérêt et chaque article est rédigé collectivement, indique Pierre Chirac, vice-président de la revue. D’ailleurs, c’est ce travail collectif qui garantit l’indépendance du contenu éditorial”*.

Malgré la qualité de *Prescrire*, il aura fallu des années avant que le Mediator ne soit retiré du marché. Ce qui interpelle Anne Jouan. *“Quel est l’intérêt d’avoir raison si le public n’est pas informé ? La documentation que fournit Prescrire est indispensable. Elle est issue d’un travail extrêmement dense et pertinent, mais la revue est destinée à un public de professionnels. On ne fait pas le même boulot. Pour ce qui est des implications d’un médicament avec le monde politique, les magouilles ou les enquêtes judiciaires, là c’est le domaine de la presse généraliste. Le scandale du Mediator prouve à quel point les journalistes ont besoin de travailler main dans la main avec les revues spécialisées”*.

L’affaire Mediator a impulsé de nombreux [changements au sein des institutions sanitaires](#). Mais qu’en est-il pour la presse ? Quelles leçons aura-t-elle retenu du scandale ? L’affaire aura eu le mérite de créer une certaine solidarité entre les journalistes. Lorsque Yann Philippin, son confrère de Libération, s’est retrouvé à la barre face à Servier, Anne Jouan a assisté au procès. *“Il y avait quelque chose de très fort et de symbolique, car d’autres journalistes de Marianne et du Nouvel Obs étaient venus le soutenir. Une solidarité s’est créée entre nous. Grâce à Servier, oui, grâce à Servier on est devenu amis. Il a donc eu ce pouvoir magique et génial de rapprocher Libé et Le Figaro”*.

Des journalistes approchés dès le berceaux ?

Que les jeunes journalistes intéressés par les questions de santé se rassurent, leurs ambitions pourront être portées par des bourses et des prix... financés par l’industrie médicale et pharmaceutique.

Les firmes tiennent à se faire connaître des futurs journalistes. Depuis quatre ans, le laboratoire Novartis est à l’initiative du prix “Santé et citoyenneté”, qui récompense les meilleurs projets de webdocumentaires de la part d’étudiants d’écoles reconnues par la profession. En jeu, 12 000 euros de bourses et dotations, pour les lauréats mais aussi leur école.

Si certains établissements présentent des élèves depuis la première édition, d'autres, dont l'IJBA, ne sont pas coutumiers, ce qui n'empêche pas le laboratoire de les relancer par mail à de nombreuses reprises. Dans un courrier daté du 13 octobre 2013, on peut lire, en gras *"Les membres du jury regrettent de n'avoir jamais eu de dossier de candidats venant de votre école et souhaitent comprendre les raisons de ce désintérêt de la part de vos étudiants : est-ce la thématique santé/citoyenneté qui ne les intéresse pas - ou le format web-documentaire qui ne retient pas leur attention ?"*

A aucun moment il n'est question de l'implication financière d'un groupe pharmaceutique dans des travaux journalistiques concernant le domaine de la santé. Marina Rosoff, secrétaire générale du Prix, se défend de tout risque de conflit d'intérêt. *"Je ne vois pas où est le problème. Recevoir un prix de Novartis alors que l'on est étudiant ne veut pas dire que l'on n'aura pas d'esprit critique plus tard. Le laboratoire finance car il fallait bien des sous. Mais le concours s'appelle Prix santé et citoyenneté, et pas Prix Novartis"*.

La citoyenneté mise à l'honneur par un laboratoire par ailleurs épinglé encore récemment dans plusieurs scandales ("[Nouveaux scandales dans les médicaments](#) ", "[Les Etats-Unis poursuivent Novartis pour corruption](#) ") : en somme, un programme totalement altruiste ? Un mode de communication comme un autre ?

"Pour Novartis, s'intéresser au journalisme n'est pas un non-sens, poursuit Marina Rosoff. Ils ont intérêt d'entretenir de bonnes relations avec la presse, d'entretenir un dialogue. D'ailleurs, nous avons parlé du projet à l'AJMED (association des journalistes médicaux grand public), qui a été emballée et nous a suivi."

Dans le jury, composé essentiellement de journalistes santé de grands titres français, pas d'inquiétude non plus concernant un éventuel mélange des genres. *"Nous sommes essentiellement des journalistes indépendants qui participent à ce concours de manière bénévole. Les candidats traitent de sujets de société, Novartis n'intervient quasiment pas"*, tient à préciser l'un des membres.

Cette année, les étudiants en école de journalisme auront également l'occasion de présenter un tout nouveau concours, le Prix Media du Dispositif Médical, organisé par le SNITEM, le syndicat national de l'industrie des technologies médicales. Le Prix – 5000 euros pour les journalistes professionnels et 2500 euros pour les étudiants – récompense les meilleurs travaux de presse écrite, radio et télévision traitant de la technologie médicale selon l'angle, au choix, de "l'apport patient", "l'utilisation du produit", "les entreprises qui s'investissent au service de la santé" ou encore "la valorisation de l'innovation".

Le jury est composé de professionnels des médias, écoles de journalisme, mais aussi de la communication, de l'industrie ou de la recherche. On y retrouve de nouveau l'AJMED, représentée par sa présidente, Agnès Duperrin.

Du côté des écoles, à une semaine de la clôture des participations, les candidats ne se bousculent pas. *"Je n'ai pour l'instant reçu aucun dossier d'étudiant, indique Jacqueline Papet, membre du jury dans la catégorie école de Journalisme. Les élèves se demandent peut-être si ce concours est une action marketing ou de communication, il y a toujours des doutes en ce qui concerne la santé"*.

La motivation de sa participation ? L'importance de faire connaître la technologie médicale, *"habituellement peu traitée par les médias"*. Mais Jacqueline Papet reconnaît avoir fait *"très attention à l'endroit où [elle] mettait] les pieds. Ce que j'ai vu du concours jusqu'à maintenant ne me paraît pas scandaleux, même si tous les événements de ce genre sont évidemment une histoire de communication"*.

Presse et pouvoir

Juppé - Feltesse : l'illusion d'un duel médiatique

Maxime Fayolle et Damien Renoulet 2015-04-10



Dans cinq mois, Alain Juppé tentera de briguer un quatrième mandat consécutif à Bordeaux. Face à lui, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, Vincent Feltesse, fait figure d'unique opposant dans les médias locaux. Surfant sur une vague ascendante et sondages ultra-favorables, Juppé est un insubmersible laissant présager une élection jouée d'avance. Alors, Juppé forcément ?

“On va faire croire au téléspectateur qu'il reste du suspense. On jouera le jeu jusqu'au bout.” Cinq mois avant l'élection municipale, cette phrase de Philippe Chollet, rédacteur en chef de la locale de Bordeaux à France 3 Aquitaine, surprend. Alain Juppé a-t-il déjà gagné l'élection avant le vote ? Rien n'est moins sûr. La politique n'est pas une science exacte. Alain Juppé l'a d'ailleurs appris à ses dépens. Lors des législatives de 2007, dans une circonscription taillée sur-mesure par Jacques Chaban-Delmas pour un candidat de droite, Juppé s'était incliné face à Michelle Delaunay malgré 4 000 votes d'avance au soir

du premier tour. Avant de démissionner du ministère de l'écologie. *"Il sait tirer les leçons de ses échecs en politique. Il prend Vincent Feltesse au sérieux même s'il sait qu'il a une marge de sérénité"*, estime Claudia Courtois, correspondante du journal Le Monde à Bordeaux.

Une marge de sécurité renforcée par la différence d'envergure. L'un est connu sur plan national et international quand le second n'a qu'un ancrage local. *"Juppé est un personnage connu et écouté au niveau national. Mais peut-on gagner une élection locale avec un traitement médiatique national supérieur à son adversaire ? s'interroge-t-elle. J'en doute."*

L'impression nationale d'une élection jouée d'avance

A chaque élection municipale, les médias nationaux passent toujours par la case Bordeaux. Et toujours par le prisme Juppé. Gilles Savary en 1995 puis en 2001, Jacques Respaud lors de l'élection partielle en 2006, Alain Rousset en 2008 ou Vincent Feltesse aujourd'hui ont souffert et souffrent d'un manque de visibilité médiatique dans l'hexagone. *"Les médias nationaux donnent l'impression d'une élection gagnée d'avance et font de Bordeaux un bastion de droite où les scores seraient stalinien. Certes, Juppé a été élu à chaque fois au premier tour, mais il n'a jamais fait 70% ... C'est pas Chaban"*, estime Pierre Garrat, journaliste à Sud-Ouest et auteur d'un mémoire sur Vincent Feltesse. Laurent Lastate, journaliste à France 3 Pau, a suivi la municipale bordelaise de 2008 et complète : *"Cette année-là, les médias nationaux ne s'intéressaient qu'à Juppé. Est-ce qu'il allait perdre ? Était-ce la fin de sa carrière politique ? Ils allaient interviewer ses proches. Ils ne faisaient pas ça avec Rousset."*

Juppé plébiscité par la presse nationale est-il aussi le grand vainqueur dans la presse locale ? En 1995, alors ministre des affaires étrangères sous le gouvernement Balladur, l'homme se présente pour la première fois aux municipales à Bordeaux. Chaban se retire et la voie est quasi toute tracée. Jacques Valade, son seul concurrent à droite, semble peu intéresser les médias locaux, Sud-Ouest et France 3 en particulier. A cette occasion, Pierre Carles réalise un documentaire diffusé sur Arte : *« Juppé, forcément »*. Le but : mettre en relief la fabrique d'un élu par les médias. Le film fait alors l'effet d'une bombe dans le microcosme girondin. Et ravive encore les tensions vingt ans plus tard. *"J'ai rarement vu quelque chose d'aussi malhonnête que ce documentaire. C'est de l'anti-journalisme, s'indigne Alain Ribet, ancien journaliste à Sud-Ouest et aujourd'hui rédacteur en chef du mensuel Objectif Aquitaine. Pierre Carles ne connaissait pas le dossier, il s'est appuyé sur des ragots. Il a laissé tourner sa caméra en me disant que c'était en "off " et il a tout de même diffusé cela. C'est un tissu de malhonnêteté"*, renchérit-il. Yves Harté, directeur adjoint de Sud-Ouest, abonde dans le même sens. *"Carles s'est livré à des falsifications et des oublis. Je lui ai expliqué que si Juppé apparaissait plus que les autres dans le quotidien, c'est qu'on le voyait dans la partie nationale pour son travail de ministre et dans la partie locale pour sa campagne. Mais cela, il ne le dit pas dans le documentaire."* La version de Pierre Carles diffère largement : *"Je voulais montrer comment la presse locale a fait la propagande de Juppé en 1995. Ce qui les fascinait,*

c'était qu'un politique d'une envergure nationale s'intéresse à leur ville. Ce complexe d'infériorité provincial m'étonnait."

Alors, les médias ont-ils réellement fait l'élection de Juppé en 1995 et les fois suivantes ? *"En tout cas, s'ils ne disent pas pour qui voter, les médias découragent de voter pour certains. Déjà, affirmer qu'il y a des grands et des petits candidats montre bien que certains sont dignes de la fonction et pas d'autres"*, explique Pierre Carles. D'après lui, les médias ont une propension à légitimer un match unique entre deux candidats, entre deux partis laissant sur le bord de la route médiatique d'autres candidats appartenant à des partis moins structurés. Le politologue Jean Petaux parle de *"dramaturgie de campagne"* pour qualifier ce duel. De manière que le lecteur, et a fortiori l'électeur, ne puisse retenir que ces deux possibilités et pas une autre. *"Est-ce une tromperie morale ?"*, interroge-t-il ironiquement.

" Le maire sortant part toujours avec trois longueurs d'avance "

Aujourd'hui, le contexte bordelais est un exemple de bipartisme électoral. Alain Juppé, maire sortant et Vincent Feltesse, président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, font tout deux l'actualité de par leurs fonctions. Ils éclipsent en grande partie le reste des protagonistes, incapables d'exister au milieu de ces deux poids lourds.

Pourtant, comme le souligne Pierre Garrat, *"Vincent Feltesse souffre encore d'un manque de notoriété par rapport à Juppé. C'est normal, ils n'ont pas la même carrière politique. Mais la notoriété n'est pas une condition sine qua non pour être élu. Le nombre de voix à aller chercher pour gagner n'est pas si grand, et correspond à des électeurs plutôt de sensibilité de gauche"*. Rappelons que lors de l'élection présidentielle, les bordelais avaient majoritairement voté pour François Hollande, à 57%, montrant que l'électorat bordelais s'est gauchisé. Mais la présidentielle et la municipale sont des élections aux enjeux différents. Et Alain Juppé peut se permettre de faire parler son bilan. *"Dans une élection municipale, le maire sortant part toujours avec trois longueurs d'avance. C'est évident. Cette prime au sortant existe et elle est considérable"*, estime Alain Ribet. *Cela ne veut pas dire que la presse locale est plus complaisante avec Juppé qu'elle ne l'est avec Feltesse."* Pour sa part, Jean Petaux estime que *"dans les médias locaux, il n'y a aucune différence de traitement visible en faveur de l'un ou l'autre des candidats."* Une vision partagée par l'ensemble des journalistes et spécialistes interrogés.

Mais, à y regarder de plus près, dans ce match qui s'amorce, Juppé n'a-t-il pas déjà l'avantage ? Le Canard enchaîné a révélé le 16 octobre dernier que Sud-Ouest avait habilement dissimulé la Une du 28 septembre 2003 parmi celles exposées lors de la première Journée portes ouvertes de son histoire, le 28 septembre dernier. La raison ? Ce jour là, Juppé était à la veille de sa condamnation dans l'affaire des emplois fictifs de la Mairie de Paris. *"Sud-Ouest, qui n'hésitait pas à parler vérité en brandissant la trombine du futur condamné, a plus de mal aujourd'hui avec le maire redevenu son ami"*, détaille le journal satirique. En réponse, Patrick Venries, directeur de Sud-Ouest, s'est défendu de

toute partialité : *"J'ai pris seul, en conscience, la décision de ne pas afficher cette Une. (...) En effet, eu égard aux différentes sensibilités d'opinion de nos visiteurs, je n'ai pas souhaité que son affichage puisse être interprété comme un parti pris de notre journal."* Toujours est-il qu'en vingt ans de présence sur Bordeaux, Alain Juppé a créé de nombreux liens avec la presse et les journalistes. Peut-on alors parler de proximité entre lui et les journalistes girondins ? *"On peut dire qu'il y a des liens de copinage qui se créent avec certains politiques, admet Laurent Lataste. C'est normal si on veut avoir des infos. Il faut être proche des politiques sans toutefois perdre sa liberté de ton et tomber dans la promiscuité. Mais j'ai suivi Juppé durant quinze ans et ce n'est pas un ami. C'est le personnage qui est comme ça, il faut se lever tôt pour être le copain de Juppé. Tout le monde vous le dira."* La journaliste Claudia Courtois, qui connaît bien l'ancien Premier ministre, confirme cette vision mais affirme que *"Juppé n'hésite pas à confier quelques "off" qu'il juge utiles aux journalistes qu'il juge de confiance."*

" Les médias ne font pas l'élection "

Alors quelle influence sur les électeurs faut-il attribuer aux médias sur le résultat d'une élection locale ? *"Les médias ne font pas l'élection, souligne d'emblée Vincent Goulet, sociologue à l'Université de Lorraine. C'est un mythe auquel aiment croire les journalistes. Rappelez-vous l'exemple du traité constitutionnel de 2005. Tous en faisaient l'apologie et les Français l'ont rejeté majoritairement. Quand une personne a une conviction politique, peu importe ce que peut dire un média, cela ne le fera pas changer d'avis",* précise l'universitaire auteur de l'ouvrage *Médias et classes populaires : Les usages ordinaires des informations*. A l'inverse, Alain Ribet affirme que certains journaux militants peuvent avoir une réelle influence sur l'élection : *"A la Dépêche du Midi, j'ai vu comment le journal détenu par la famille Baylet se mettait en ordre de marche pour faire élire un candidat au lieu d'un autre. Mais avec la multiplication des sources d'information, on ne peut pas faire gober n'importe quoi au lecteur."*

Mais pour Vincent Goulet, *"ce ne sont plus forcément les médias qui ont un intérêt dans l'élection, mais les milieux économiques."* Il ajoute : *"Dans les années 70, les liens entre Sud-Ouest et Chaban étaient très forts. A cette époque, il se peut qu'il y ait eu une complaisance dans le traitement médiatique. Mais à partir de 1995, si Alain Juppé s'est retrouvé si vite en haut de l'affiche médiatique, c'est surtout parce que les entrepreneurs et la Chambre de Commerce et d'Industrie y voyaient leur intérêt."* Pierre Carles affirme qu'en 1995, le patron de Sud-Ouest et homme d'affaires, Jean-François Lemoine, voyait également dans son intérêt l'élection de Juppé. *"Mais aujourd'hui, les médias se fichent de qui va gagner : Juppé ou Feltesse, c'est bonnet-blanc et blanc-bonnet. Leurs programmes se ressemblent et on essaie de nous faire croire qu'ils sont différents."* Vincent Goulet confirme : *"Ces deux là sont des associés-rivaux."* Il poursuit : *"Le manque de pluralisme de la presse locale fait qu'on aseptise le débat politique. On est à la recherche de la petite phrase qui fera le "buzz" plutôt qu'un débat sur des questions de fond. Sud-Ouest, France 3, France Bleu ou Aqui.fr n'offrent pas des points de vue si différents que cela."* Il n'est pas le seul à déplorer la situation monopolistique du quotidien et des autres médias girondins : *"Le débat politique gagnerait en valeur avec plus de concurrence",* conclut Vincent Goulet.

Toutefois, la campagne des municipales n'en est qu'à ses prémices : *"on est dans les tours de chauffe"*, rappelle Jean Petaux. Si l'égalité de traitement médiatique sera respectée comme la loi l'impose, les journalistes et politologues sont unanimes : la campagne est maquillée en duel, où seuls les grands sont invités et où la presse anticipe les destins des uns et des autres : *"Juppé a une marge sur cette élection. S'il est sérieux, il repassera. La question est de savoir s'il aura besoin ou non d'un second tour. Par contre, Feltesse a beaucoup plus de chances pour 2020, surtout si Juppé se sent un destin supérieur pour 2017"*, conclut Philippe Chollet. Dans le traitement médiatique comme en politique, tout est question de calcul.

Pour aller plus loin :

- Que sont devenues nos campagnes électorales ? L'éclairage par la succession de Jacques Chaban Delmas en 1995, Christiane Restier-Melleray, Presses Universitaires de Bordeaux
- Médias et classes populaires : Les usages ordinaires des informations, Vincent Goulet, INA éditions, septembre 2010.

Les défis du journalisme

France : presse(que) libre ?

Géraldine Robin et Morgane Thimel 2015-04-10



Egalité, fraternité... liberté ? Concernant la presse en France, c'est la chute libre. Du moins, c'est ce que laisse penser le classement annuel établi par Reporters Sans Frontières

En l'espace de onze ans, l'hexagone a dégringolé de 26 places. Etat des lieux.

“ Parler de censure en France, c'est presque un débat de luxe ”, déclare Jean-François Juillard, journaliste et administrateur délégué au Canard Enchaîné. Certes, la situation ne peut pas être comparée avec des pays comme la [Syrie](#), le [Mexique](#) ou l'Iran. Et pourtant. Tapie, Cahuzac, Bettencourt, Clearstream... Des noms et des affaires largement relayés par les médias où les droits des journalistes ont été bafoués. Une censure insidieuse se manifeste sous la forme de pressions, manipulations, recours en justice, perquisitions... S'ajoutent une situation économique peu favorable à l'indépendance des médias, des

connivences avec les autorités politiques et globalement, un [climat de méfiance envers la presse](#). Finalement, fait-il si bon être journaliste en France ?

Chaque année, Reporters Sans Frontières, association reconnue d'utilité publique, publie un [classement de la liberté de presse](#) à travers le monde. Depuis cinq ans, son annonce tombe comme un couperet dans l'hexagone : le pays ne parvient pas à se hisser plus haut que la 35^e place. En 2013, le pays est classé 37^e, et même 44^e en 2010, un triste record. D'après Christophe Deloire, directeur de l'ONG, cette situation découle de plusieurs facteurs.

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/christophe-deloire-pourquoi-un>

Les inquiétudes de RSF sont relayées par les représentants des journalistes. L'opinion de Dominique Pradalié, secrétaire générale du Syndicat National des Journalistes est sans appel : " *Il ne peut y avoir de véritable liberté s'il n'y a pas de conditions de travail correctes, un environnement favorable au pluralisme de l'information.* " Comment traiter de sujets sensibles si au sein même de leurs rédactions, les équipes se sentent en conflit avec leur direction ? " *Il y a beaucoup de journalistes censurés qui font appel à nous, précise la syndicaliste. Certains doivent se battre pour que tel ou tel papier ne soit pas censuré.* " Une situation qu'a vécu Laurent Mauduit, cofondateur de Mediapart et ancien employé au Monde. " *Lorsque j'étais en poste comme journaliste, puis rédacteur en chef du service Economie et directeur-adjoint de la rédaction, j'ai assisté à de grands changements. En 2006, l'un de mes papiers s'est retrouvé censuré, c'était inimaginable. J'ai décidé de partir.* " En cause, un article qu'il avait écrit sur les caisses d'épargne. L'exemple n'est pas isolé. Le journaliste met en cause les rouages économiques de la presse.

Des ogres à la tête de l'information ?

Lagardère, Bouygues, Dassault, Hersant... tous ces groupes industriels ont un hobby en commun : le rachat des titres de presse. Rien de nouveau sous le soleil. Mais, depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, le phénomène s'est accentué. Certains de ses proches ont investi dans des organes de presse. En janvier 2005 par exemple, Edouard de Rothschild entrait au capital de Libération à hauteur de 37%. A cela s'ajoutent certains proches de l'ancien président déjà propriétaires de structures de presses : Martin Bouygues, propriétaire de TF1, Arnaud Lagardère, éditeur de nombreux journaux et magazines (Le Journal du Dimanche, Paris Match...). Magnus Falkehed, lui, est correspondant Suédois en France. Il est effaré par cette particularité : " *C'est de la science-fiction ! La proximité d'un journal avec un vendeur d'armes... cela n'arriverait jamais en Suède !* " précise-t-il en référence à Serge Dassault, propriétaire du Figaro et chef d'entreprise dans l'armement et l'aéronautique. Jean-Claude Guillebaud, éditorialiste au Nouvel Observateur et Sud-Ouest, décrit le panorama comme néfaste dans son ensemble.

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/jean-claude-guillebaud-les>

Du côté de RSF, on reconnaît qu'il y a eu un tournant. L'arrivée de Nicolas Sarkozy au poste de ministre de l'intérieur puis de Président a impacté la situation générale française.

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/christophe-deloire-limpact-de>

Pour les directions de ces rédactions, aucun souci. Au Monde, la directrice Natalie Nougayrède, se voit comme un bouclier face aux risques de dérives. *“Lors de notre rachat en 2011, nous avons mis en place deux piliers qui sanctuarisent l’indépendance éditoriale du journal : une charte d’éthique et de déontologie et un pôle d’indépendance.”* La liberté de la presse resterait garantie malgré le risque de conflit d’intérêts ? Les syndicats ne partagent pas cet avis. Ils soupçonnent une prise de contrôle et un désir de mainmise sur l’information. *“Le patron du Crédit Mutuel (propriétaire du groupe EBRA, 13 journaux régionaux de la façade Est, ndlr) s’est vanté d’avoir acheté une capacité de confiance du public et un réseau d’adresses, assène Dominique Pradalié du SNJ. C’est à l’opposé de ce que doit être un patron de presse, et donc de la liberté de cette presse.”*

Les pressions économiques ne sont pas uniquement liées aux propriétaires des titres : l’impact des annonceurs pousse à certains excès de zèle. Laurent Mauduit de Mediapart n’hésite pas à parler de système à la Berlusconi. *“Prenez un simple article sur le classement des plus grosses fortunes françaises. Il sera compliqué pour des journaux d’en parler et d’éviter de se mettre ses annonceurs ou d’autres personnes à dos.”* Qui a oublié la fameuse [une](#) de Libération mettant en scène Bernard Arnault, PDG de LVMH ? Son titre *“Casse toi riche con !”* en référence à son départ éventuel pour la Belgique. Verdict : 500 000€ de recettes publicitaires en moins pour le journal.

Petite fadette recherche sources

Autre épine dans le pied de la presse française, ses rapports avec les autorités, et en particulier, les instances judiciaires. Depuis peu, les recours se multiplient, les dépôts de plaintes se systématisent et la liberté des journalistes diminue. Laurent Mauduit nous explique qu’en 2011, il a fait l’objet de douze mises en examen. *“Mediapart est obligé de prévoir un budget chaque année en vue de ces procès. Mais, ce n’est pas gênant car nous ne perdons pour ainsi dire jamais. Sauf quelques broutilles. Le problème, c’est que cela prend du temps.”* Le sociologue et directeur de la conférence nationale des métiers du journalisme, Jean-Marie Charon, voit là une atteinte à la démocratie.

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/jean-marie-charon-le>

Une augmentation qui inquiète du côté de RSF. Les confrontations entre police et journalistes ne sont plus frontales mais insidieuses. *“Le nombre des perquisitions et gardes à vue a largement diminué ces dernières années. Les écoutes constituent un autre problème. Elles semblent plus répandues qu’on le pensait initialement, comme le laisse penser les dernières révélations concernant [Gérard Davet et Piotr Smolar](#)”,* affirme Johann Bühr, responsable du bureau Europe de l’Est & Asie centrale de l’ONG. Les demandes de fadettes (factures détaillées) se multiplient auprès des opérateurs téléphoniques.

L’intérêt ? Avoir les noms, durées et localisations des appels passés par les journalistes. Un aspect directement lié au problème du secret des sources en France. Officiellement protégé par une loi jugée très insuffisante ([loi Dati](#) promulguée en 2010), il est souvent bafoué par les autorités. Dans de nombreuses affaires, la police n’hésite pas à chercher un accès à ces données. Dès novembre 2010, plusieurs journalistes affirmaient avoir été victimes de ce procédé en parallèle à l’affaire Woerth-Bettencourt : Edwy Plenel pour Mediapart, Gérard Davet pour Le Monde.

Un problème typiquement français que ne connaissent pas nos voisins européens. Royaume-Uni, Belgique, Suède... tous ces pays bénéficient d'une loi plus complète et favorable aux journalistes. *“En Suède, si quiconque contact un journaliste pour révéler une affaire, et qu'un ministre cherche à connaître les sources, il peut être poursuivi et envoyé en prison,”* soulève Magnus Falkehed. Et rajoute *“ en France, il y a un climat de paranoïa.”* Sans sources, quel journalisme ? Un [nouveau texte](#) est actuellement en débat à l'assemblée, qui ne satisfait pas RSF.

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/christophe-deloire-le-nouveau>

A l'inverse, il semble presque surprenant que l'accès aux données gouvernementales soit si compliqué pour les journalistes. Les réseaux sont très fermés et des documents sont régulièrement placés sous le secret défense, donc inaccessibles. *“La France est effectivement mal classée par le projet Access Info, qui mesure le degré d'ouverture des administrations dans ce domaine. La culture d'Etat reste un obstacle à la transparence”*, note Johann Bihl. Il en est de même pour le secret de l'instruction, le rompre reste un délit. Lors de l'affaire Woerth-Bettencourt, la magistrate Isabelle Prévost-Desprez impliquée dans la procédure, fut mise en examen en juillet 2012 suite à la plainte de Liliane Bettencourt pour violation du secret de l'instruction.

L'Etat, nounou des titres de presse

Comment produire alors que le secteur économique se porte mal ? L'Etat solutionne en partie ce problème en versant des financements. Le risque : une presse de connivence d'après Laurent Mauduit. Sur les seize quotidiens nationaux, sept dépendent directement des aides versées par le gouvernement : Le Monde avec 17 millions d'euros et Le Figaro, 16 millions... Au total, c'est [1,2 milliards d'euros qui sont accordés](#) chaque année à la presse. Le journaliste regrette cette situation : *“Si l'on voulait vraiment aider l'écosystème de la presse, c'est vers une neutralité fiscale qu'il faudrait tendre : des titres non soumis à la TVA. Les journaux sont beaucoup trop chers. Il faudrait qu'ils soient à 30 ou 40 centimes. L'Etat s'accommode d'une situation de nécrose qui maintient un lien de dépendance.”* Au SNJ, même son de cloche : *“ Il faut que les aides soient refondues pour une presse pluraliste et de qualité”,* affirme Dominique Pradalié. *Et surtout qu'il y ait un contrôle sur le mode d'attribution et l'utilisation qui en est faite par les patrons de presse.”* Par souci de transparence, le SNJ préconise en outre que les entreprises de presse puissent figurer dans ces commissions d'aide : *“ C'est tout de même l'argent des citoyens !”*

L'implication de l'Etat ne se limite pas à une aide financière. Il impose une législation parfois pesante aux titres de presse. Plusieurs lois limitent les propos des journalistes. Pas d'insultes, de propos orduriers ou négationnistes... Des textes qui peuvent sembler évidents, mais que certains regrettent. Pour Jean-Marie Charon, le problème est d'ordre éthique. *“Le risque est double. On peut craindre des dérives qui mèneraient à un encadrement excessif, mais c'est aussi renier les responsabilités et l'autogestion des journalistes,”* déplore Jean-Marie Charon.

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/jean-marie-charon-les-risques>

Bernard Stephan, rédacteur en chef adjoint à La Montagne, évoque ces responsabilités du quotidien : *“Il faut savoir jusqu’où on peut aller pour écrire quelque chose qui n’attente pas à la dignité des personnes et aux valeurs de la République. Un journaliste doit être conscient de ce qu’il doit écrire. Et s’il n’a pas vérifié, il n’écrit rien.”* Pour lui, l’autocensure est un faux débat car ce métier nécessite une réflexion perpétuelle. Elle fait partie intégrante de ce travail, tant qu’elle n’émane pas de pressions extérieures.



Campagne de communication lancée par RSF en 2006 (crédit image RSF)

La liberté de la presse va-t-elle si mal en France ? Jean-Marie Charon a longtemps répondu au questionnaire qui sert de base au classement. Il tient à nuancer ces “mauvais” résultats. *“ Je pense qu’on aura tendance à souligner, peut-être plus que dans d’autres pays, des pratiques relativement rares. Par exemple, dans des nations où s’améliorent les*

conditions de traitement de l'information et des médias, on aura peut-être moins tendance à mettre en avant des phénomènes comme les gardes à vue ou les écoutes.”

Johann Bührer précise que l'hexagone “se situe dans une position médiane pour l'Union européenne, dont les membres s'échelonnent entre la 1^{ère} (Finlande) et la 87^e (Bulgarie) place. La place de la France n'est donc pas absolument indigne, mais elle est bel et bien décevante.” Un certain nombre de problèmes restent en suspens. Le débat est ouvert.

Comment se calcule la liberté ?

Chaque année, au mois de janvier, revient la publication du classement mondial de la liberté de la presse réalisé par RSF pour l'année précédente. 179 pays sur les 193 reconnus par l'ONU, sont passés au crible en matière de droit à l'information, de protection des journalistes, de moyen mis en œuvre par les Etats pour assurer cette liberté...

La **méthodologie** de ce classement répond à des règles précises, identiques pour chaque pays. Un questionnaire recouvre les différentes sphères de la liberté de la presse. Pour toutes les nations, un panel de personnes ou organismes (correspondants, ONG partenaires, journalistes, chercheurs...) sélectionnés par RSF répond. Le but : trouver des interlocuteurs fiables et objectifs. Pour cette raison, certains pays sont exclus du classement faute d'enquêteurs.

Le **questionnaire** se divise en deux grandes parties. La première, désormais remplie par le personnel de RSF, comptabilise notamment les interpellations, emprisonnements, enlèvements, agressions ou décès de journalistes dans l'exercice de leur fonction. Tous ne sont pas comptés de la même manière. Ainsi, un décès compte plus lourd dans la balance qu'une arrestation, de même que dix ans d'emprisonnement auront plus d'impact qu'un an.

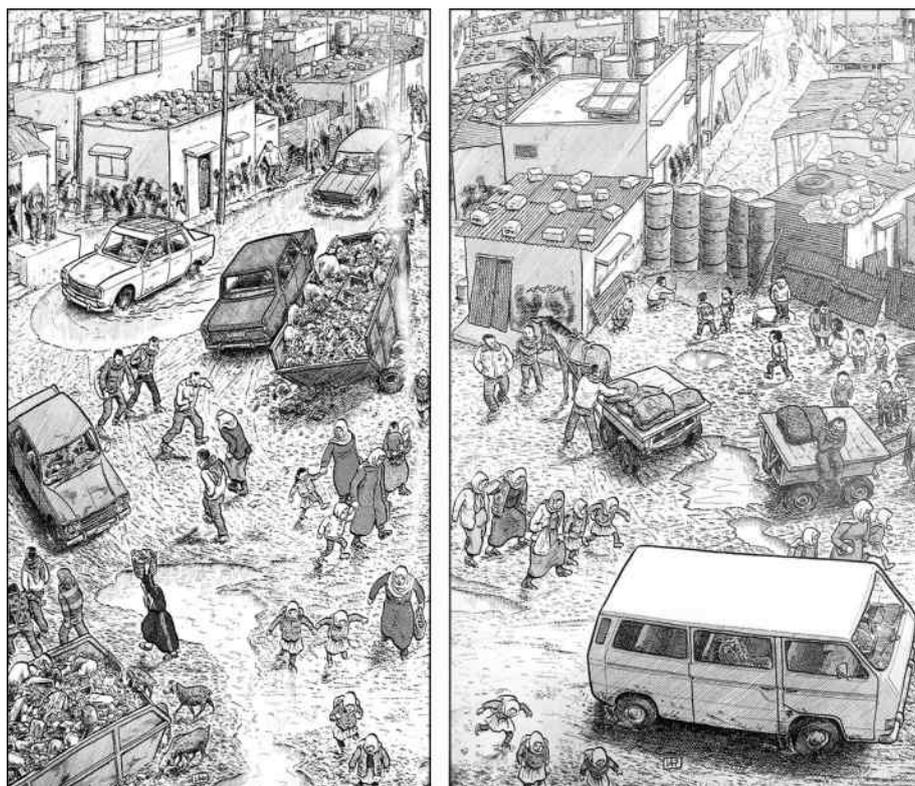
Le reste du questionnaire est soumis à des experts sélectionnés par RSF. Pour cette seconde partie, environ 80 réponses sont à apporter, réparties dans six catégories : pluralisme, indépendance des médias, environnement et autocensure, cadre légal, transparence et infrastructure. Chacune d'elle n'a, pour RSF, pas la même importance. Lors de l'addition finale, des coefficients pondèrent l'impact des différentes notes.

Au final, chaque pays obtient une note entre 0 et 100, 0 étant la meilleure note et 100 la pire. Celle-ci permet de placer chaque Etat au sein d'un classement et dans l'un des cinq rangs : situation bonne, plutôt bonne, problèmes sensibles, situation difficile, situation très grave. RSF rappelle que ses études ne prennent pas en compte l'ensemble des violations des droits de l'homme, mais uniquement les atteintes à la liberté d'informer. De plus, son classement ne reflète pas la qualité de la presse.

Les défis du journalisme

Quand le grand reportage fait des bulles...

Cyril Champ et Anthony Rivat 2015-04-10



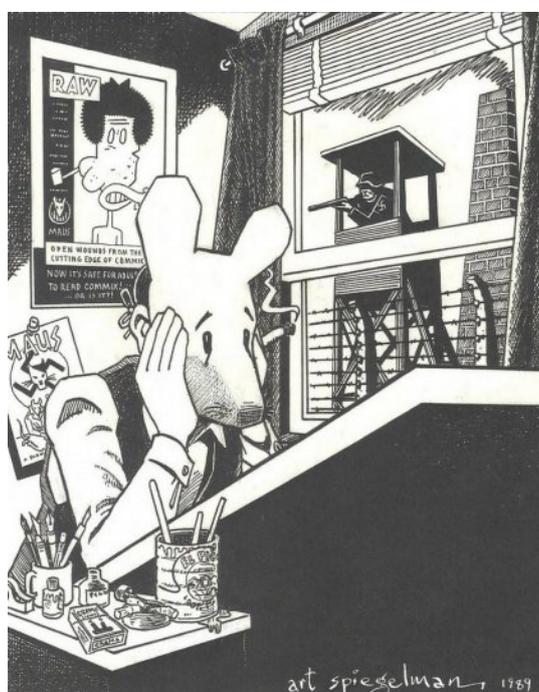
Le grand reportage semble avoir trouvé un nouveau support. Plus court, plus pédagogique et accessible, la bande dessinée séduit journalistes et éditeurs. Sans être une innovation, de grands noms du "neuvième art" s'aventurent à lui inventer de nouvelles formes.

Au début du mois de septembre 2013, la France découvre la Revue dessinée, ovni journalistique incluant des enquêtes au long cours sur des sujets de société dont la particularité est d'associer un dessinateur et un reporter. *"Le langage BD permet de passer d'un mode symbolique à un mode narratif. Nous n'avons pas l'ambition de faire un tableau exhaustif mais d'avoir une approche pédagogique"*, explique "le Binôme", dessinateur spécialisé en économie dans la Revue. Au sujet de son reportage dans le premier numéro du trimestriel, il explique : *"On fait référence à Keynes mais si on*

demande à cinquante personnes ce qu'est une relance keynésienne, combien sauraient répondre ?". La bande dessinée innove. Par son biais, les thématiques les plus complexes deviennent accessibles. Et « le Binôme » est confiant : les bons chiffres de vente de son premier numéro rendent optimiste.

Dans un [article de recherche](#) intitulé *Le reportage en bande dessinée dans la presse actuelle : un autre regard sur le monde*, la chercheuse Séverine Bourdieu met en relation le phénomène BD-reportage avec le déclin de la presse écrite : *"Alors que la presse écrite généraliste traverse une crise économique notable, l'intérêt commercial que représente l'association avec la bande dessinée, média en pleine expansion et dont les ventes sont florissantes, paraît évident. Ce type de publication aura pour conséquence d'élargir le lectorat traditionnel et même de le rajeunir : sont essentiellement visés les jeunes d'une vingtaine d'années et les trentenaires cultivés, amateurs de bande dessinée, qui n'achètent pas habituellement la presse quotidienne ou hebdomadaire, mais qui pourront faire cette dépense pour lire un inédit."*

"Faire de la BD journalisme, c'est manifester ses partis pris et un sentiment d'urgence qui font accéder le lecteur à un autre niveau d'information." La définition est signée Art Spiegelman, un monument de la bande-dessinée, lauréat du prestigieux Pulitzer en 1992 avec *Maus*. Une biographie de son père, juif déporté, qu'il représente à travers une souris. Impossible de s'intéresser à la question du reportage dessiné sans évoquer l'influence considérable de Spiegelman. Aux États-Unis, le célèbre *New Yorker* lui confie une nouvelle mission en 2004 : faire du terrain, couvrir et raconter l'intérieur de la Convention nationale des Républicains.



Grâce à *Maus* qui raconte l'histoire de son père, ancien déporté juif, Art Spiegelman a obtenu le prix Pulitzer 1992. Dessin Art Spiegelman.

En février 2009, un dessinateur de presse suisse se lance dans un projet original de reportage dessiné. Patrick Chappatte, qui aime à parler de "BD du réel", décide d'associer reportage télévisé et dessin de reportage. C'est au sein d'un "laboratoire" (selon son propre terme), que commence la réalisation de *La mort est dans le champ* autour d'un sujet sensible : les champs de mines au sud-Liban. "Je travaille comme un journaliste, je vais sur place. Avant je faisais trois grands reportages par an, mais aujourd'hui je me limite à un seul", explique celui qui a marqué les esprits avec ce reportage-BD télévisé, notamment adapté de son livre *BD Reporter*.

<http://www.youtube.com/watch?v=4B1VXeV9yK4>

Pour définir son intérêt pour le format, il loue la liberté de travail que lui offre le dessin : "Contrairement à un photographe, je n'attends pas l'instant parfait, je le reproduis grâce à mon dessin." Le crayon et le carnet de note permettent de se concentrer davantage sur l'environnement, plutôt que sur la recherche de la bonne image, de la captation de l'instant.

Dans la revue [Médias de décembre 2005](#), Jean-Luc Fromental, scénariste chez Gallimard confie : "Non seulement la BD reportage élargit à la fois le territoire et le public de la bande dessinée, mais il répond à la saturation des images en général et à la plate hégémonie de l'image télé en particulier par l'image et par le style." Si de plus en plus de journalistes (essentiellement grands reporters) s'orientent vers l'illustration dessinée plutôt que vers la photo ou la vidéo, c'est en raison du cadre très personnel que donne le dessin. Joe Sacco, auteur référence de la discipline, "créateur du genre" selon la chercheuse Séverine Bourdieu, défend cette thèse : "Un journaliste va écrire dans un article : *Les rues de Gaza sont très boueuses. Mais combien de fois peut-il l'écrire ? Alors que moi, je peux les montrer en permanence à l'arrière-plan, et elles collent à l'esprit du lecteur comme elles ont collé à mes chaussures.*" Le lecteur enregistre ces images, le contexte du récit et prend une conscience plus "physique" de la réalité vécue.



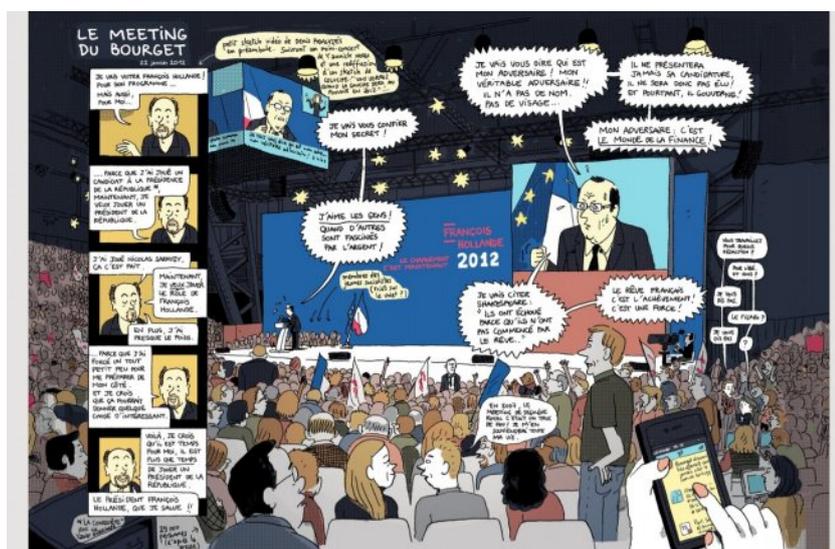
En 2010, Joe Sacco publie *Gaza 1956*, en marge de l'histoire, un ouvrage important dans la BD Journalisme. Dessin Joe Sacco.

A l'image de XXI, de la Revue dessinée ou même des nombreux livres de reportages dessinés, les médias diffuseurs de ce domaine encore jeune sont indépendants. Moins de pressions, davantage de temps pour enquêter, penser son reportage, des conditions rêvées pour tout journaliste. Le rédacteur en chef de la Revue dessinée, Franck Bourgeron, explique que les sujets prennent parfois "plusieurs mois", un confort de travail en voie de disparition. La liberté de ton peut s'exprimer entièrement pour offrir au lecteur une retranscription personnelle, foncièrement subjective, d'une réalité.

Raconter la réalité dans les domaines les plus sensibles

La politique

L'avenir du reportage politique passe-t-il par le dessin ? En 2012, alors que la campagne du Président élu François Hollande prend fin, un dessinateur, Mathieu Sapin (aucun lien avec Michel, ministre du Travail) sort un album d'un genre nouveau. Pendant la campagne, comme un journaliste, Sapin est Embedded, c'est à dire autorisé à suivre François Hollande partout, tout le temps. Avec un double défi : dans un premier temps, rendre compte de ce qu'il voyait et pouvait raconter, livre une planche chaque semaine au quotidien Libération pendant la campagne et retranscrire certains Off une fois l'élection passée. En se mettant en scène, l'auteur assume une subjectivité tout en ne retranscrivant que ce qu'il a vu et vécu.



Le dessinateur Mathieu Sapin a pu suivre François Hollande pendant toute sa campagne de 2012. Dessin Mathieu Sapin.

Marie-Ève Malouines, chef du service politique de France Info, a publié en mai 2013 une BD satirique (les dessins sont de Faro) autour du couple présidentiel : Moi Président, vie quotidienne à l'Élysée. « *Le fait que je sois chef de service politique n'a pas posé de problème dans la mesure où le livre est humoristique et présenté comme tel* », répond-elle lorsqu'on l'interroge sur une possible mauvaise interprétation de son projet. Il faut

distinguer enquête politique et livre humoristique parodiant la vie politique. Et cette règle s'applique aussi pour le dessin satirique que la plupart des journaux publient chaque jours et qui sont plus proche de l'édito que de l'information. Dans le cas de la BD Quai d'Orsay, autre succès qui franchit les portes d'une grande institution républicaine, on est dans un autre domaine : le témoignage. En l'occurrence, celui d'un ancien diplomate (voir plus bas).

La journaliste et le dessinateur

<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/marie-eve-malouines-raconte-sa>

Dans le cas de Mathieu Sapin, il s'agit d'un ouvrage comme on en lit à chaque fin de campagne avec pour spécificité ces dessins qui ouvrent à un plus large public. « La bande-dessinée va à l'essentiel de façon plus légère. Ca peut attirer un public qui ne lirait pas de livres politique », résume Marie-Ève Malouines.

Quai d'Orsay : une BD ouvre les portes du ministère

En 2010, un ancien diplomate, Antoine Baudry décide de raconter son passage au Quai d'Orsay aux côtés de Dominique de Villepin. A l'occasion de la sortie du film éponyme, nous avons rencontré Alain Juppé, ancien ministre des Affaires étrangères et Vincent Floreani, directeur-adjoint de la communication au ministère.

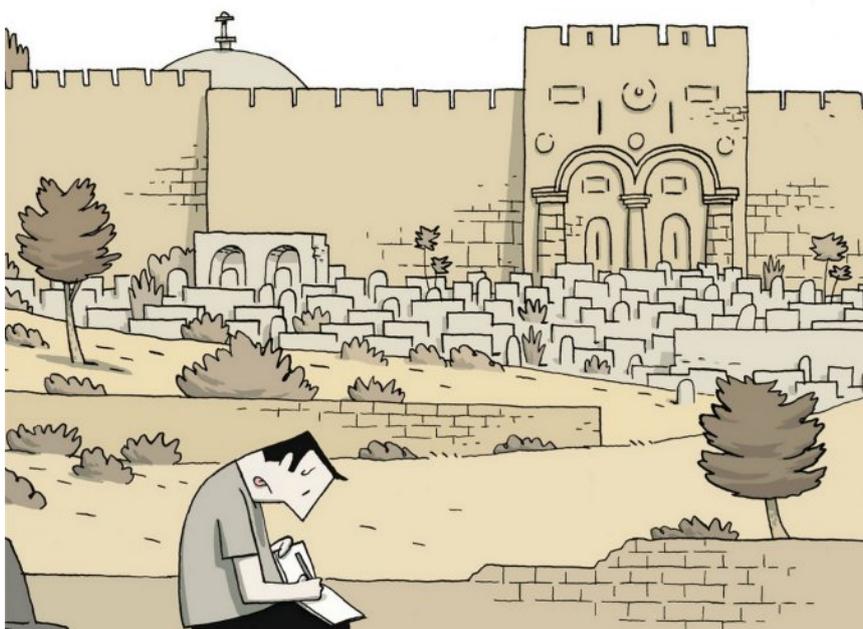
<https://soundcloud.com/la-fabrique-de-linfo/quai-dorsay-une-bd-au-coeur-de>

La BD reportage

En France, la BD de reportage trouve ses racines chez « Hara-Kiri » et « Charlie Hebdo » à travers notamment les voyages de Cabu durant les années 70. Mais ses véritables fondations se forment dans les années 90 en se trouvant une figure tutélaire, Joe Sacco. A travers le travail de ce dessinateur américano-maltaise au Proche-Orient, au plus près de la population palestinienne, une nouvelle vision du conflit est offerte aux lecteurs. Sa volonté est de briser la représentation habituelle des médias de masse. *Palestine : Une nation occupée* (1993) et *Palestine : Dans la bande de Gaza* (1996) s'appuient sur une série de témoignages de victimes, des impressions de zones de guerre et de scènes de cohabitation israélo-palestinienne ordinaire. Ce projet est né d'une frustration : la vision orientée des médias de masse : « *Pourquoi avoir travaillé sur la Palestine ? Primo, j'étais un contribuable américain dont l'argent était dépensé pour perpétuer l'Occupation, et deuzio, j'étais diplômé de l'école de journalisme de l'université d'Oregon, atterré de voir la manière minable – dois-je dire détestable ? - dont les journalistes américains traitaient la question* ». Le Canadien Guy Delisle s'aventure lui en Chine avec « Schenzen » (2000), puis en Corée du Sud, « Pyongyang » (2003) avant de délivrer ses « *Chroniques birmanes* » (2007). Des régions difficilement accessibles sans conditions aux journalistes professionnels. « *Chronique de Jérusalem* » (2008) évoque le déplacement de sa famille en Israël avec le même souci du détail signifiant : « *Concernant l'autobiographie, j'aime bien cette forme parce qu'elle permet d'être dans l'image. Pour faire un voyage, je trouve cela idéal, puisque cela permet d'avoir l'impression d'amener le lecteur avec moi, il me voit quand je prends la voiture, il s'assoit à côté de moi puis on va se balader dans le désert et je vais faire des dessins là-bas. J'ai vraiment l'impression d'amener le lecteur avec moi.* »

Avec le premier tome « Le photographe », paru en 2010, Emmanuel Guibert s'associe à un professionnel, Didier Lefèvre, parti en mission en Afghanistan au milieu des années 80 pour Reporters sans frontières. En superposant dessins et clichés, la série montre les conditions de travail de ces journalistes par temps de guerre, en explorant par extension le cadre de vie de la population afghane.

Si les points de chute de ces dessinateurs ne sont pas méconnus du public, ils trouvent de nouvelles représentations à travers le dessin. En voulant davantage décrire que démontrer une situation, la bande dessinée délivre le journaliste du carcan de l'objectivité réclamée. Celui-ci s'appuie sur un ressenti qu'il imprime à travers chaque case et dialogue.



« Les chroniques de Jérusalem », vision personnelle du conflit par Guy Delisle. (Dessin Guy Delisle)

Les défis du journalisme

LOL (L'information Ou L'humour)

Ambroise Ducher et Marion Lizé 2015-04-10



Le succès croissant des humoristes dans l'espace informatif donne à la satire une place prédominante dans les médias. Ce phénomène pose la question de la limite entre information et humour. Et interroge aussi sur le glissement de certains journalistes vers la satire. Décryptage d'une tendance en hausse.

Pour la rentrée, chaque station de radio, chaîne de télévision, dégage son programme ou son chroniqueur satirique maison. Du matin au soir, la satire s'invite sur tous les écrans et sur toutes les ondes, empiétant même sur le territoire de l'information. Des marionnettes en latex des Guignols de l'Info aux imitations de Nicolas Canteloup, Laurent Gerra et

consors, en passant par le LOL journalisme du Petit Journal de Yann Barthès, la satire prend des formes différentes mais affiche un même objectif : l'impertinence. C'est le sacre de l'infotainment, un espace à l'intérieur duquel les frontières entre information, divertissement et humour sont très poreuses. Chacun des résidents de ce territoire, qu'il soit journaliste ou humoriste, empiète sur les plates bandes de son voisin. Au risque de créer un mélange des genres ?

Léchée, lâchée, lynchée

Matin, midi et soir : les médias prescrivent leur dose d'humour aux auditeurs et téléspectateurs quitte à frôler l'overdose. Lancée le 16 septembre 2013, la nouvelle émission de France 2, Jusqu' Ici Tout Va Bien, montre les limites du tout-humour à la télévision. Censée redresser les audiences de l'access prime time de la chaîne, l'émission présentée comme “*dynamique, drôle et décalée*”, participe finalement à couler le bateau France 2.



Faussement impertinente, dépourvue de concept et traitant de sujets d'actualité déjà dépassés, l'émission fait, de surcroît, perdre près de 150 000€ par semaine à la chaîne. *Sofia Aram, débauchée de sa chronique satirique à succès dans la matinale de France Inter, s'est retrouvée propulsée du jour au lendemain à la tête d'une émission de 52 minutes sur la première chaîne du service public. Une décision qui semble avoir été prise par défaut. Laurent Ruquier, Stéphane Bern, Marie Drucker, Ariane Massenet, Anne-Elizabeth Lemoine, Frédéric Lopez, Flavie Flament... Sofia Aram était loin d'être le premier choix de la chaîne pour présenter l'émission. Le 16 octobre, l'émission atteint le triste record de 2,6% de part de marché. Une chute de l'audimat qui n'est pas sans conséquences pour les recettes publicitaires et les audiences des tranches horaires suivantes. Et en premier lieu, le journal de 20h, qui voit l'écart avec son concurrent TF1 se creuser. Une victime collatérale qui provoque la grogne de la rédaction de la deuxième chaîne : “Chaque émission est la locomotive de celle qui suit. Nous préférons un TGV qu'une Micheline”, explique Dominique Verdeilhan, président de la Société des Journalistes de France 2. Animatrice inexpérimentée, absence de concept, rejet du public et de la critique : la chaîne s'entête pourtant à garder l'émission sur sa grille. A l'origine diffusée en direct, Jusqu' Ici Tout Va Bien est désormais enregistrée à 14h30 pour une diffusion à 18h15. Ironie du sort, Sofia Aram assurait la promotion du programme en déclarant : “Si on fait une émission en direct pour qu'elle ressemble à une émission enregistrée, ça m'intéresse moins” Un que ça n'intéressera plus désormais, c'est Philippe Vilamitjana, feu directeur des programmes de France 2, sacrifié le 21 octobre 2013 sur l'autel de l'audience. C'est lui qui avait insisté pour programmer à tout prix l'émission malgré des réticences internes.*

(*) À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne pouvons pas assurer que l'émission sera toujours à l'antenne d'ici la publication.

Derrière les rires

La multiplication des programmes satiriques traduit d'abord une volonté de dédramatiser l'actualité économique, sociale ou encore politique de plus en plus complexe et anxiogène. Bombardé d'informations en tous genres à longueur de journée, le public utilise le rire comme un exutoire. L'humour revêt alors un caractère cathartique et libérateur des malaises engendrés par la sur-information.

Mais cette propension des humoristes à investir le terrain de l'information apparaît comme plus lourde de sens. *“ L'information dite classique trouve aujourd'hui ses limites dans son message et dans la façon dont celui-ci est véhiculé ”*, explique Marilyne Rudelle, doctorante en sociologie des médias à l'université de Bordeaux Segalen qui réalise une thèse intitulée « Humour et démocratie en France : Ce que font les « bouffons contemporains » des médias satiriques audiovisuels quotidiens à la sphère publique française.

Grâce à la dérision, l'humoriste peut se permettre d'aller plus loin que le journaliste dans le traitement de l'information. Ces derniers auraient-ils tendance à pratiquer l'auto-censure et tendre vers le politiquement correct ? Une chose est sûre, les très bonnes audiences des programmes satiriques (le 8 octobre 2013, *C'est Canteloup* a rassemblé 9,4 millions de téléspectateurs sur TF1) tranchent avec les résultats de l'étude TNS Sofres sur la confiance qu'accordent les français aux médias. 59 % des français considèrent que les journalistes sont soumis aux pressions des partis politiques et du pouvoir. 56 % pensent qu'ils sont dépendants des milieux financiers.

Ce sentiment d'omerta, de loi du silence pratiquée par certains journalistes s'est illustré dans « l'affaire DSK ». Le 18 mai 2011, le journal France Soir titrait *“ Tout le monde savait ”* et Libération faisait son autocritique en affichant en une *“ Sexe, médias et polémique ”*. Pourtant la réputation de séducteur de l'ancien patron du FMI avait déjà été évoqué dans les médias en 2009. Non pas par un journaliste politique mais par l'humoriste Stéphane Guillon dans une de ses chronique sur France Inter (voir encadré 2).

La satire peut également prendre la forme d'un moyen de contourner et de dénoncer les plans de communication minutieusement préparés par les conseillers des hommes politiques, entreprises, et autres personnalités exposées médiatiquement. La satire, et de manière plus générale, la moquerie de ces pratiques protocolaires, prémunit le public contre le prêt-à-penser.

Derrière le ricanement provoqué par un dessin, une caricature ou un commentaire grinçant sur l'actualité, il y a aussi une volonté de faire réfléchir, comme l'explique le dessinateur de presse Marc Large: *“ la satire permet de réfléchir, tout en riant et en dédramatisant ”*.

Plus de l'autocensure que de la censure

L'autocensure évoquée plus haut à propos des journalistes tend aussi à être utilisée par les humoristes. Une pratique pour éviter la blague de trop ? Pour François Rollin, humoriste : *“ les comiques ont le droit à l'outrance et à forcer le trait, mais dans les limites de la loi, c'est-à-dire sans tomber dans la diffamation, l'insulte, l'atteinte à la vie privée ou l'antisémitisme ”*. Et Marilyne Rudelle d'ajouter : *“ l'autocensure c'est savoir soi-même ce*

qu'on a le droit de dire ou pas". Chacun se fixe ses propres barrières, à défaut d'être soumis à une censure explicite.

Il arrive parfois que la satire rate sa cible et flirte avec le mauvais goût. Si certains sujets restent tabous ou se prêtent difficilement à la caricature, d'autres se retrouvent face au problème de la temporalité. A partir de quand peut-on rire d'un fait grave, d'un fait divers ? L'immédiateté de l'information semble incompatible avec la possibilité de rire de tout, tout de suite. Selon Marc Large, " *le rire cohabite difficilement avec l'émotion de masse*". En témoigne le malaise suscité par la publication de la une de Charlie Hebdo en juin 2009 après le crash du vol Rio-Paris AF 447. Dans un tel cas de figure, ce genre de " *moments étranges*", la solution du dessinateur est " *d'attendre un peu*". Une attente qui permettrait de faire le deuil d'un événement afin de l'accepter, et pouvoir en rire plus tard, avec le détachement nécessaire. L'autocensure revêt ici un caractère éphémère.

La phrase de Beaumarchais, " *Je me presse de rire de tout de peur d'être obligé d'en pleurer*", extraite du Barbier de Séville semble donc plus que jamais d'actualité. Le LOL journalisme apparaît comme le signe d'une évolution dans la façon d'informer, une mutation dans l'air du temps médiatique. Quant aux humoristes, ils occupent une place de plus en plus forte dans l'univers médiatique et usent de la satire pour délivrer un message informatif.

La satire, exception culturelle française

Révéle au grand public avec sa chronique satirique dans la matinale de France Inter en 2008, Stéphane Guillon tire sur tout ce qui bouge, aussi bien à gauche qu'à droite. Déjà en 2009, Dominique Strauss-Kahn se plaint en direct à l'antenne de l'impertinence du trublion : " *j'ai assez peu apprécié les commentaires de Stéphane Guillon. Il a dépassé les bornes de l'humour et flirté avec celles de la méchanceté*", après que l'humoriste ait dénoncé le comportement décomplexé du patron du FMI avec la gent féminine. Il aime s'attaquer aux puissants et n'épargne pas le



Président de la République de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui confie son agacement à des journalistes : " *mais dans quel pays vit-on pour entendre des choses pareilles ?*" Et l'humoriste n'hésite pas à épingler régulièrement ses propres patrons, Philippe Val et Jean-Luc Hees. Une impertinence sans bornes qui conduira à son licenciement de la radio publique en 2011. Il arrive même que la liberté de parole face aux puissants dépasse les frontières de l'hexagone. En 2012, Les Guignols de l'Info laissent suggérer dans un sketch que les sportifs espagnols sont tous dopés, et prend pour cible la star mondiale du tennis, Rafael Nadal. Une plaisanterie qui va prendre des proportions démesurées. La Fédération espagnole de tennis menace de porter plainte, et le roi Juan Carlos dénonce " *l'imbécilité*" des marionnettes françaises. Autre exemple de tension diplomatique causée par l'exception culturelle française, deux dessins humoristiques publiés dans le Canard Enchaîné en septembre 2013. En cause, des caricatures faisant référence à la catastrophe nucléaire de Fukushima. Un humour noir qui a blessé le gouvernement japonais, et qui ne serait jamais passé dans la presse nipponne.

Les défis du journalisme

Les médias français aveuglés par l'Obamania ?

Jérémy Jeantet 2015-04-10



Cinq ans après son arrivée au pouvoir, Barack Obama continue de susciter l'enthousiasme, voire l'adoration en France, alors que son bilan est rarement discuté. Un paradoxe qui pose la question du traitement dont il fait l'objet dans nos médias.

Il aura fallu attendre un peu plus de cinq heures du matin. Le 7 novembre 2012, Obama est officiellement réélu Président des Etats-Unis lorsque les chaînes de télévision annoncent qu'il remporte l'Etat de l'Ohio, après un duel serré avec Mitt Romney. En France, les live, les documentaires et les envoyés spéciaux se succèdent pour rendre compte des résultats sortis des urnes. Une nuit qui aurait été beaucoup moins intense si les électeurs français avaient été appelés à voter. Un sondage daté du 22 octobre 2012, pour la radio BBC World Service, note que 72 % des français accordent leur préférence à Obama, contre 2 % à Mitt Romney. Quelques jours plus tard, un sondage CSA pour BFM TV donnait au président sortant 78 % des suffrages s'il se présentait en France. Un score

soviétique qui atteint des sommets (92 %) chez les sympathisants de gauche. Ce qui fait de la France le pays le plus « obamaniaque ».

Méconnaissance ou mauvaise retranscription

Se pose alors le problème de la compréhension de la politique américaine. Quand un candidat, dont les valeurs le placent sur la droite de notre échiquier politique, collecte 92 % des intentions de vote des sympathisants de gauche, cela traduit soit une profonde méconnaissance de la politique américaine, soit une mauvaise retranscription des enjeux et des idées par les médias. Soit les deux.

John MacArthur, journaliste franco-américain et directeur du Harper's Magazine, hebdomadaire de gauche, explique avoir été surpris par cette vague d'enthousiasme, en France, en direction du président américain. *"J'ai moi-même une ligne critique envers Obama. J'ai senti, en arrivant en France, que ce message aurait du mal à être entendu"*. Cette adhésion de la population de gauche, ne peut tenir simplement au message politique. Mano Zed, journaliste français basé aux Etats-Unis, tient un blog sur le site Mediapart, où il traite de la politique américaine. Il s'étonne que cette "Obamania" ne soit basée sur aucun fait. *"L'adhésion des Français s'est formée autour de critères superficiels : sa couleur de peau, son message à destination de la jeunesse, ses slogans..."*.

Rien de politique dans tout ça. *"La France a toujours eu un rapport avec les Etats-Unis fait d'amour et de haine. En ce moment, on est dans l'adoration. Du temps de Bush, c'était la haine"*, poursuit Mano Zed.



Obama continue d'être une tête d'affiche des médias français (photo : CC)

Où sont les critiques ?

Quand le sentimental prend le dessus, il reste peu de place pour développer les idées politiques. Surtout lorsqu'il s'agit d'énoncer et d'expliquer les subtilités du système politique américain. Une situation qui a marqué la première élection de Barack Obama aux Etats-Unis, comme l'explique John MacArthur. *"La presse américaine était amoureuse d'Obama. C'est compréhensible. Il nous offrait la rédemption de 150 ans d'esclavage et de racisme"*. Mais là où la lune de miel a pris fin outre-Atlantique, elle a perduré en France. Rarement les critiques envers les actions de Barack Obama ne percent dans les médias français. Selon le directeur du Harper's, ce ne sont pourtant pas les occasions qui manquent : *"Il n'a pas fermé Guantanamo, il a renvoyé 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, il a refusé d'augmenter le taux de taxation des fonds de pension. L'Obamacare va pousser plus de 30 millions d'Américains à contracter une assurance privée. Or les assureurs privés font partie des grands financeurs de sa campagne en 2008. Il n'a pas restauré la loi Glass-Steagall qui séparait les banques de dépôt et les banques d'investissement et qui avait été supprimée sous Clinton. Tout cela alors qu'il avait les mains libres et une grande majorité pendant les deux premières années de son mandat"*.

Au contraire, les médias hexagonaux se gargarisent de voir Obama accueillir et dialoguer avec le Président français. Mano Zed regrette que ses actions et idées politiques passent à la trappe des articles de décryptage. *"Je trouve que les médias français ont une espèce de caricature de la politique américaine en général. Obama est présenté comme très progressiste, ancré à gauche, alors que ce n'est pas le cas. Politiquement, aux Etats-Unis, il y a un parti à droite et l'autre est très à droite"*.

La caricature, une forme d'autocensure

Laurent Chalard, docteur en géographie à l'Université Paris IV Sorbonne, explique en trois points cette propension à soutenir Barack Obama dans la presse française. *"Les médias français sont traditionnellement plus favorables aux démocrates. De plus, le discours d'ouverture sur le monde de Barack Obama passe bien auprès des journalistes, surtout après l'Amérique impérialiste de George W. Bush. Enfin, la France continue de se percevoir comme un pays avec une forte dimension universaliste. L'élection d'un Président noir est un peu l'accomplissement du rêve des droits de l'homme"*. Trois raisons qui ne tiennent pas à l'action ou aux idées d'Obama. *"Si on était plus objectif, on pourrait dire que sa politique étrangère n'est pas cohérente. Ses références idéologiques, comme le pasteur Jeremiah Wright sont également contestables. C'est comme si, en France, François Hollande était un grand ami de Dieudonné"*.

Une perception biaisée de la politique américaine que Laurent Chalard explique par le manque d'intérêt des médias français pour la politique intérieure des pays étrangers. *"Quand les médias traitent des Républicains, ils s'intéressent aux clichés classiques comme la peur de l'aspect religieux. Jamais ils ne traduisent les différents courants qui traversent le parti"*. Ce biais traduit *"une tendance à interpréter ce qu'il se passe ailleurs*

en fonction de notre propre grille de lecture". Un tropisme qui montre "une méconnaissance profonde du système politique américain".

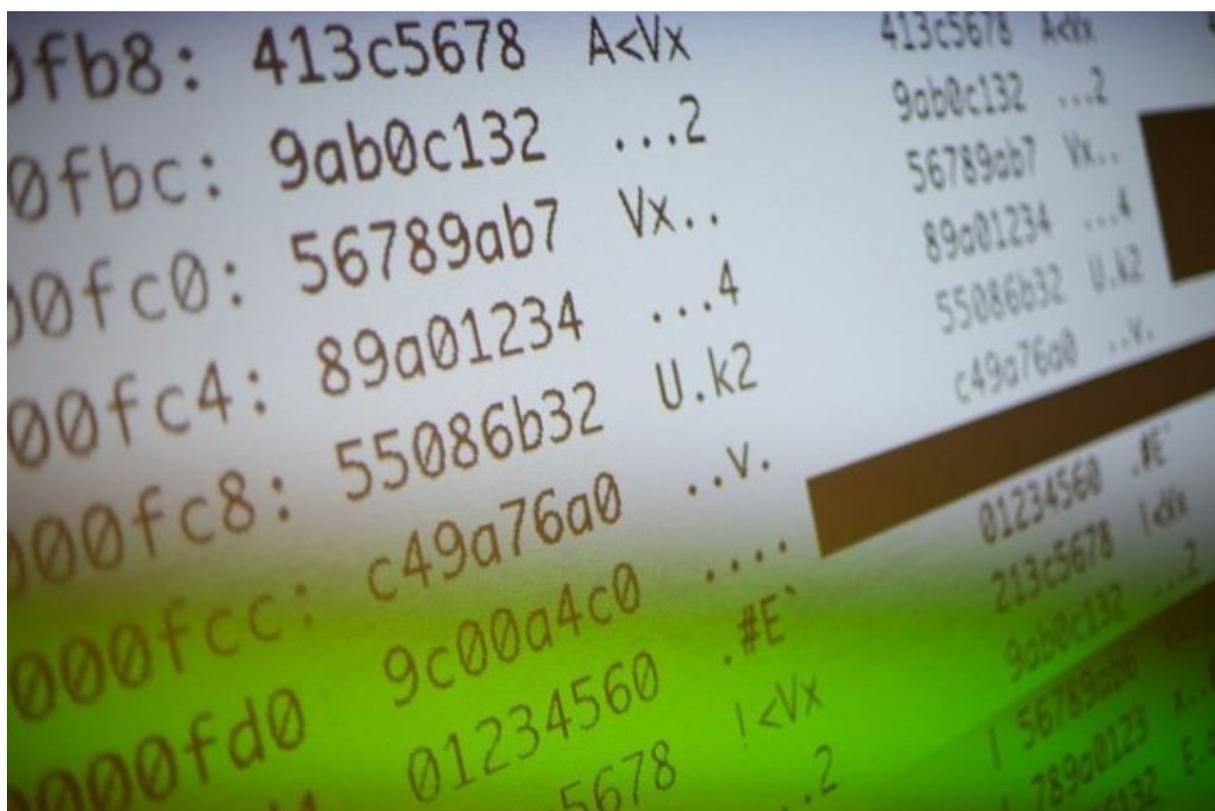
"Quand on reste dans la caricature et que l'on refuse de traiter tous les sujets, il y a une forme d'autocensure, conclut Mano Zed, même si, avec Internet, il est possible d'aller chercher l'information que les médias mainstream ne traitent pas". A ce moment-là toutefois, le journaliste perd son rôle d'informateur. "On fait reposer la charge de l'information sur les citoyens, qui doivent aller à la recherche de blogs indépendants sérieux. Or cette charge devrait revenir aux journalistes".

Crédit photo d'introduction : CC

Les défis du journalisme

L'Open Data : entre illusion et réalité d'un État transparent

Frédéric Leclerc-Imhoff et Mathieu Lehot 2015-04-10



Les pouvoirs publics affirment jouer le jeu de l'Open Data en libérant sur Internet les données stockées sur leurs ordinateurs. Mais on est encore loin de l'idéal de transparence ainsi affiché.

À l'heure de la révolution numérique, les médias ne vont plus seulement chercher l'information sur le terrain. Le Web est devenu l'aire de jeu d'une nouvelle catégorie de journalistes : les datajournalistes. Les doigts pianotant sur leur clavier, les yeux rivés sur des tableurs, les datajournalistes font parler les bases de données libérées par des pouvoirs publics qui affirment ainsi jouer la carte de la transparence et de la démocratie. Or des paroles aux actes, il y a encore du chemin à parcourir.

Plus de 350 000 jeux de données libérés

Restée longtemps à la traîne par rapport à des pays comme les États-Unis et le Royaume Uni, la France est engagée dans le mouvement, dit d'Open Data, depuis 2010. C'est à cette date que le président Nicolas Sarkozy a pris la décision de créer Etalab, une mission logée à Matignon, chargée de pousser les administrations à libérer les bases de données stockées dans leurs ordinateurs. Un an plus tard naissait la plateforme data.gouv.fr, qui regroupe aujourd'hui plus de 350 000 jeux de données. Certaines collectivités territoriales ont également pris le train en marche. Paris et Rennes ont initié le mouvement avant d'être rejoints par des métropoles comme Nantes, Lyon et Bordeaux. Depuis le 9 octobre, les collectivités engagées dans la libération de leurs données joignent leurs efforts au sein de l'association Open Data France.

Mais ces efforts affichés publiquement se concrétisent-ils réellement par une véritable politique de transparence ? Alexandre Léchenet, datajournaliste au Monde.fr, en doute. *"L'État et les collectivités publient des données pour dire "Regardez ! On est trop cool !" Mais souvent on ne dépasse pas le stade de la communication. Sur un portail comme celui de la ville de Bordeaux, on trouve des informations sur les emplacements des lampadaires et des poubelles. Mais dès que l'on s'intéresse à des jeux de données qui ennuient les autorités, les services se renvoient la balle et on ne les a pas "*, constate Alexandre Léchenet.

Hervé Lebreton, le professeur qui a fait plier la République

En théorie la loi CADA, votée en 1978, dispose que tous les documents produits par l'administration sont communicables, à l'exception de tout ce qui peut porter atteinte à la sécurité de l'État et des documents relatifs à des affaires en cours. Mais la règle est encore loin d'être la norme, comme en témoigne le combat qu'a dû mener Hervé Lebreton, un professeur de mathématique du Lot-et-Garonne, pour percer l'un des secrets les mieux gardés de la République : [les réserves parlementaires](#). En 2011, peu après avoir appris l'existence de cette caisse noire légale de plus de 150 millions d'euros répartie dans la plus grande opacité entre députés et sénateurs, Hervé Lebreton demande à consulter la liste des sommes distribuées. Or en retour il n'obtient que des fins de non-recevoir. Le professeur de mathématique décide alors de saisir la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada). L'instance chargée de veiller au respect de la loi de 1978 lui rend un avis favorable. Mais Hervé Lebreton n'obtient toujours rien. En dernier recours, l'enseignant saisit le tribunal administratif de Toulouse. Le verdict rendu au printemps 2013, au terme de deux ans de procédure, lui est à nouveau favorable. Cette fois-ci le gouvernement est contraint de lui fournir la liste des réserves parlementaires distribuées en 2011.

La santé, grande absente de l'Open Data

L'exemple d'Hervé Lebreton prouve que la transparence totale n'est pas encore d'actualité en France. Aussi, pour passer outre les blocages, les datajournalistes doivent parfois mettre en œuvre des stratagèmes à la limite de la légalité afin de récupérer les données sensibles que les pouvoirs publics rechignent à mettre en libre accès. Les données de santé font partie de ces informations que l'administration ne s'est toujours pas résolue à libérer sur la toile. Ainsi la grande enquête sur les dépassements d'[honoraires des médecins](#) parisiens, publiée par lemonde.fr en avril 2012, n'a pu se faire que grâce à l'intervention de programmeurs qui ont aspiré l'annuaire de l'ameli.fr, le site Internet de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts), pour en faire une base de données exploitable. Un collectif nommé Transparence Santé s'est créé en janvier dernier pour dénoncer le blocage, sans plus de résultat jusqu'à présent.

" On est encore dans processus d'acculturation "

Mais il reste que pour les associations qui rassemblent les partisans d'un accès universel aux données détenues par les pouvoirs publics, la France est en bonne voie dans le mouvement d'Open Data. *"On est encore dans un processus de désinhibition et d'acculturation. Mais depuis 2010, il faut reconnaître que d'importantes avancées ont été faites à la fois du point de vue de la qualité et de la granularité des jeux de données libérés"*, affirme Claire Gallon, fondatrice et animatrice de l'association LiberTIC. Sans pour autant dédouaner l'État de ses responsabilités, Claire Gallon nuance les obstacles qui peuvent être faits à l'accès aux données stockées dans les ordinateurs des services publics. *"On s'est rendu compte, que souvent les bases de données n'étaient pas aussi bien hiérarchisées qu'on pouvait l'imaginer. Certains jeux n'existent tout simplement pas sous format excel, en tableur, mais en pdf pour la simple et bonne raison que les acteurs qui les utilisent, comme les journalistes par exemple, ne sont pas demandeurs de bases de données brutes."*

Tanguy Morlier, co-fondateur de l'association Regards citoyens, à laquelle on doit notamment le site Internet nosdéputés.fr, reconnaît aussi les avancées faites en France dans le domaine de l'Open Data. Selon lui la balle est désormais dans le camp des défenseurs de la transparence. *"Le mouvement est lancé. Aux citoyens, aux associations et aux journalistes de venir désormais challenger les institutions pour les pousser vers une vraie politique de transparence."*

Et tout commença aux Etats-Unis.

Le mouvement de libération des données a vu le jour aux États-Unis en 1966 avec la loi *Freedom of Information Act*. Fondée sur le principe de la liberté d'information, elle oblige les agences fédérales à délivrer leurs documents à quiconque les demande. Ce sont les tous premiers pas de l'*Open data*. Le terme est lui-même créé en 1995, et apparaît pour la première fois dans un document d'une agence scientifique américaine.

Mais ce n'est que récemment que l'*Open data* a bénéficié d'un second souffle et a pu vraiment décoller. L'accessibilité aux données publiques est (re)devenue une priorité du gouvernement américain avec l'*Open Government Initiative*, un projet de transparence et d'ouverture des contenus lancé en grande pompe en 2009. Le projet *Data.gov* est lui aussi lancé en mars 2009. Depuis, le citoyen américain est peut-être devenu un peu plus dubitatif sur la transparence en apprenant que la NSA espionnait les [smartphones](#), et l'existence de l'immense programme de surveillance [PRISM](#). Le data n'est pas toujours là où on l'attend...

En Grande-Bretagne: "libérez nos données !"

Le mouvement [Free our data](#) est né en mars 2006, alors que le Guardian publiait un article intitulé "[Rendez-nous les bijoux de la couronne](#)". L'argument est simple : des agences gouvernementales ou financées avec de l'argent public accumulent des données sur nos comportements. Alors pourquoi les citoyens ne pourraient-ils pas avoir accès à ces données, alors même qu'ils financent ces agences avec leurs impôts ?

Ce mouvement a porté ses fruits, puisque quatre années plus tard, le portail du gouvernement a été créé. Dans l'article du *Guardian*, Charles Arthur and Michael Cross écrivaient :

"Un gouvernement a rendu publiques les données qu'il collectait : ce sont les États-Unis. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit du pays où les services de cartographie se sont le plus développés (Google Maps, Microsoft MapPoint and Yahoo Maps), ainsi que d'autres services. (...) Les États-Unis ont adopté l'attitude suivante : les données collectées grâce aux impôts sont disponibles aussi pour ceux qui n'en paient pas. Par rapport à eux, nous avons perdu des opportunités économiques et étouffé des études scientifiques, comme, par exemple, sur le réchauffement climatique."

Les défis du journalisme

Journaliste tunisien : l'heure de tourner la page

Florence Giroux et Xavier Martinage 2015-04-10



**La critique ? Absente. La liberté d'expression ? Inexistante.
La censure ? Omniprésente. Voilà une idée du paysage médiatique tunisien sous Ben Ali.**

Plus de deux ans après la Révolution, la Tunisie est enfin sortie de son sommeil. Un réveil brutal, accompagné d'une liberté soudaine encore loin d'être maîtrisée. Entre dérives et défis à relever, les journalistes tunisiens tiennent leur destin entre leur main.

Il y a deux ans jour pour jour, le 23 octobre 2011, la Tunisie vivait un jour historique : sa première élection libre depuis 1956, date d'indépendance du pays. L'Assemblée nationale constituante était créée et avait la lourde tâche de rédiger la nouvelle Constitution, en un an. Octobre 2013, toujours rien, faute d'entente entre les

islamistes, leurs alliés et l'opposition. Pire même. [Cet anniversaire a été célébré](#) mercredi 23 octobre dans un climat de terreur.

Absence de dialogue national, vide juridique, le nouveau visage du pays du jasmin est loin d'être achevé. L'état de la presse illustre bien la Tunisie d'aujourd'hui, de la liberté totale aux dérives en tous genres.



Caricature de Willis from Tunis à l'occasion de la sortie d'un hors-série du journal La Presse paru le 3 décembre 2012 qui retrace l'histoire du dessin dans le pays sous le titre "Vive la révolution !"

"*Les médias de la honte*", ainsi étaient surnommés la majorité des médias sous l'ère Ben Ali. Aujourd'hui, la plupart se disent "contre-révolutionnaires". Un virage idéologique qui discrédite encore un peu plus les organes de presse.

"*Un des problèmes de la presse aujourd'hui en Tunisie ? C'est qu'il n'y a pas eu tant de changements !*". David Thomson, journaliste freelance, était le correspondant à Tunis de France24 et RFI. "*Les journalistes actuels sont les mêmes que sous Ben Ali*". Une prise de position que partagent aussi les journalistes tunisiens.

Pour Cheker Berhima, diplômé de l'ESJ Tunis, une école de journalisme parisienne privée venue s'installer dans le pays après la révolution, c'est toute une partie du secteur qui est "foutue". Entre journalistes corrompus dans la fonction publique touchant trois salaires alors qu'ils travaillent pour d'autres médias privés, journalistes malhonnêtes et incompetents, le plus grand problème reste selon lui "*le manque d'engagement et le non-*

respect de la déontologie de la presse". Car oui, l'héritage du passé est encore bien présent, et ce même au sein des rédactions. "Il n'y a quasiment jamais de conférence de rédaction le matin, et la soumission aux intérêts politiques et économiques est encore monnaie courante...Il faut dire que les trois quarts des médias étaient proches de Ben Ali", explique Elodie Auffray, correspondante de Libération à Tunis depuis 2011. L'âge avancé d'une majorité des journalistes joue aussi dans cette forme de stagnation de la presse. Donner son opinion s'apparente aujourd'hui à une sorte de rachat.

3 questions à : Lilia Weslaty

Lilia Weslaty est, comme elle le dit elle-même, devenue journaliste "activiste" à son insu. Professeure assistante de français, elle était rédactrice en chef du blog Nawaat.

Depuis sa démission le 19 septembre 2013 suite à des [divergences avec les fondateurs](#), elle travaille en freelance car admet avoir "du mal à trouver un média qui ne soit pas financé ou dirigé par des corrompus".



Quand avez-vous commencé à écrire ?

J'ai commencé sur Facebook en 2008, en créant plusieurs comptes avec différentes identités pour dénoncer le système et écrire ce qui se passait en Tunisie. Je me suis retrouvée activiste sans m'en rendre compte. Il fallait que j'écrive ce que les médias officiels et le régime cachaient.

Pouvez-vous nous parler de votre expérience à Nawaat ?

Nawaat était un blog créé en 2004 par Sami Ben Gharbia, qui au départ était principalement aux Pays-Bas. Il donnait la possibilité aux Tunisiens d'écrire des textes, puisque la censure était la règle sous Ben Ali. Les journalistes de Nawaat ont aussi traduit des textes publiés sur le site Wikileaks. Avant d'être rédactrice en chef pour Nawaat, je travaillais pour Radio Kalima. Mais j'ai découvert que la directrice, Sihem Ben Sedrine et son mari Omar Mestiri, ne payaient pas les journalistes pendant des mois et que leurs droits syndicaux étaient bafoués. De plus, il n'y avait aucune conférence de rédaction. Les journalistes étaient perdus et n'avaient même pas de contrat. J'ai essayé de parler avec les directeurs, sachant que la radio avait reçu beaucoup de subventions de France Inter. Sans succès. Après un an à Nawaat nous sommes devenus une petite équipe, et nous ne faisons plus du blogging mais du journalisme de manière plus professionnelle. En 2011, les Tunisiens ne connaissaient pas Nawaat car le site était censuré. Mais de 2011 à 2013, nous avons eu seize millions de visites uniques.

Pensez-vous qu'il y ait également des abus du côté des journalistes ?

Absolument, la déontologie et les chartes n'existent que sur du papier, parfois n'existent pas du tout. En plus, les anciens journalistes qui ont été les sbires du régime n'ont toujours pas été poursuivis en justice. Nous devons avoir un projet de loi de justice transitionnelle, qui permettrait notamment le traitement des archives de la police politique, mais ce projet est encore bloqué car les députés de l'Assemblée Constituante ne l'ont toujours pas discuté et amendé en plénière.

Au lendemain du 14 janvier 2011 et la chute de Ben Ali, les Tunisiens ont pu jouir d'une totale liberté d'expression. *"Mais après la montée des islamistes, on a vécu les mêmes méthodes des régimes déchus, ou presque : l'état qui intervient sous le couvert de l'intérêt public pour voir des journaliste en prisons, des amendes... le cirque habituel. Actuellement le combat continue, mais le gouvernement ne croit pas en la démocratie et à la liberté de presse, c'est une certitude"*, déplore Cheker Berhima. Interdit jusqu'en 2011, RSF a enfin installé son [bureau à Tunis](#). Olivia Gré, sa directrice, dresse un constat sans appel. *"On a tué le journalisme ! C'est une profession qui n'existait pas : ce n'était que du recopiage de dépêches d'agence ; il faut le réinventer !"*.



Manifestations pour la liberté de la presse le 25 Janvier 2012. Crédit : Steve Rhodes/ Foter/ CC BY-NC-ND

Le choc d'une vie de censure

La principale difficulté en Tunisie à l'heure actuelle ? La liberté totale. David Thomson est en Tunisie depuis février 2011. *"Le niveau des journaux est catastrophique, la presse ne vérifie pas ses infos et colporte des rumeurs. Et l'un des objectifs de la presse électronique est de diffuser des intox pour nuire à des partis."* Car si la chute du dictateur a insufflé avec elle une liberté d'expression totalement débridée, celle-ci pèse sur l'information, et tend, trop souvent, à désinformer le lecteur au risque de basculer dans un journalisme de la rumeur. *"La liberté de la presse est mal comprise, il y a beaucoup de diffamation"*, note Elodie Auffray.

Même son de cloche du côté de RSF : *"La liberté d'expression est le seul acquis de la révolution, mais de vieux réflexes sont de retour. Il y a un engagement trop fort des journalistes aujourd'hui, mais c'est une façon pour eux de se rattraper, après avoir été muselés pendant des années"*.

Lilia Weslaty était journaliste pour [Nawaat](#), site emblématique de la révolution et "le seul média crédible" selon de nombreux journalistes. Elle travaille désormais en freelance, ayant du mal à trouver un média complètement libre. *"La presse en Tunisie est restée très partisane avec des directeurs très âgés, de la génération Bourguiba pour la plupart. Elle "flirte" avec la Révolution en miroitant le leurre de l'objectivité."* Elodie Auffray partage cet avis, le paysage médiatique actuel n'est pour elle pas très enthousiasmant. *"C'est déjà très mal payé voire pas du tout, et je ne me vois pas écrire dans un seul média tunisien !"*. Sabeur Abbes, journaliste bénévole a collaboré avec *Maghreb Magazine*. Il nuance cet état de fait : Si les journalistes se sentent plus libres, ils n'ont pas encore assimilé tous les mécanismes qui leur permettront d'être totalement libres.

<https://www.dailymotion.com/video/x16ddrj>

[Nadia Khiari est professeur à mi-temps dans un collège tunisien. Le reste du temps, elle dessine l'actualité](#)

Journaliste : à l'heure du défi

Depuis 2011, les médias critiquent, dénoncent, s'expriment comme ils auraient dû pouvoir le faire depuis bien longtemps. *"On parle enfin de tous les problèmes que rencontre la Tunisie. Mais une grande partie des journalistes cherche encore leur chemin"*, admet Néjiba Hamrouni, présidente du SNJT, le syndicat des journalistes tunisiens. Selim Kharrat a créé son blog en 2007 (censuré sous Ben Ali) et travaille avec le journal associatif les [Cahiers de la liberté](#) : *"L'indépendance et l'objectivité sont les seuls gages de crédibilité dans ce métier. Il est vrai que les journalistes subissent énormément de pression du gouvernement en place ; être journaliste reste un métier de dangereux en Tunisie. Mais ils pourraient gagner la bataille de l'opinion publique, véritable arme contre les pressions gouvernementale, s'ils étaient plus professionnels, objectifs et indépendants."*

Pour certains, tout est à reprendre. Un exemple parlant, relayé par David Thomson advenu le week-end du 19 et 20 octobre, dans le village de Goubelat (à 70 km de Tunis) : l'armée a affronté un groupe armé pendant trois jours. Des affrontements qui ont donné lieu à des bombardements aériens dans la colline surplombant le village. Bilan : 9 membres du groupe armé tués et deux tonnes d'explosifs retrouvés. Or, aucun journaliste tunisien n'est venu couvrir l'événement qui aurait fait l'objet d'un "sit-in" dans tout autre pays.

Au-delà de tous les défis, la formation des journalistes est un chantier incontournable. La multiplication des supports et des médias créant une *"cacophonie continue n'aidant ni à la prise de recul, ni à l'analyse"*, explique Selim Kharrat.

Une formation au rabais

David Thomson raconte que sous Ben Ali, le journalisme était une voie de garage ; *"les rebuts du système éducatif sont allés étudier à l'IPSI, l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information de Tunis"*. Mohamed Haddad, journaliste à Reuters Tunis est même venu jusqu'à Bordeaux pour se former : *"L'IPSI, c'est un moule où on parle du journalisme sans le pratiquer et où l'enseignement distillé est exclusivement théorique"*.

Problème de formation, de culture et de savoir-faire des journalistes, le pays ne compte que deux écoles, basées à Tunis. L'étude sur le développement des médias en Tunisie fait état des lacunes de ces écoles : *"Sous le régime de Ben Ali, l'IPSI (créé en 1967) s'est trouvé sous trois tutelles : celle du Ministère de l'enseignement supérieur, de la présidence de la république et celle du parti au pouvoir, le RCD"*. Quant au CAPJC, le Centre d'Apprentissage et de Perfectionnement des Journalistes et Communicateurs, il est vite tombé sous le contrôle de l'ancien pouvoir. *"Avant 2011, il ne fournissait que des formations à caractère technique : les sujets comme la responsabilité des médias ou le journalisme d'investigation n'étaient pas abordés"*.

Aujourd'hui, l'entrée à l'IPSI se fait sur concours. RSF témoigne : *"avant, le recrutement se faisait via internet et tous les profs étaient habillés en violet ! (ndlr : la couleur fétiche du*

régime Ben Ali)...". Malgré cette avancée, les studios de l'école de journalisme de Tunis, par exemple, datent toujours des années 60.

Mais depuis la révolution, les formations se sont élargies : investigation, déontologie ou approche critique. ONG et syndicats aspirent à plus de changements pour qu'enfin, la presse tunisienne devienne professionnelle et gage de qualité.

Dans un petit pays comme la Tunisie (10 millions d'habitants), les régions sont très peu développées et doivent faire face à de grosses difficultés économiques, ce qui explique en partie la polarisation de la formation journalistique dans la capitale.

"La formation des journalistes en Tunisie ? Médiocre... c'est la première cause de la bassesse de nos médias. Il est clair que l'IPSI ne pouvait former de bons journalistes", déplore Cheker Berhima.

Une nouvelle génération a vu le jour, sans pour autant être formée. *"Ils sont engagés et compétents, mais bien sûr, ce n'est pas suffisant".*

Les conditions de travail des journalistes

- Salaires moyens : Médias publics : de 800/900 dinars (356 / 400 €) pour les non-titulaires à 1200/1300 dinars (534 € / 580 €) pour les titulaires. Médias privés : de 500 / 700 dinars (222 € / 311 €) à 2000 / 3000 dinars (890 € / 1335 €) selon le média.
- Pas de convention collective.
- Très peu de contrats de travail.
- Carte de presse de 2012 utilisée encore pour l'année en cours : la commission pour la carte de presse n'existe toujours pas. (Sources : RSF et [ctlj.org](#))

Une liberté bien gardée

Après la révolution, beaucoup de nouveaux médias ont fleuri : sites web, blogs, radios, etc. obstruant quelque peu le paysage médiatique. Cette liberté chèrement acquise après la chute de Ben Ali est de nouveau freinée et l'ombre de la censure plane dans tout le pays. Les pressions de la part du gouvernement et des islamistes se multiplient depuis plus d'un an. Pour le blogueur [Selim Kherrat](#), *"être journaliste reste un métier dangereux en Tunisie".*

Pendant le règne du [RCD \(Rassemblement Constitutionnel Démocratique\)](#), le code pénal prévoyait des peines de prison ferme pour les délits de presse. A la chute du dictateur, les décrets lois [115](#) et [116](#) ont été adoptés. Seulement, le droit des médias instauré par le régime dictatorial est toujours appliqué par certains procureurs zélés outrepassant les normes internationales qui exigent que les infractions de presse soient classées en tant qu'erreurs civiles passibles de compensations et non passibles de peines pénales.

La HAICA, CSA sans toit



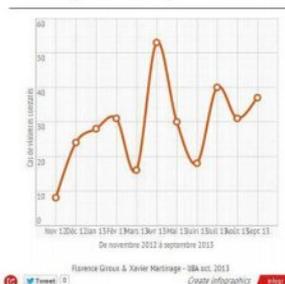
La HAICA (Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle) a vu le jour en Tunisie le 3 mai 2013 à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse. Ce "CSA tunisien" a pour objectif de réformer un secteur en pleine mutation. Cette instance d'autorégulation est le premier pas concret qui a suivi la promulgation du décret-loi 116-2011, censé garantir de nouvelles libertés pour les journalistes. La HAICA est composée de 9 membres et présidée par Nouri Lejmi, également enseignant à l'IPSI (Institut de Presse et des Sciences et de l'Information). Régulariser la situation des nouvelles radios et télévisions diffusant dans l'illégalité ; mettre en place des cahiers des charges afin de réguler l'octroi des licences des médias ; ou encore nommer des directeurs à la tête des médias publics, autant de défis que va devoir relever cette nouvelle instance. La HAICA reste pour le moment assez absente du paysage médiatique tunisien, et quasi impuissante. Preuve en est, elle n'a même pas trouvé de locaux... (Sources RSF et Nawaat.org)

[Lilia Weslaty](#) a choisi d'exercer en freelance. "Cette liberté est factice car nous n'avons ni constitution qui garantisse nos droits, ni une institution judiciaire indépendante du pouvoir exécutif qui puisse faire respecter ces deux décrets ! Aujourd'hui, parler peut me coûter la prison. C'est déjà le cas de plusieurs journalistes comme Zied El Hénî, auditionné début octobre à Sousse".

Plus de censure directe, mais une pression gouvernementale accrue due en partie à la non-réforme de l'institution, laissant une grande place à la machine répressive policière. Mohamed Haddad, journaliste tunisien, va même plus loin. "La liberté des journalistes est circonscrite par le pouvoir judiciaire". Un circuit rodé qui remet en cause tous les droits prévus par ces nouveaux décrets. "Et si un magistrat se rebelle, il est muselé et envoyé à l'autre bout du pays". Le SNJT admet qu'il faut d'urgence améliorer les conditions de travail et les droits des journalistes. "Mais la décision est politique, et pour le moment, le gouvernement refuse d'appliquer les lois, ce qui rend les choses très compliquées...". Des agressions physiques aux harcèlements, en passant par les menaces de mort, les interrogatoires, les confiscations de matériel ou les restrictions, les cas de violence et d'atteinte aux libertés de la presse sont en constante hausse depuis octobre 2012.

Des journalistes libres ?

Evolution des atteintes portées aux journalistes en Tunisie (2012 - 2013)





[Plus de 300 cas d'agressions...](#) dans un pays qui avait entamé sa transition démocratique.

Après la chute de Ben Ali, une liste de 82 magistrats aux mains sales avait été établie, mais jamais une commission d'enquête n'a été menée. Pour autant, d'aucuns ne tendent vers la dramatisation. La situation reste bien plus confortable que sous l'ancien dictateur, et l'étape majeure qu'ont franchie les Tunisiens est bel et bien celle de la critique, libre et débridée.

Le monde des médias tunisiens en chiffres

- 1600 journalistes
- 100 titres de presse écrite
- 25 ondes de radio
- 2 chaînes de télévision publique
- 2 chaînes de télévision privées (et plusieurs sur le câble)
- 2 écoles de journalisme (dont une privée)
- 3 formations universitaires en journalisme
- [138^e](#), c'est la place qu'occupe la Tunisie dans le classement 2013 de RSF sur l'état de la liberté de la presse. Soit un recul de 4 rangs.

Mohamed M'dalla, journaliste et photographe tunisien indépendant croit en l'avenir : "*On est encore en première année de démocratie, on essaie d'apprendre et je reste confiant, le futur sera meilleur pour ce métier*".

Pour la première fois dans l'histoire de la télévision tunisienne, des débats politiques ont été diffusés, sans tabou aucun. Pour la première fois, le rapport à la sacralisation du pouvoir a changé : plus personne ne se satisfait du parti unique. Pour la première fois, le culte de la personnalité a été anéanti. Autant d'avancées qui témoignent de l'impossible retour en arrière de la Tunisie.

Interview croisée : "On est dans l'année zéro de la construction de la liberté de la presse"

Vincent Geisser, sociologue et politologue français, chercheur au CNRS, spécialiste des questions politiques dans le monde arabe et Aymen Garbi, journaliste culturel tunisien et chercheur en littérature, nous livrent leur vision du journalisme dans ce qu'on peut appeler "l'après Ben Ali".

"Comment peut-on définir le paysage médiatique actuel ?

Vincent Geisser : Sous Ben Ali, on était en présence d'un régime autoritaire. Avec la censure, la presse était surveillée mais la Tunisie était un cas exceptionnel. Le niveau de censure faisait penser à la presse stalinienne, alors qu'au Maroc ou en Algérie il y avait plus de marges de liberté. Aujourd'hui, les organes de presse sont très caricaturaux. Sous Ben Ali, des quotidiens comme Le Temps ou La Presse étaient soumis au Ministère de l'intérieur. On est passé d'un monolithe de presse à une pluralité où une ouverture s'est produite avec un discours plus intellectuel.

Aymen Garbi : Les anciens patrons de presse ont choisi après la révolution de construire un média de réflexion politique, culturelle et de débats sur la Tunisie, avec ce que cela implique de rétrospection et de prospections continues. Leur projet était trop beau pour survivre. Je me sens frustré parce que je ne trouve pas de support écrit pour m'y épanouir, après l'arrêt du Maghreb Magazine. Parler de culture, sans forcément être frivole et consensuel, c'est apparemment devenu impossible aujourd'hui.

Quelle image le journaliste véhicule-t-il ?

V.G. : Le journalisme a vraiment évolué. On peut critiquer facilement et l'espace public s'est ouvert. Mais la libération de la parole a eu beaucoup d'effets pervers dans les écrits. Malheureusement on a affaire à une médiocrité médiatique, et à un développement d'une presse de caniveaux où on ne trouve aucune volonté d'enquête ni de vérification des sources. Et la question de la formation se pose davantage. On est dans l'improvisation totale. Ce sont les contraintes d'une telle structure où les professeurs formés du temps de la dictature sont censés former aujourd'hui les journalistes de demain.

A.G. : Les journalistes sont devenus plus politisés après la chute de Ben Ali. Chacun s'est dirigé vers un parti pris qui lui convient soit idéologiquement soit économiquement. Et on

est en train d'asséner aux gens une idée qui me semble fautive : les journalistes qui ont adoré voir pulluler les médias après la révolution pour des raisons opportunistes disent : "la prolifération du nombre de médias, c'est cela la démocratie !" Or c'est cette conception commerciale que moi et certaines personnes ont voulu éviter dans un pays qui tend vers des changements constructifs. Si le lecteur passe son temps à lire de la propagande qui se veut démocratique, il n'aura plus confiance en personne. Il ne faut pas refaire des systèmes qui ont prouvé leur échec, où chaque média a sa version politisée des choses (en gros soit laïque soit islamiste) et où aucun média n'est plus crédible.

Est-on libre de dire tout ce que l'on veut ?

V.G. : Ce qui est clair, c'est qu'il y a une absence de cadrage juridique et légal de la liberté de la presse. On est dans l'année zéro de la construction de la liberté de la presse. Le champ médiatique n'est pas à la hauteur de la démocratie mais c'est aussi la rançon de la transition. Il y a une tentation des exécutifs d'avoir une mainmise sur la presse. Ce sont des réflexes dictatoriaux, des mouvements communs avec cette volonté de contrôler la parole. L'erreur a été de circonscrire les soulèvements arabes à des périodes très courtes. Cela va prendre du temps malgré la banalisation de la violence politique. Actuellement, la Tunisie traverse une zone grise et les processus sont extrêmement longs. L'acquis est fragile, on n'est plus dans la zone noire de la dictature, ni encore dans la zone blanche de la démocratie.

A.G. : Les pressions du gouvernement en place sont réelles et ont deux effets négatifs : soit ils acculent les journalistes à se censurer ou à devenir complaisants avec le pouvoir, soit ils rendent les journalistes virulents, cherchant la petite bête même s'ils savent qu'ils sont dans la mauvaise foi et la propagande éhontée. Les agressions de plus en plus fréquentes contre les journalistes ne peuvent qu'accentuer les tensions et déchaîner les passions. Le gouvernement actuel a une responsabilité dans le désintérêt du lecteur pour la presse et cette sclérose intellectuelle ne peut conduire que vers l'extrémisme. Mais les rédacteurs en chef aussi doivent se remettre en question pour pouvoir avancer et trouver des formes alternatives d'information, sereines et neutres."

Témoignage : Mohamed M'Dalla : "J'aurais perturbé la sécurité nationale"

Le 22 mai 2013, le journaliste Mohamed M'dalla était convoqué avec le rédacteur en chef du site Jadal et un cameraman pour une audition individuelle. L'objet ? Un reportage effectué sur la contrebande dans le sud tunisien. Traités comme des "criminels", ils n'ont pourtant fait que leur travail. Mohamed M'dalla revient sur cet épisode.

"Ce reportage a été tourné dans le cadre d'une collaboration entre une chaîne privée, Attounissia, et l'ONG internationale IWPR (Institute for War & Peace Reporting). IWPR a fait appel à moi puisque j'avais quelques expériences (Libye, Egypte, Mali). Pendant mes

recherches, j'ai rencontré un jeune qui m'a parlé de trafic et contrebande dans sa région de Douz, dans le sud tunisien. Je l'ai présenté à l'équipe et on l'a engagé en tant que "fixeur" contre une somme d'argent pour convaincre les trafiquants de cette région d'être filmés. L'un de mes partenaires a promis à ce jeune de l'embaucher dans l'équipe de IWPR et le sujet a été tourné en trois jours. Après sa diffusion, le jeune "fixeur" m'appelle et me menace : "tu vas le regretter", me dit-il. Selon lui, le "floutage" des visages n'était pas bien fait et l'on pouvait identifier leurs identités. Jusqu'alors, nous n'avions pas eu de problèmes. Quelques jours plus tard, alors que j'étais en déplacement en Libye, le procureur de la république décide d'ouvrir une enquête en nous accusant de "diffusion de fausse information dans le but de perturber la sécurité nationale" et "inventer un crime qui n'existe pas".

Les douaniers ont aussi ouvert une enquête sur le même sujet. On a été entendu quatre fois (7 heures de route à faire à chaque fois), mais on attend encore les résultats des enquêtes." Très prévoyant, Mohamed M'dalla avait heureusement enregistré toutes les communications et les accords avec les trafiquants sur son Smartphone. Il y a quelques jours, un des trafiquants ciblé dans la vidéo a été arrêté avec un stock d'armes venant d'Algérie.

Crédit photo de Une : Marine Périn.

100% images

«L'auto-promo, c'est bien mais il faut aussi dire que *Courrier International* est en difficulté»



Pour son émission *Affaires étrangères*, Christine Ockrent a donné le ton face à Eric Chol, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire. Elle n'a pas hésité à le couper dans son discours pour le faire rebondir sur la première grève que connaît la rédaction de *Courrier International*.

Des questions précises, une voix assurée, la journaliste dirige d'une main de fer son émission. Elle n'hésite pas à recentrer le débat si nécessaire. Il lui faut des réponses claires et précises. Pas de temps pour les procès contre les confrères. Et lorsque John MacArthur, directeur de la rédaction du *Harper's magazine* est prêt à continuer le débat en fin d'émission, la journaliste lui fait comprendre d'un seul geste de la main que c'est terminé. Pas de place pour l'improvisation et surtout pas aux débordements. Christine Ockrent tient son émission du début à la fin.

Texte: Eléonor Douet - Photo: Elise Henry

Atelier « Envoyé spécial en Syrie : à quel prix ? »



« *J'essaye de photographier la vie, et pas que la mort* ». Sans ignorer les 130 000 personnes tuées depuis le début du conflit syrien et les 200 000 autres portées disparues, Ammar Abd Rabbo veut capturer les a-côtés de la guerre. Des enfants retournant dans une école qui servait de QG aux rebelles, des pétales de rose vendus sur un marché, un soldat de l'armée libre fumant le narguilé. Ce qui l'intéresse aussi – a contrario des journaux pour lesquels il travaille – ce sont les monuments détruits par les bombardements. « *Les Syriens pleurent leurs pierres* », dit-il. Ces pierres, c'est le souk d'Alep, vieux de plus de 700 ans, patrimoine mondial de l'UNESCO, devenu le « *terrain de jeu* » des combattants. C'est le minaret millénaire de la plus grande mosquée de la ville, mis en pièce par les bombes de Bashar Al-Assad. Mais les missiles peuvent pleuvoir, cette fierté d'Alep n'est pas prête de disparaître, car, raconte Ammar Abd Rabbo, « *les gens recueillent les pierres et les cachent chez eux pour un jour pouvoir reconstruire le minaret* ».

Texte : Fanny Laison - Photo : Anthony Michel

Atelier « XXI et le nouveau journalisme »



« *La fin d'un chapitre* », voilà où en est la presse selon **Patrick de Saint-Exupéry**. La publication par la Revue XXI – dont il est co-fondateur et rédacteur en chef - d'un manifeste pour « *un autre journalisme* » en est la preuve. Réunir « *le meilleur de l'édition et du journalisme* », voilà à quoi s'attache la Revue XXI. Cela pour éviter, comme le reste de la presse conventionnelle, de céder du terrain aux codes de la communication. Au cœur de ce projet, la narration. Raconter des histoires à travers des reportages, des photos ou des dessins et résister aux contraintes traditionnelles de temps, de support. Un mot d'ordre : « *ne jamais céder à la complexité* ». La simplicité est la preuve du travail du journaliste, « *une goutte d'eau qui permet de raconter la mer* ».

Texte : Damien Gozioso - Photo : Viktor Frédéric

Atelier « Journaliste israélienne dans les territoires occupés : comment faire son métier ? »



"Que choisiriez vous ? Traiter le énième meurtre d'une femme par ses proches pour une raison d'honneur ou plutôt le démantèlement d'une colonie palestinienne en territoire occupé ?" Un choix cornélien. Et pourtant, c'est à ce genre de dilemme que doit faire face **Amira Hass**, (seule) journaliste d'origine israélienne vivant dans les terres occupées. *"Mon rôle, c'est d'être une surveillante du pouvoir politique en Israël"* explique t-elle. Étiquetée à tort pro-palestinienne, elle se doit également de critiquer les centres de pouvoir palestiniens. Malheureusement si des sujets sur la Palestine sont fréquemment publiés dans son journal Ha'Aretz, ils n'intéressent pas le lectorat israélien. Pour son travail, elle a bénéficié en mars 2013 du prix mondial de la liberté de la presse.

Texte et photo : Anthony Michel

Conférence « Le journalisme d'investigation sauvé par Internet ? »



Deux styles s'opposent : **Nicolas Beau** et **Fabrice Arfi**. Le premier, fondateur de Bakchich.info, défend un journalisme d'investigation indépendant mais néanmoins respectueux des rôles de chacun : le journaliste ne doit pas se prendre pour un juge. Le second, journaliste à Mediapart, porte une conception de l'investigation plus idéologique : l'information prime. Magnus Felkehed, correspondant en France pour le quotidien suédois Dagens Nyheter, apporte un regard extérieur. Selon lui, la discussion ne doit pas porter que sur les journalistes mais aussi sur les lecteurs. La "*capacité d'indignation*" du public est (presque) morte en France et il faudrait que cela change pour donner un nouveau souffle au journalisme d'investigation.

Texte : Damien Gozioso - Photo : Viktor Frédéric

Conférence « Journalistes pour temps de guerre »



Les journalistes, le général Barrera les préfère au Mali. Ousmane Ndiaye et Jean-Baptiste Rivoire, respectivement chef de la rubrique Afrique de Courrier International et rédacteur en chef adjoint de Spécial Investigation sur Canal+, ne lui ont pas fait de cadeaux. « *Vous m'avez trouvé deux coriaces* ». Le commandant de l'opération Serval l'a répété avec insistance : la mission n'aurait pas été un succès si un seul journaliste avait été enlevé par AQMI. « *Vous pouvez bien me parler de liberté de la presse, quand il faut dire à un reporter qu'il met sa vie en danger, je le fais !* » Ousmane Ndiaye désapprouve : à trop vouloir les protéger, l'armée empêche les journalistes de travailler. « *Quand on arrive au Mali, on n'est pas inconscient des dangers. Nous sommes professionnels, c'est aussi pour cette raison qu'il n'y a pas eu d'otages au Mali* ». Jean-Baptiste Rivoire la joue médiateur, l'armée gère les opérations, le journaliste suit.

Texte : Thomas Evrard - Photo : Ophélie Le Piver

Atelier « La Palais Royal marocain : circulez il n'y a rien à voir ! »



« On est des aventuriers avec des épées. On ne sait pas combien de fauves on va rencontrer sur la route, mais on y va ! » Karim Boukhari a dirigé les rédactions du Journal et de Tel Quel, deux hebdomadaires indépendants au Maroc. Là-bas, le pouvoir n'est pas au gouvernement, il est au palais royal. Problème : c'est un monde clôt qui ne communique jamais. Toutes les infos proviennent du off, de proches du roi Mohamed VI. À chaque fois qu'il doit contacter ses sources, Karim envoie un fax au Palais. *« Je ne sais pas exactement à qui, mais je n'attends de toute façon pas de réponse »*. Une démarche en apparence absurde mais qui permet aux journalistes de couvrir leurs arrières. Pour protéger ses sources, Karim ne voit qu'une solution : *« Se démerder, improviser ! »*

Texte : Thomas Evrard - Photo : Ophélie Le Piver

Atelier « Quand la grande muette veut communiquer »



"Les armées ne sont pas des agences de voyage". Pierre Bayle reproche à son ancienne profession de ne pas être consciente des problèmes logistiques qui se posent à l'armée. Pourtant le directeur de la DICOd, délégation chargée d'assurer la communication de la "grande muette", encourage le journalisme "embedded" : "*Un compromis optimal dans des situations où les journalistes ont besoin de l'armée pour se déplacer*". Des journalistes infantilisés, qui ont besoin d'être "conseillés". Aucun inconvénient d'après le super-communicant : pas de contrat sur le fond, pas de chouchous, pas de restriction à aller voir ensuite les populations. Les critiques sur le Mali sont ainsi balayées, sous le contrôle du général Barrera, son nouveau délégué et ancien commandant de l'opération Serval. Malgré tout, sur ces théâtres de guerre, la frontière entre communication officielle et information indépendante s'effrite. Dernière polémique en date, le documentaire télé de Martin Blanchard sur les militaires français lors de l'opération Serval justement. Problème, il est uniquement composé d'images officielles. "*Un reportage fabuleux*" selon Pierre Bayle.

Texte : Hélène Lompech et Alvin Koualef - Photo : Hélène Lompech

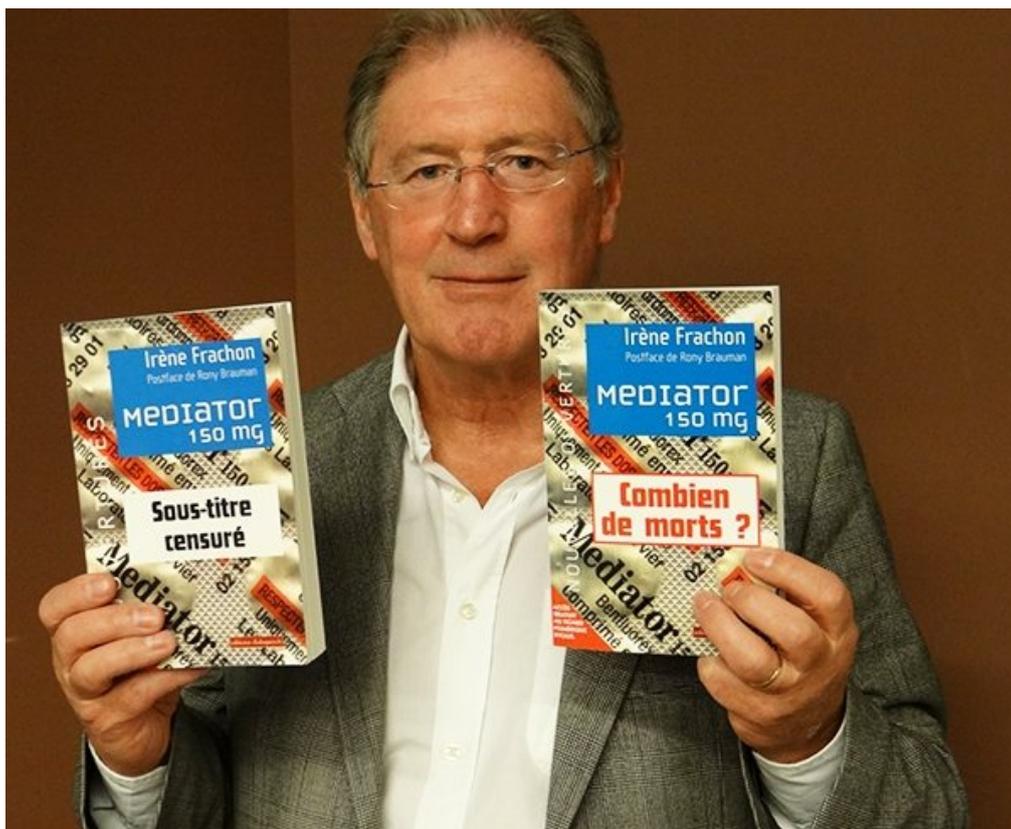
Atelier « *Médiapart*, un modèle de journalisme ? »



Fabrice Arfi, l'homme qui a secoué la République. A l'origine de l'affaire Woerth-Bettencourt et de l'affaire Cahuzac, ce journaliste de Médiapart a fait tomber deux ministres. Devant les étudiants de l'IJBA, il est revenu sur la fulgurante ascension du journal en ligne qui réunit entre 70 000 et 80 000 abonnés cinq ans seulement après son lancement. La clé du succès? Pour Arfi, la réponse est simple: la différence de Médiapart. *"Nous, on assume le rôle des journalistes dans la démocratie au service du droit de savoir des citoyens"*. *"Nous ne sommes pas dans le bavardage quotidien, on cherche à apporter des faits nouveaux"* en égratignant au passage *"le règne du commentariat sur l'activité journalistique en France"*. La recette semble payer puisque Médiapart était bénéficiaire de 700 000 euros l'année dernière, en pleine crise de la presse.

Texte : Romain Pouzin Roux - Photo : Elise Henry

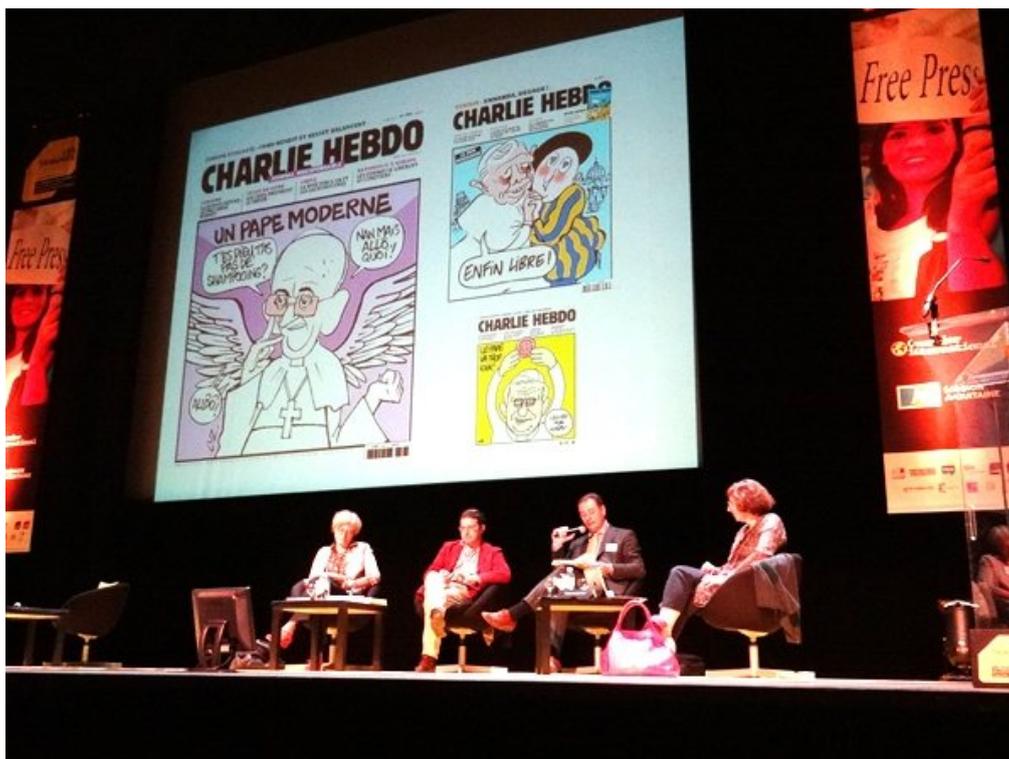
Atelier « Affaire Mediator : les tribulations du livre par qui le scandale est arrivé »



« *J'ai une bombe entre les mains* » : s'étouffe Charles Kermarec, lorsqu'en 2008, il reçoit le livre d'Irène Frachon *Mediator 150 mg – Combien de morts ?*. Un livre qui aura connu une invraisemblable censure. Après son lancement en juin 2010, la justice ordonne à la maison d'édition de cacher son sous-titre « *combien de morts ?* » par une bande blanche. Une triste réalité lorsque l'on s'attaque à une machinerie médicamenteuse solide, qui niera jusqu'à la fin toute accusation. Charles Kermarec n'a jamais lâché le morceau : « *c'est à ce moment là que je me suis dit : j'ai pas le choix, il faut leur rentrer dans le chou* ». La situation se retourne, finalement, grâce à des universitaires, qui, par leur étude, sauvèrent la publication méritée du livre : « *on aurait perdu en appel si une thèse d'une doctorante n'avait pas démontré qu'il y avait entre 500 et 2000 morts liés au Mediator* ».

Texte : Pauline Pennanec'h - Photo : Elise Henry

Conférence « *La plume et le goupillon : comment informer sur le Vatican ?* »



« Les médias français ont très vite parlé d'un pape normal, en référence à un autre François ». Ou d'un pape moderne. En tout cas, un pape de rupture par rapport à Benoît XVI, montrant sa simplicité dès son apparition et ses premiers mots depuis le balcon de la Place Saint-Pierre. 219 jours après son élection, Antoine-Marie Izoard, directeur de l'agence de presse I.Media spécialisée dans les affaires vaticanes, dresse un premier bilan. Si François est un homme de foule, il se montre dur avec ceux qui l'entourent à la Curie. Il a invité les prêtres à ne pas se contenter de « broser et caresser leur unique brebis ». Renouer le lien avec les fidèles, évangéliser : une mission difficile pour le nouveau pape qui arrive après les scandales qui ont agité le Vatican. Pour revenir à plus de sérénité, il ne faut pas attendre une communication intensive de ce pape argentin. Et encore moins de révolution des positions du gouvernement de l'Eglise romaine sur l'euthanasie, la procréation médicalement assistée ou le mariage homosexuel. Car François distille ses discours aux journalistes avec parcimonie. Surtout sur des sujets qui divisent les sociétés laïcisées, mais où les fidèles restent attachés à la position traditionnelle de Rome.

Texte : Kevin Morand - Photo : Elise Henry

Atelier « Le journalisme d'investigation à la française »



"Dans cette salle, il y a plus de personnes que de journalistes d'investigation en France". Selon **Nicolas Beau**, journaliste d'investigation passé par *Le Monde* et *Le Canard Enchaîné* également fondateur de Bakchich.info, l'adossement des journalistes une orientation politique, la "judiciarisation" des affaires et, évidemment, le manque de moyens sont autant d'entraves à un journalisme d'investigation de qualité. Conséquences de ces difficultés, un niveau journalistique à la baisse et des enquêtes qui manquent de profondeur. Nicolas Beau n'est pas tendre avec ceux qu'il considère pourtant comme les pères fondateurs de ce style : Claude Angeli, Pierre Péan et Edwy Plenel. S'il concède à ce dernier la réussite du modèle Mediapart, il lui reproche le non-respect de la vie privée dans le traitement de l'affaire Bettencourt. Journalisme de "*fuites organisées*", c'est la conclusion de Nicolas Beau.

Texte : Damien Gozioso - Photo : Viktor Frédéric

Conférence « Le dessin de presse, baromètre de la liberté »



« *Le dessin de presse n'est pas une provocation, c'est une réaction.* » Derrière Willis from Tunis se cache Nadia Khiari, dessinatrice tunisienne qui, depuis janvier 2011, fait parler ses chats pour critiquer l'ancien régime de Ben Ali, et désormais les salafistes et les Frères musulmans. Une liberté de ton défendue également par Kianoush Ramenazi, dont les dessins silencieux (photo) traitent de thème plus universels. De Bachar Al-Assad au contrôle de l'Internet, le dessinateur iranien - exilé en France depuis le « Mouvement Vert » de 2009 - dénonce à coups de crayon la censure et les violations des droits de l'homme. Quatre mois après l'élection du nouveau président iranien, Hassan Rohani, la situation pour les journalistes et les dessinateurs de presse ne s'est pas améliorée. Parlant même « *d'illusion d'un changement* », Kianoush Ramenazi n'envisage toujours pas de retourner travailler dans son pays. « *Le nouveau gouvernement a une attitude paradoxale. D'un côté Rohani passe son temps à tweeter, de l'autre il continue d'interdire les réseaux sociaux.* »

Texte : Charlotte Gillard - Photo : Elise Henry

Atelier « Iran : compter avec la société civile »



"Ma famille a été bien plus menacée que moi même" : **Farnaz Seifi** est une blogueuse iranienne, bannie en 2007 de son pays d'origine pour ses engagements féministe et journalistique. C'est désormais en Allemagne qu'elle vit et écrit. Si, aujourd'hui, elle se trouve loin de la dictature qu'elle a connue, elle continue malgré elle à s'auto-censurer en évitant les sujets qui à l'époque auraient pu l'envoyer en prison. *"Je vis comme si j'étais encore en Iran"*. Témoin de l'évolution de son pays, elle note quelques avancées, deux mois seulement après l'élection du président Rohani. *"Le gouvernement précédant avait accusé la presse iranienne de propagande. Aujourd'hui, il est question d'arrêter les poursuites entamées"*. Mais le chemin sera long. Le pays était jusqu'en 2012 la première prison pour journalistes au monde.

Texte et photo : Anthony Michel

Atelier « Chine, la presse peut-elle s'émanciper du pouvoir politique ? »



En tant que journaliste chinois, contourner la censure fait partie du quotidien. Une liberté bâillonnée par la dictature dont est témoin **Chang Ping**. L'éditorialiste est remercié de ses fonctions de rédacteur en chef adjoint du magazine Nandu Zhoukan en 2009 pour avoir fait la critique du contrôle de l'information sur le Tibet. Celui qui fait partie des esprits les plus critiques de la presse chinoise, a reçu l'ordre de quitter le quotidien Nanfang Dushibao et l'hebdomadaire Nanfang Zhoumo. Condamné au silence, il est catapulté en Allemagne, mais depuis, il ne lâche rien : *"je continue toujours d'écrire dans les médias chinois sous un pseudonyme. En Chine, seule la presse étrangère pourrait parler des affaires de corruption du gouvernement"*. Comment exercer son métier dans un pays qui étouffe les journalistes ? *"Chaque jour, on contourne la censure. Le gouvernement tente de nous laver le cerveau"*. Mais tous ne voient plus le jour, censurés et éjectés dans les *"prisons noires"*, ces geôles clandestines où atterrissent ceux qui osent accuser les hauts dirigeants, au lieu de se taire. Le silence, à quel prix ?

Texte : Pauline Pennanec'h - Photo : Anthony Michel

Atelier « Reporters de guerre : comment travailler ? »



« *Kidal est un mensonge d'État, organisé, puissant, et difficile à défaire* ». **Ousmane NDiaye**, responsable de la rubrique Afrique à Courrier International a couvert le Mali, avant, pendant et après l'opération Serval. Il dénonce le manque de liberté des journalistes, confinés par l'armée pour "éviter les prises d'otage". L'image donnée de la guerre au Mali ressemble fort à une opération de communication rondement menée, jusqu'à sa prétendue fin. "Aujourd'hui, Kidal est un no man's land occupé par les rebelles, mais officiellement, tout va bien". Aucun reporter de guerre n'est présent sur le territoire, tous repartis sur le front syrien. "Seuls les journalistes spécialisés sont restés au Mali". Deux voies s'offrent généralement au reporter lorsqu'il couvre une guerre : être embarqué (aux côtés de l'armée) ou seul (après le passage de l'armée). Ousmane NDiaye creuse une troisième voie : arriver plusieurs mois après et enquêter auprès des populations.

[A lire aussi le portrait d'Ousmane NDiaye dans les coulisses de la fabrique de l'info](#)

Texte et photo : Ophélie Le Piver

Atelier « Les recettes du Canard »



37 procès sur 39 gagnés entre 2001 et 2011 par l'hebdomadaire satirique le *Canard Enchaîné*. **Jean-François Julliard**, est fier de ce chiffre : « *On se considère un peu comme les gardes fous de la république* ». Depuis presque un siècle (le journal fête son centenaire en 2015), l'ambition de distraire, d'accroître le savoir de manière ludique, n'a pas failli. Avec parfois quelque couacs. L'affaire Cahuzac a tourmenté la rédaction : « *Il y a eu débat. Je n'étais pas pour prendre de la distance avec Mediapart. On n'a pas été très bon sur ce coup-là* ». Il explique la pérennité du titre, qui a toujours survécu sans la publicité. Et un rapport privilégié avec les lecteurs. « *On reçoit des lettres très animalières* ». Certaines se terminent pas des « *bisous sur le bec* ». Pour finir, un conseil pratique aux apprentis journalistes présents : « *J'attends d'un pigiste qu'il m'étonne un peu, et propose un sujet qu'il maîtrise* ».

Texte : David Gauthier - Photo : Viktor Frédéric

Conférence « combattre la censure »



« Le grand malheur du Mexique est d'être coincé entre des pays producteurs et un pays consommateur de drogue ». **Anne-Marie Mergier** est correspondante à Paris pour l'hebdomadaire mexicain *Proceso*. Le pays est miné par l'influence des narcotrafiquants jusque dans son appareil d'Etat. Exercer son métier de façon indépendante est devenu un risque comparable à celui d'une zone de guerre : 81 journalistes y ont été tués pendant les douze dernières années. Anne-Marie Mergier, émue, évoque l'histoire de sa collègue Regina Martinez. Elle était correspondante de *Proceso* dans l'Etat de Vera Cruz, et a été assassinée en avril 2012. Le cynisme des autorités mexicaines est allé jusqu'à conclure à un cambriolage ayant mal tourné. Menaces, passages à tabac, enlèvements et assassinats sont quotidiens pour les journalistes enquêtant sur les affaires des cartels.

Texte : Kevin Morand - Photo : Elise Henry

Ouverture des Tribunes de la Presse 2013



Ouverture des Tribunes de la Presse au Théâtre National de Bordeaux Aquitaine, sous fond de grève à *Courrier International*. Les journalistes de l'hebdomadaire, utilisant leur droit de grève, ont réagi à l'annonce d'un plan de licenciement qui devraient toucher un tiers d'entre eux, soit une vingtaine de personnes. Le numéro 1198 de l'hebdomadaire, partenaire essentiel des Tribunes de la Presse, n'est pas paru ce jeudi 17 octobre 2013. Cette annonce a provoqué un véritable tollé dans le milieu littéraire et dans la presse. Dans une tribune parue dans *Libération*, Gérard Mordillat, John Berger et Dan Franck, trois écrivains n'ont pas hésité à commenter et à s'insurger contre cette décision : « *Cette décision ne paraît justifiée en rien, ni sur le plan journalistique ni sur le plan économique, sinon par l'opportunité de réussir une opération financière sur le dos des salariés et au mépris des lecteurs.* »

Texte et photo : Elise Henry

Projection du film *Lettre à Anna* au cinéma Utopia



La résistance tchéchène s'est fanatisée et a trouvé refuge au Daguestan voisin, d'après **Laurence Habay**, chef de service Russie à Courrier international. Son intervention avait lieu après la projection du film *Lettre à Anna* au cinéma Utopia qui a ouvert les Tribunes de la Presse. Elles se dérouleront du 17 au 19 octobre 2013 à Bordeaux à l'IJBA et au TNBA, avec de nombreux intervenants de la Presse nationale et internationale.

Texte et photo : Damien Gouteux